# IMPACT

OCEAN ▪ EARTH ▪ HUMANITY



#12

FONDATION PRINCE ALBERT II DE MONACO

ENVIRONMENTAL
PHOTOGRAPHY AWARD
PRINCE ALBERT II OF
MONACO FOUNDATION



# ÉDITION 2027

INSCRIPTIONS JUSQU'AU 1ER NOVEMBRE 2026
VOTE DU PUBLIC DU 1ER AU 15 AVRIL 2027
EXPOSITION ESTIVALE À MONACO & ITINÉRANCES

fpa2photoaward.org

PRÉSENTÉ PAR

FONDATION
PRINCE ALBERT II
DE MONACO

AVEC LE SOUTIEN DE

EFG
Private Banking

© SOUMYA RANJAN BHATTACHARYYA


© Axel Bastelli/Palais princier

# PROTÉGER *NOTRE PLANÈTE* *ET* INVENTER UN MONDE DURABLE

Il y a vingt ans, j'ai créé la Fondation Prince Albert II de Monaco avec la volonté de contribuer à mieux protéger notre Planète, sa santé, son climat et sa biodiversité, quelles que soient les difficultés. Vingt ans plus tard, en parcourant ce numéro anniversaire, cette volonté est plus forte que jamais.

Car malgré les graves inquiétudes qui accompagnent hélas tous les défenseurs de l'environnement, ces vingt années d'action ont prouvé une vérité essentielle : l'engagement collectif, lorsqu'il est fondé sur la science, produit des résultats tangibles. Des dizaines d'espèces protégées, des centaines de communautés accompagnées face aux défis environnementaux, des milliers de nos contemporains engagés au quotidien, et des millions d'euros investis dans une économie durable : voilà ce qu'il est possible d'accomplir lorsque les bonnes volontés se conjuguent pour tracer un chemin audacieux.

Les pages qui suivent racontent donc ce chemin, à travers les trois injonctions qui, depuis vingt ans, guident notre action : protéger les écosystèmes les plus fragiles, car en eux se jouent souvent les grands équilibres de notre Planète ; fédérer les acteurs du changement, car aucun de nous ne peut agir seul ; innover, enfin, car inventer un monde durable nécessite de nouveaux modèles.

Tels sont les principes qui nous animent, et qui animent avec nous nos partenaires et nos donateurs, auxquels je veux ici adresser mes sincères remerciements, pour ces vingt années de combats comme pour celles qui s'annoncent.

**S.A.S. le Prince Albert II de Monaco**

# IMPACT

#12

Ce magazine semestriel
est édité par la

FONDATION
PRINCE ALBERT II
DE MONACO

Villa Girasole
16, boulevard de Suisse
MC 98000 Monaco
Tél. : +377 98 98 44 44
**www.fpa2.org**
contact@fpa2.org

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

**Romain Ciarlet**
Vice-président et CEO

COORDINATION ÉDITORIALE

**Nadège Massé**
Directrice de la communication

**Céline Vacquier-Bekkari**
Responsable communication

RÉDACTION

**Dossier :** Caroline Audibert

**Articles :** Caroline Audibert
Britta Jaschinski
Nadège Massé
Céline Vacquier-Bekkari
Andreas Wolfers

TRADUCTION

Kate Bignold, Laurence Cuzzolin

COUVERTURE

© Sergio Pitamitz
Jeune lion (*Panthera leo*) dans la réserve de Lualenyi au Kenya.

CRÉDIT PHOTO
SAUF MENTION SPÉCIALE

Adobe Stock, Pexels

CONCEPTION GRAPHIQUE

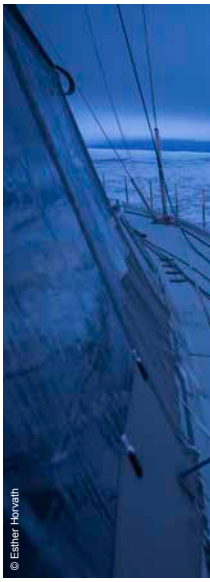
www.federall.net

Imprimé en Principauté par
Graphic Service,
certifié Imprim'vert, PEFC, FSC

Toute reproduction du contenu éditorial du magazine IMPACT, qu'il s'agisse de textes ou de photographies, par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation préalable de la Fondation Prince Albert II de Monaco, est interdite et constitue un acte de contrefaçon en vertu de la loi n°491 du 24 novembre 1948. Tout litige de quelque nature que ce soit engagé par ou contre IMPACT relèvera, à défaut d'un règlement amiable, de la compétence exclusive des juridictions monégasques.

Magazine gratuit
Dépôt légal : septembre 2026
ISSN : 2709-2127

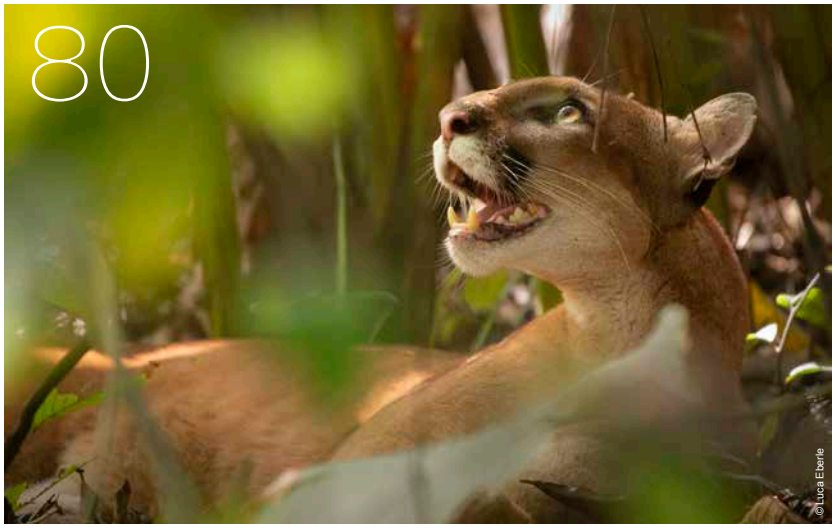




















# SOMMAIRE


1 ÉDITO

S.A.S. le Prince Albert II de Monaco

4 DOSSIER : 20 ANS D'ACTION ET DE MOBILISATION

Protéger le vivant, de la Méditerranée aux pôles

- Entre terre et mer, préserver les écosystèmes fragiles
- Les écosystèmes d'eau douce au coeur des enjeux
- Sauvegarder les espèces menacées : des outils de conservation stratégiques
- Demain, des sols plus vivants
- Se mobiliser pour l'Océan

Fédérer, du terrain aux sommets de la gouvernance

- Renforcer le rôle des communautés dans la conservation des forêts
- Relier les pôles : une science sans frontières
- Pelagos, une cause qui ne pouvait avancer seule

Innover pour changer d'échelle : technologie, finance, formation

- Vers une économie et une finance bleues, durables et régénératives
- L'Océan, territoire de solutions
- Promouvoir les jeunes générations

Des initiatives novatrices au service d'une mission commune

54 RETOUR D'EXPÉDITION

10 heures en exploration aux Danger Islands

62 SUR LE TERRAIN

Et si la transition écologique était rebaptisée « transition humaine » ?

70 NOUVELLES GÉNÉRATIONS

Dix jeunes leaders qui font bouger les lignes

80 PRIX DE PHOTOGRAPHIE ENVIRONNEMENTALE

Raconter la beauté, l'urgence et l'espoir

Sur le terrain avec la photographe Britta Jaschinski

94 ÉCONOMIE BLEUE

ECOncrete, construire la résilience côtière de demain

- Interview avec Ido Sella

# FONDATION PRINCE ALBERT II DE MONACO *POUR LA* SANTÉ PLANÉTAIRE :



# ANS D'ACTION *ET DE* MOBILISATION

© Alain Hérault



En avril 2006, un homme foule la banquise du pôle Nord, dans les pas de son trisaïeul qui, un siècle plus tôt, avait sondé les mers et ausculté les glaces. Ce que S.A.S. le Prince Albert II de Monaco observe face à l'immensité arctique, à mille lieues de Sa Principauté, c'est cette glace qui s'amincit et cède, témoignant de bouleversements inquiétants. Homme de conviction, à la sensibilité environnementale affirmée, le Souverain décide de s'engager personnellement afin de contribuer à contrer les atteintes faites à la Terre. Deux mois après ce voyage, la Fondation Prince Albert II de Monaco voit le jour.

Vingt ans plus tard, l'organisation s'est largement déployée, enracinant une vision pérenne. Sur tous les continents, elle a soutenu plus de 850 projets de terrain, noué des coalitions, financé la science et porté la parole du vivant et des communautés humaines jusque dans les cénacles internationaux. De la Méditerranée, son berceau, jusqu'aux glaces polaires, des forêts aux zones humides, son empreinte se lit à même le destin d'espèces sauvegardées, de mers ranimées, de communautés rendues à leur pouvoir d'agir. Pionnière, elle a hissé la cause de l'Océan et du climat au rang d'urgences planétaires, et continue d'ouvrir des voies, de créer des dynamiques inédites, d'encourager les solutions.

Ce rayonnement, la Fondation le doit à celles et ceux qui la portent : scientifiques et dirigeants, exploratrices et gardiens des milieux les plus fragiles, financeurs et innovateurs. Ce dossier en réunit les voix, interrogeant le rôle de la philanthropie dans un monde en crise et sa capacité à inventer, à mesure que la situation l'exige, de nouvelles manières d'agir.



# 1 PROTÉGER

## LE VIVANT, DE LA MÉDITERRANÉE AUX PÔLES

© Frédéric Larrey

Comment protéger davantage que des fragments épars de la Terre ? Faire contrepoids aux menaces qui déstabilisent les écosystèmes ? Deux décennies d'action soutenue de la Fondation Prince Albert II de Monaco en faveur de la préservation du vivant dessinent une trajectoire. Implantée dans une centaine de pays, l'organisation œuvre en arborescence, selon une approche horizontale impliquant les communautés locales et s'inscrivant dans la durée.
Lutte contre les effets du changement climatique, préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources en eau... Ces lignes de front adoptées par la Fondation ont pris corps dans des projets concrets, parfois étendus à des régions entières. Cette dynamique de protection, couronnée de victoires encourageantes, est placée sous le signe de la continuité. De temps : seuls des processus accompagnés durablement peuvent garantir la vitalité des écosystèmes. D'espace : la continuité écologique conditionne le maintien des espèces et de leurs habitats. Les frontières planétaires se redéfinissent à l'aune des identités écologiques : forêts tropicales, mangroves, lagunes et marais, savanes, littoraux et tout l'éventail des milieux océaniques, au cœur de l'ADN de la Fondation.

*S.A.S. le Prince Albert II à la rencontre des communautés locales pour la conservation des gorilles dans la forêt du Rwanda, 2025.*

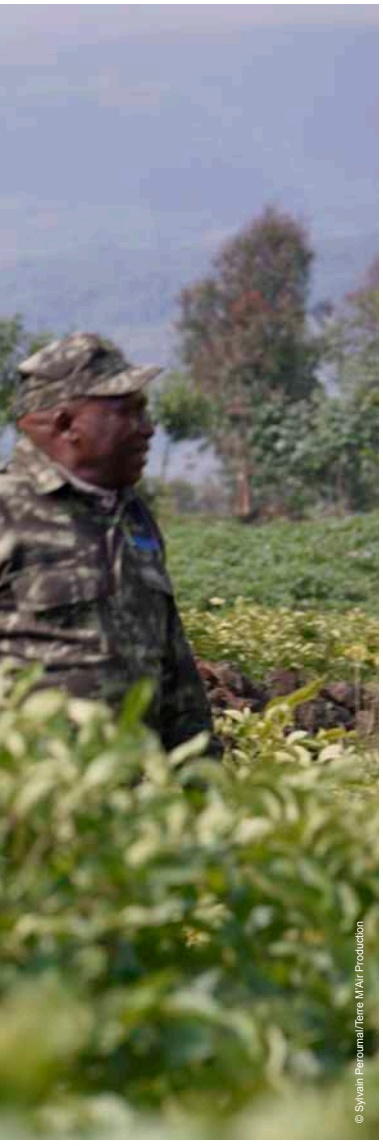


[1] Ocean Acidification and other ocean Changes – Impacts and Solutions.

[2] Baptiste Morizot et Laurent Neyret, *Liberté, dignité, habitabilité* (Gallimard, « Tracts », 2026).

## LA MÉDITERRANÉE POUR LABORATOIRE

Berceau de l'organisation monégasque et laboratoire de cette approche systémique et inclusive, la Méditerranée concentre des actions emblématiques. Étendue sur 15 pays du bassin, l'initiative Beyond Plastic Med (BeMed) s'attache à freiner la pollution plastique qui affecte cette mer civilisatrice comme nulle autre. The MedFund, dédié aux aires marines protégées de la région, a permis en dix ans d'en pérenniser près de 10 000 km$^2$, dont 800 km$^2$ en protection forte. Débutée en 2021, l'initiative Pelagos renforce les dispositifs de conservation de la première aire marine transfrontalière de Méditerranée, dédiée aux mammifères marins. La Fondation a depuis longtemps fait de la préservation des espèces une priorité, comme le montrent les mesures prises en faveur du thon rouge, l'un des plus grands succès de conservation en Méditerranée, ou le retour du phoque moine sur les côtes. Mais l'écosystème marin ne concentre pas toutes les attentions. D'autres milieux, exposés au changement climatique et aux pressions humaines, mobilisent également la Fondation au sein de la région. Delta de la Vjosa en Albanie, zone humide de Salina à Malte, eaux stagnantes des montagnes karstiques de Croatie… Nombreuses sont les zones humides qui bénéficient du soutien de la Donors' Initiative for Mediterranean Freshwater Ecosystems (DIMFE), créée sous l'impulsion de la Fondation.
Ce focus méditerranéen illustre une démarche systémique, dont les actions, inscrites dans le temps long, sont portées à grande échelle.


© Sylvain Perroumal/Terre M'Air Production

## VEILLER SUR LES ORGANES VITAUX DE LA PLANÈTE

En vingt ans, la Fondation a nettement étendu son influence, ciblant les milieux les plus menacés comme les périls les plus diffus. Elle a notamment soulevé le problème de l'acidification de l'Océan, ce bouleversement invisible de la chimie marine né de l'absorption d'un quart du $CO_2$ émis par les humains : dès 2009, la Déclaration de Monaco l'a porté au niveau politique, avant que l'initiative OACIS[1] n'en fasse un engagement durable. Au chevet des organes vitaux de notre planète, elle prodigue des soins à ces espaces qui pourvoient à la respirabilité de l'atmosphère, à la vigueur des sols, à l'abondance du vivant, à l'équilibre du climat, à la persistance de l'eau douce… Car il s'agit de maintenir les fonctions d'écosystèmes pivots, garants de la santé planétaire comme humaine. La protection, voire la restauration, des milieux d'eau douce illustre parfaitement la dépendance des sociétés aux ressources naturelles : l'économie de certaines communautés, voire de pays entiers reste suspendue à la pérennité des glaces, des sources et des nappes phréatiques, un cycle que la Fondation s'emploie à préserver, surtout dans les territoires menacés par la raréfaction de l'eau.

## RÉGÉNÉRER, DES TROPIQUES AUX PÔLES

Le bouleversement des écosystèmes forestiers et littoraux, l'appauvrissement des sols, la déstabilisation de la cryosphère engendrent des risques croissants. Néanmoins, chaque action éclairée vient contrer cette tendance, limiter l'impact, régénérer, qu'il s'agisse de la restauration de mangroves, de zones humides ou de forêts tropicales. Même exigence aux pôles : de l'Arctique à l'océan Austral, l'organisation soutient des réseaux d'aires marines protégées et des corridors bleus, ces routes préservées le long desquelles les grands cétacés rejoignent leurs aires de reproduction et de nourrissage. Un même cap relie ces engagements : protéger 30 % de l'Océan mondial d'ici 2030.

Pour favoriser la santé du vivant, la Fondation Prince Albert II de Monaco procède par capillarité, distillant moyens financiers et humains, s'associant aux communautés qui réalisent les projets. Elle vient étayer, consolider, porter plus loin. Sa démarche organique permet de les enraciner dans les territoires, de les inscrire dans la durée et de tisser une solidarité entre les parties prenantes.
Initiatives et fonds mobilisés servent tous une même vision, celle d'une planète pleinement vivante, moins polluée, ponctuée d'îlots de régénération, où les milieux restent garants de « l'habitabilité »[2] de la Terre – fonction invisibilisée et néanmoins essentielle des dynamiques terrestres. Les protéger, c'est veiller à cette habitabilité du monde, conviction que la Fondation ne cesse de traduire en actions.

## DES RÉSULTATS DE CONSERVATION MESURABLES

**+850**

projets soutenus dans plus de 100 pays depuis 2006

**+400 %**

de biomasse pour le thon rouge de Méditerranée, l'un des grands succès de conservation de la Fondation (soutien dès 2008)

**1,55 M km²**

pour l'aire marine protégée de la mer de Ross en Antarctique, la plus vaste au monde, que la Fondation a contribué à créer

**1 Mha**

de forêt amazonienne primaire sous défense territoriale autochtone (projet Amazon Frontlines, 6 nations)

**9 785 km²**

d'aires marines protégées en Méditerranée via The MedFund, dont 800 km² en protection forte (19 AMP, 8 pays)

© Greg Lecoeur

# ENTRE TERRE ET MER, PRÉSERVER LES ÉCOSYSTÈMES FRAGILES


© DR

Forêts, récifs coralliens et zones humides côtières abritent des millions d'espèces sauvages. Ces milieux fragiles, hautement productifs et protecteurs, connaissent une érosion inégalée depuis la dernière grande extinction, avec de profondes conséquences pour les sociétés humaines. La Fondation Prince Albert II de Monaco a bâti une architecture pour contrer cette tendance, en mobilisant plusieurs mécanismes visant à protéger ces écosystèmes.

**Charlotte Karibuhoye Said** a consacré plus de trente ans à la science de la conservation, à la gouvernance régionale et à la pratique de terrain. Fondatrice d'Interface for Nature et membre du Comité scientifique et technique de la Fondation, elle apporte un regard aiguisé sur ces dynamiques de protection.

*"L'objectif 30×30 pourrait être atteint si, au-delà des chiffres, nous cherchions à créer un réseau de zones qui fonctionne réellement – pour la biodiversité, le climat et les populations. "*



*Projet de restauration socio-écologique des mangroves au Bénin, soutenu par la Fondation.*

**Pendant de nombreuses années, vous avez coordonné le soutien au réseau régional d'aires marines protégées (AMP) d'Afrique de l'Ouest, le RAMPAO, qui regroupe une quarantaine de sites, de la Mauritanie au Bénin. Quels enseignements tirez-vous de cette expérience ?**

Coordonner le processus multipartite qui a conduit à la création du RAMPAO aura été l'une des expériences les plus formatrices de ma carrière. Première leçon : en matière de conservation, n'attendez pas de disposer d'un ensemble de données parfait pour agir. Quand nous avons commencé, les données relatives à la connectivité écologique et aux zones clés pour la biodiversité marine étaient incomplètes – et elles le sont toujours. Nous avons combiné données scientifiques existantes et savoirs locaux, appliqué le principe de précaution, puis nous sommes passés à l'action. Et ce fut la bonne décision ; les recherches menées sur les populations de tortues marines, les stocks halieutiques et les oiseaux migrateurs l'ont confirmé par la suite.

Deuxième leçon : un réseau d'AMP n'est pas un simple concept écologique ; c'est aussi un dispositif social, dans lequel l'animation du réseau et la qualité de la gouvernance jouent un rôle central. La connectivité doit s'exercer à plusieurs niveaux : responsables de site, scientifiques, communautés locales, décideurs… Chacun doit y trouver sa place. Un cadre régional qui donne l'impression d'être imposé d'en haut ne sera jamais pleinement adopté sur le terrain.

**Les aires protégées constituent-elles toujours notre meilleur outil pour lutter contre la perte de biodiversité ? L'objectif 30×30 est-il réalisable ?**

Sous réserve d'être bien conçues, bien gérées et régies avec équité, les aires protégées restent notre outil le plus solide contre la perte de biodiversité. Les écosystèmes en bonne santé apportent énormément à la nature comme aux populations : dans les zones côtières et marines, par exemple, ils constituent des nurseries et des zones d'alimentation pour d'innombrables espèces, assurent la pérennité des activités de pêche et des moyens de subsistance, et comptent parmi les puits de carbone les plus efficaces. Mais leur conception et leur gestion doivent s'adapter aux changements mondiaux et s'inscrire dans des stratégies de développement.

L'objectif 30×30 pourrait être atteint si, au-delà des chiffres, nous cherchions à créer un réseau de zones qui fonctionne réellement – pour la biodiversité, le climat et les populations. Les principaux obstacles ne sont pas d'ordre technique (nous savons comment préserver la nature). Ils tiennent à la gouvernance, à l'engagement politique et à l'investissement à long terme. La Guinée-Bissau, petit pays aux ressources très limitées, a déjà placé 26 % de son territoire sous protection.



**Les fonds fiduciaires pour l'environnement lèvent des capitaux pour assurer des financements à long terme. The MedFund, créé par la France, Monaco et la Tunisie, avec le soutien de la Fondation, au profit des aires marines protégées, en est un parfait exemple. En quoi ce modèle change-t-il la donne pour les gestionnaires des aires protégées ?**

Avec un financement par projet, on est constamment en mode survie : appels à projets, incertitude, *turnover* du personnel. Un mécanisme fondé sur une dotation offre aux gestionnaires une base financière prévisible, qui les aide à planifier, à maintenir la cohésion de leurs équipes et à se concentrer sur la conservation, qui gagne alors elle-même en résilience. Dans des contextes d'instabilité politique ou économique, un tel cadre est essentiel. Les écosystèmes ne se régénèrent pas au gré des échéanciers des projets ; nos mécanismes de financement doivent en tenir compte. D'autres pays de la région s'inspirent désormais de ces modèles, ce qui constitue la meilleure preuve de leur efficacité.

**Comment expliquez-vous cette évolution vers des approches transfrontalières, fondées sur des réseaux ? Et comment faire pour que ces réseaux restent opérationnels ?**

Les espèces migratrices évoluent sur plusieurs territoires. Par conséquent, protéger une seule zone économique exclusive revêt surtout un caractère symbolique, d'autant que le changement climatique pousse les espèces à modifier leur aire de répartition, ce qui rend les frontières fixes de plus en plus inadaptées. Les populations isolées sont également fragilisées, à moins de prévoir des corridors ou des sites relais pour les relier les unes aux autres.
Pour que ces réseaux soient véritablement efficaces, cette connectivité doit se traduire par des partenariats concrets doublés d'une action coordonnée : gestion cohérente, suivi harmonisé, partage des connaissances scientifiques et harmonisation des politiques par-delà secteurs et frontières. D'après mon expérience au sein du RAMPAO et d'initiatives régionales similaires, l'exercice est difficile, mais possible. Ce qui fait la différence, c'est un processus de planification spatiale marine inclusif qui intègre les intérêts de toutes les parties prenantes, droits des communautés locales compris. Cela doit s'accompagner d'un suivi régional renforcé, du développement des capacités et de mesures d'incitation financière liées aux pratiques durables. Autant de leviers qui se complètent mutuellement. Il est tout aussi important de veiller aux relations entre les différents acteurs que de préserver les écosystèmes que nous nous efforçons de protéger. Nous nous améliorons en la matière, et c'est ce qui me donne de l'espoir.

**Le projet DEDURAM en Guinée-Bissau a permis de former 1150 femmes productrices de sel aux techniques solaires – réduisant de 99 % les émissions dues à la saliculture – et a soutenu le développement de 2 500 hectares de rizières de mangrove. Pourquoi la participation des communautés locales, et des femmes en particulier, est-elle une condition sine qua non de la réussite des aires protégées ?**

Les communautés locales ne sont pas seulement des parties prenantes ; dans bien des cas, c'est grâce à elles que les écosystèmes sont encore intacts. Les initiatives de conservation conçues sans la participation des communautés font rarement long feu une fois le projet terminé. Les femmes méritent d'être mises à l'honneur : en Guinée-Bissau, la production de sel est une activité exclusivement féminine, qui représente en moyenne plus de la moitié de leurs revenus annuels. DEDURAM illustre parfaitement ce qu'est un véritable partenariat : les résultats dépassent largement le simple changement de technique. Les femmes ont acquis des compétences en gestion financière et en organisation coopérative, et sont devenues d'actives défenseuses de leur écosystème. En soutenant les femmes engagées dans la conservation, on favorise des changements durables.



© Xhemal Xheri/IPRNEA

# LES ÉCOSYSTÈMES D'EAU DOUCE AU CŒUR DES ENJEUX


© FPA2

Reconnus comme les plus féconds de la planète et essentiels à la vie des populations qui en dépendent, les écosystèmes d'eau douce restent toutefois moins considérés que l'Océan ou les forêts. Sévèrement affectées par la déforestation, l'érosion des sols et une urbanisation croissante, les zones humides sont aujourd'hui menacées. En 2021, la Fondation Prince Albert II de Monaco lance, avec la fondation Aage V. Jensen Charity et la Fondation MAVA, la Donors' Initiative for Mediterranean Freshwater Ecosystems (DIMFE) pour revaloriser les zones humides méditerranéennes dont la moitié a disparu en cinquante ans. En outre, la Fondation appuie d'autres projets pour soutenir les écosystèmes d'eau douce dans le monde et améliorer les conditions de vie des populations qui en dépendent.

Présidente d'honneur de l'Institut méditerranéen de l'Eau et membre du Comité scientifique et technique de la Fondation, **Milagros Couchoud** revient sur les apports des programmes en faveur de l'eau douce soutenus par la Fondation à travers le monde.

***"Sans eau, il n'y a ni vie, ni paix sociale, ni développement humain."***

### Quelle est la singularité de DIMFE ?

Cette initiative, dont l'Institut méditerranéen de l'Eau assure l'expertise scientifique, permet d'échanger des expériences entre institutions et professionnels spécialisés dans les zones humides méditerranéennes, où le changement global survenu au cours des cinquante dernières années se traduit avec une extrême gravité et où la forte concentration des populations sur les littoraux dépasse celle de toute autre région de la planète : les populations locales ont parfois été multipliées par cent. DIMFE valorise ces écosystèmes spécifiques essentiels à la vie terrestre, leur restauration et même la création de nouveaux milieux, s'ils se révèlent nécessaires à l'équilibre de la frange littorale. Basée sur un modèle collaboratif entre bailleurs, scientifiques et acteurs de terrain, cette initiative a permis de mettre en place des solutions concrètes en réponse à des problèmes graves ayant mené à la disparition de zones humides majeures. C'est une démarche d'autant plus importante qu'elle est réplicable.

### Comment gérer les ressources en eau en zone semi-aride dans les perspectives actuelles ?

En Crète, par exemple, dans le bassin de Messara, la surexploitation des nappes phréatiques pour l'irrigation a conduit à des intrusions salines et à la disparition de zones humides. Le projet, mené par l'IHE Delft Institute for Water Education et financé par la Fondation Prince Albert II, a permis de développer une méthode de recharge artificielle des aquifères[3]. C'est un bon exemple de la façon dont nous pouvons tirer parti d'un aquifère isolé ou de grottes sous-marines, pour stocker l'eau de pluie, l'eau dessalée ou épurée, afin de maintenir les niveaux phréatiques stables. Chaque intervention commence par un diagnostic approfondi de l'aquifère (âge des eaux, composition, risques de contamination) afin de choisir la technologie la mieux adaptée. Le système peut être utilisé dans des contextes agricoles, urbains ou environnementaux pour prévenir l'intrusion d'eau de mer en relevant le niveau piézométrique[4] de l'aquifère, et pour restaurer les zones humides côtières alimentées par des eaux recyclées – à moindre coût financier et énergétique. Le Levant espagnol offre de nombreux exemples tout au long de son littoral.

### En quoi la sécurité hydrique est-elle au cœur des enjeux sociétaux contemporains ?

Dans le comté de Turkana, au Kenya, le projet soutenu par la Fondation aux côtés de Caritas Lodwar illustre le lien direct entre accès à l'eau, stabilité pastorale et santé humaine en milieu aride. Ce projet est l'un de ceux dont notre Fondation peut être la plus fière. L'impact de l'aide apportée à la population rurale de cette vallée du Rift a été remarquable. Une unité mobile de techniciens assure la maintenance de 53 infrastructures hydrauliques, au bénéfice de 51 000 personnes et d'un million d'animaux d'élevage, et des comités de l'eau ont été créés dans chaque communauté.
Si l'on parvient à approvisionner une population en eau et à soutenir progressivement son agriculture avec des moyens adaptés et intégrés, elle peut commencer à envisager un certain développement. Sans eau, il n'y a ni vie, ni paix sociale, ni développement humain.

### Qu'en est-il du projet Olhos d'Água ?

C'est là un autre projet qui me semble vraiment intéressant. Au sud-est du Brésil, dans les États d'Espírito Santo et de Minas Gerais, le projet porté par l'Instituto Terra et soutenu par la Fondation a engagé un travail de protection des points d'eau grâce au reboisement d'un bassin hydrique. Pour restaurer les 52 sources du bassin de la rivière Doce, on s'est appuyé sur les processus naturels en synergie avec plus de 30 agriculteurs locaux qui connaissent parfaitement leur environnement écologique et les solutions à adopter.

[3] Couche souterraine de roches poreuses et perméables à l'eau, d'où l'eau souterraine peut être extraite, notamment à l'aide d'un puits ou d'un captage.

[4] Hauteur à laquelle l'eau souterraine d'un aquifère monterait naturellement si on lui ouvrait un passage. Plus ce niveau est élevé, moins l'eau de mer peut s'infiltrer vers l'intérieur des terres.

On a planté près de 7 000 arbres pour végétaliser les abords des sources et installé des biodigesteurs dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations rurales. On pourra prochainement mesurer les résultats de ces solutions.
J'ai toujours considéré qu'il fallait chercher des solutions adaptées aux pays où se trouvent les problèmes. On ne peut pas apporter la même solution au problème d'assainissement des eaux usées à Madrid et dans un petit village de Minas Gerais, ni gérer de la même façon les pratiques agricoles en Provence et à Espírito Santo. On ne peut pas imposer des solutions conçues pour un pays développé à un pays qui n'a pas les moyens de maintenir des infrastructures complexes.

*Projet Olhos d'Água, pour le reboisement et la protection des sources d'eau dans la forêt atlantique du Brésil, soutenu par la Fondation.*

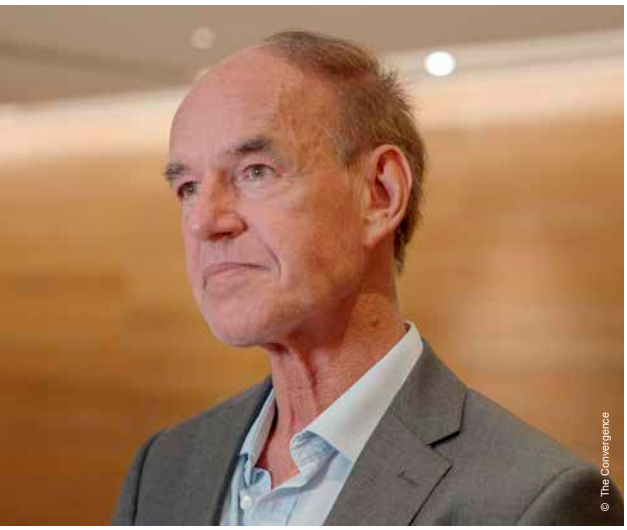
**Vous avez consacré une grande partie de votre carrière à faire entendre la cause de l'eau douce auprès des décideurs politiques. Où en est cette diplomatie de l'eau aujourd'hui ?**

J'ai passé ma vie à essayer de porter ce message auprès des responsables politiques de mon pays et du monde entier. Je suis optimiste par nature. Peu à peu, une prise de conscience s'opère : la reconnaissance du droit à l'eau comme droit humain par les Nations unies, l'ODD 6, les forums mondiaux de l'Eau, les congrès, les projets tels que ceux que soutient la Fondation… La voix de l'eau se fait entendre, et son importance commence à peser dans l'élaboration des budgets nationaux. En 2022, DIMFE a contribué à l'adoption d'une motion de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) appelant à renforcer la protection des zones écologiquement sensibles face au développement touristique non durable – c'est exactement ce type d'avancée, modeste en apparence, qui construit la diplomatie de l'eau pas à pas.



© DR

# SAUVEGARDER LES ESPÈCES MENACÉES : DES OUTILS DE CONSERVATION STRATÉGIQUES


© The Convergence

Alors que les espèces s'éteignent à un rythme sans précédent, la sauvegarde du vivant figure au premier rang des priorités de la Fondation Prince Albert II de Monaco. Espèce par espèce, région par région, elle soutient depuis vingt ans des programmes de rétablissement menés au plus près des communautés et avec les meilleurs spécialistes mondiaux. Elle interroge également les liens entre homme et faune sauvage, à l'instar de son initiative éponyme, pour mieux prendre en compte les espèces dans la gestion d'un territoire.

Des missions de terrain à la diplomatie environnementale internationale, **Marco Lambertini** a consacré sa vie à la conservation, du local au global. Ancien directeur général du WWF International, il dirige désormais la Nature Positive Initiative et siège au Conseil d'administration de la Fondation.

*"La disparition de la nature est un problème non seulement pour la faune sauvage, mais aussi pour nous-mêmes. Ses répercussions affectent notre société, notre économie et notre bien-être."*

### Pourquoi la sauvegarde d'une espèce réussit-elle là où tant d'autres échouent ?

Les opérations de sauvegarde qui réussissent ont deux dénominateurs communs. Le premier est la volonté d'y parvenir : détermination, passion, vision claire fondée sur les données scientifiques et plan d'action concret pour obtenir le changement souhaité. Le second est la compétence des personnes qui dirigent le projet. Dans certains cas, ce sont les pouvoirs publics qui jouent le rôle principal ; dans d'autres, ce sont les collectivités locales ou la société civile qui sont aux commandes. Le monde des affaires s'implique lui aussi, de plus en plus. Il est même parfois nécessaire que tous ces acteurs soient en phase. De nombreuses zones humides, forêts et espèces ont été préservées ou restaurées. Toutefois, ces efforts s'inscrivent dans le contexte d'un tsunami incessant de destruction engendré par le système économique actuel.

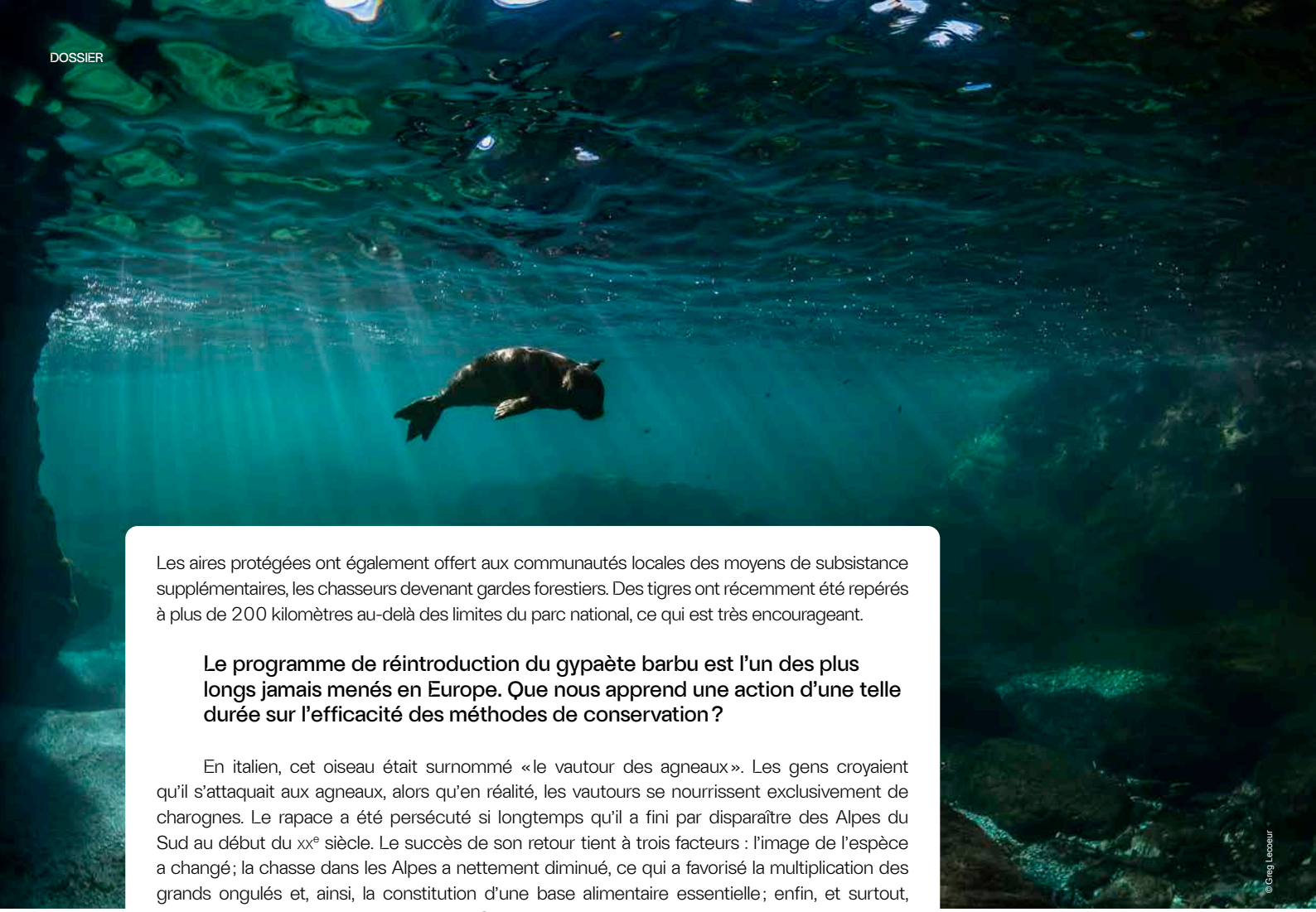
### Le thon rouge et le phoque moine de Méditerranée illustrent deux processus très différents de conservation des espèces. Quels ont été les principaux facteurs à l'origine de chaque réussite ?

Le thon représente un enjeu économique et culturel majeur. Les stocks méditerranéens, dans les années 2000, étaient au bord de l'effondrement ; des pêcheries entières, séculaires, avaient dû cesser leurs activités[5], ce qui avait attiré l'attention des décideurs politiques, du secteur halieutique et du grand public. D'où la législation européenne qui a ensuite permis de réduire drastiquement les captures et de veiller à une réglementation durable. La reconstitution des stocks a été spectaculaire. Depuis 2009, la biomasse a augmenté de plus de 400 %, et cette espèce autrefois « en danger » est devenue une « préoccupation mineure » — une preuve de ce que peut accomplir la mobilisation internationale, soutenue en l'occurrence par S.A.S. le Prince Albert II, Son Gouvernement et Sa Fondation. Cela montre aussi la résilience de la nature, à condition d'agir avant que les stocks n'atteignent le point de non-retour.
Le cas du phoque moine est tout à fait différent. Loin de constituer un atout économique, le phoque moine est même une source de conflits avec certains petits pêcheurs. Il doit son rétablissement à son statut d'icône, symbole de la Méditerranée, et au large soutien de l'opinion publique. Tout a commencé par la création d'aires marines protégées — cause défendue de longue date par la Fondation Prince Albert II de Monaco. Ont suivi des mesures de lutte contre le braconnage et, in fine, la mobilisation des pêcheurs en faveur d'une coexistence avec l'espèce, sous l'égide de la Monk Seal Alliance, lancée par la Fondation. On dénombre désormais 800 individus, dont la moitié dans les eaux grecques. Contrairement au cas du thon, ce sont les ONG locales, en collaboration avec les pouvoirs publics et les communautés, qui ont fait la différence. Au-delà des chiffres, la fierté locale d'avoir contribué à sauver une espèce de l'extinction est manifeste.

### Dans quelle mesure l'engagement politique et la coopération entre États déterminent-ils la réussite d'un programme de réintroduction ?

Ils peuvent être décisifs. Prenons la réintroduction des tigres dans la province chinoise du Jilin, un exemple des plus parlants. Il y a quelques décennies à peine, la Chine a mené, à l'instar de nombreux pays, une politique active d'éradication de ses grands prédateurs. La situation a radicalement changé depuis : à l'échelle mondiale, le nombre de tigres sauvages dépasse désormais les 5 000, soit une augmentation de 70 % par rapport à son niveau historique le plus bas. Le rétablissement de l'espèce dans la province de Jilin résulte d'une collaboration politique avec la Russie, dont l'action en faveur du tigre de l'Amour dans le nord du pays avait déjà connu des résultats significatifs. Dans le cadre d'un rare exemple de coopération transfrontalière en matière de conservation, les deux pays ont aménagé environ 300 passages pour la faune sauvage le long de la frontière orientale, permettant aux tigres présents du côté russe de gagner le territoire chinois et de contribuer au brassage génétique de la petite population locale naissante. Un leadership fort des pouvoirs publics s'est avéré essentiel, appuyé par une société civile devenue plus sensible aux enjeux de préservation des espèces.

[5] Entre 1970 et 2010, la population de thon rouge de l'Atlantique et de la Méditerranée a diminué de 80 %.



© Greg Lecoeur

*Le phoque moine de Méditerranée, protégé depuis 2011 par la Fondation, a donné lieu à une initiative spécifique, la Monk Seal Alliance, lancée en 2019.*

Les aires protégées ont également offert aux communautés locales des moyens de subsistance supplémentaires, les chasseurs devenant gardes forestiers. Des tigres ont récemment été repérés à plus de 200 kilomètres au-delà des limites du parc national, ce qui est très encourageant.

**Le programme de réintroduction du gypaète barbu est l'un des plus longs jamais menés en Europe. Que nous apprend une action d'une telle durée sur l'efficacité des méthodes de conservation ?**

En italien, cet oiseau était surnommé « le vautour des agneaux ». Les gens croyaient qu'il s'attaquait aux agneaux, alors qu'en réalité, les vautours se nourrissent exclusivement de charognes. Le rapace a été persécuté si longtemps qu'il a fini par disparaître des Alpes du Sud au début du XX$^{e}$ siècle. Le succès de son retour tient à trois facteurs : l'image de l'espèce a changé ; la chasse dans les Alpes a nettement diminué, ce qui a favorisé la multiplication des grands ongulés et, ainsi, la constitution d'une base alimentaire essentielle ; enfin, et surtout, plusieurs individus ont été réintroduits. C'est là qu'un programme comme celui soutenu par la Fondation, mené depuis près de 30 ans dans le Parc national du Mercantour et le Parco Naturale Alpi Marittime, prouve toute sa valeur. Très lente, la reproduction des vautours exige une persévérance extraordinaire, un travail assidu sur le terrain et une législation stable sur des décennies. Cette patience a été récompensée : au fil des ans, 45 jeunes ont été relâchés, et aujourd'hui une quarantaine de couples se reproduisent à l'état sauvage, la reproduction naturelle ayant pris le relais de la réintroduction.

**Ces succès laissent-ils à penser qu'inverser la tendance en matière de biodiversité est possible à plus grande échelle ?**

L'objectif de la Nature Positive Initiative est d'enrayer puis d'inverser la perte de biodiversité. C'est également l'ambition du Cadre mondial pour la biodiversité, adopté en 2022, tout comme limiter le réchauffement à 1,5 degré est l'objectif fixé pour le climat. Est-ce possible ? Absolument. Non seulement c'est possible, mais c'est nécessaire. Nous sommes la génération la plus sensibilisée à l'environnement de toute l'histoire, et nous commençons à comprendre que la disparition de la nature est un problème non seulement pour la faune sauvage, mais aussi pour nous-mêmes. Ses répercussions affectent notre société, notre économie et notre bien-être. Nous sommes à la croisée des chemins. L'économie qui a tant détruit la nature, tout en améliorant nos conditions de vie, touche à sa fin. La nature, pour la première fois de notre histoire, est poussée à bout, sans plus parvenir à nous fournir ce dont nous dépendons : eau, pollinisation, sécurité alimentaire, stabilité climatique. Des écosystèmes entiers frôlent le point de bascule, avec des conséquences potentiellement catastrophiques. Et, malgré toute notre arrogance, nous pourrions bien être parmi les plus vulnérables. Si nous voulons éviter une telle issue, il nous faut agir vite, à grande échelle, et comprendre qu'il en va de notre propre intérêt.

# LUTTER CONTRE LES POLLUTIONS



**Sandrine Sommer**, directrice du développement durable chez Moët Hennessy, membre du Comité scientifique et technique de la Fondation Prince Albert II de Monaco.

## DEMAIN, DES SOLS PLUS VIVANTS

« Plus de la moitié de la biodiversité de notre planète se cache sous nos pieds, dans les sols. C'est l'écosystème dont on parle le moins, qu'on comprend le moins. Sans sol vivant, il n'y a pourtant pas de vie sur Terre !

En créant le World Living Soils Forum, en 2022, j'ai souhaité rassembler les pratiques, les savoirs, les échecs : une sorte d'université des sols, un réseau des « amoureux des sols » – chacun de nous devrait l'être parce que tout en dépend, notre alimentation, notre tech, notre santé, le climat…

Or en Europe, 40 % des sols sont dégradés, plus encore à l'international. Il faut agir dès maintenant, avec des pratiques régénératives : couvrir le sol au lieu de le laisser nu, planter des haies et des arbres, réduire la pollution liée aux intrants chimiques au profit du biocontrôle, limiter le travail du sol pour ne pas le tasser. Au sein de nos terroirs, nous mesurons la qualité d'un sol avec une vingtaine de critères, compilés en un score de résilience noté sur dix – qui peut remonter en quatre ou cinq ans. Une fois qu'on a amélioré la santé d'un sol, tout ce qui est au-dessus devient plus résistant, plus diversifié, les pollinisateurs reviennent, les oiseaux, les petits mammifères s'installent… Un sol vivant permet à la chaîne du vivant, des insectes aux humains, de mieux résister au changement climatique.

C'est exactement ce que soutient la Fondation Prince Albert II à travers plusieurs de ses actions pour les sols, comme en Ouganda, avec le projet exemplaire de Sabrina Krief à Sebitoli : une ceinture de cultures vivrières et de thé biologiques qui réduit la pollution des sols et ses conséquences sanitaires, pour les fermiers comme pour les chimpanzés. C'est vertueux pour les communautés locales et les grands singes ! Avec Moët Hennessy, nous avons abordé la régénération des sols en Afrique lors de notre dernier Forum et rejoignons la Fondation, qui porte la même logique au Burkina Faso, avec Action contre la Faim : l'agroforesterie restaure les sols dégradés par le changement climatique, tandis que les champs-écoles diffusent ces pratiques. Cette pratique relie l'agriculture et la forêt, et le sol forestier reste, aujourd'hui, l'un des meilleurs.

La symbiose entre sols vivants et pollinisateurs est un sujet qui m'accompagne depuis longtemps. Chez Guerlain déjà, nous avions créé une université des abeilles pour rassembler les savoirs sur leur préservation. Je retrouve cette même intuition dans le projet que soutient la Fondation dans le Mercantour, où un inventaire a recensé 419 espèces d'abeilles sauvages, soit un tiers des abeilles de France ! Le concours des Prairies Fleuries, dans ces montagnes, rappelle que la pollinisation assurée par des espèces sauvages ou domestiquées, est indissociable de la santé des sols agropastoraux.

Ces projets refusent d'isoler l'agriculture de la nature : ils les font se répondre, se nourrir l'une l'autre. Cette pluriculture retrouvée dessine l'avenir de nos sols. Si je devais résumer l'essence de ce combat en un mot, ce serait : *ensemble*. On ne peut plus être compétiteurs lorsqu'il s'agit d'un bien commun. La régénération des sols vivants ne se gagnera que par des coalitions entre acteurs publics et privés, en croisant les expertises, en partageant les échecs autant que les réussites. »

Image : Château Galoupet © FPA2 - Portrait : © DR



**Thierry Vandevelde,** biologiste marin et ingénieur, ancien délégué général de la Fondation Veolia, membre du Conseil d'administration de la Fondation Prince Albert II de Monaco.

# SE MOBILISER POUR L'OCÉAN

« J'ai passé trente-cinq ans à travailler sur l'eau, de l'étude de la production primaire océanique à l'amélioration de l'accès à l'eau pour les populations démunies, en passant par la lutte contre les pollutions aquatiques. L'Océan, et plus largement l'hydrosphère, demeure encore trop délaissé par la science et la société. On oublie que la vie en est issue, qu'il produit autant d'oxygène que l'ensemble des végétaux terrestres, que notre avenir en dépend directement. Les menaces se multiplient, de plus en plus documentées, visibles. Ce qui fait défaut, c'est la mobilisation collective.

Ce manque, la Fondation Prince Albert II s'attache à le combler, non en produisant d'énièmes rapports d'alerte mais en créant les conditions du dialogue pour aller au-delà du constat, accompagner des solutions de terrain et peser sur les politiques publiques et internationales.

En Méditerranée, Beyond Plastic Med (BeMed), née d'un partenariat entre la Fondation monégasque, Tara Océan, Surfrider Foundation Europe et la Fondation MAVA, en est l'illustration la plus aboutie. Comment réguler la pollution aux microplastiques dans la mer la plus polluée au monde ? Avec plus de 3 000 milliards de particules en suspension et des concentrations atteignant au Cap Corse 10,43 kg/km$^2$, quatre fois plus que dans le vortex du Pacifique, le constat est désespérant. BeMed a réuni les meilleurs scientifiques européens, des ONG, des industriels et des acteurs du bassin méditerranéen pour imaginer des solutions concrètes : 126 projets soutenus, des campagnes de sensibilisation, du recyclage, de l'écotourisme, des Collèges d'hôtels et d'entreprises pour faire du tourisme et des pratiques industrielles des leviers de changement. Un dialogue structuré et novateur autour du problème du plastique !

La Fondation influe aussi sur les réglementations. En rejoignant la Clean Arctic Alliance, coalition de 24 organisations environnementales, elle a contribué à faire adopter, en 2021, l'interdiction du fioul lourd en Arctique par l'Organisation maritime internationale : une victoire mesurable, comme celles obtenues pour la préservation du thon rouge ou la reconnaissance de l'Océan dans les négociations internationales. Aujourd'hui, l'Alliance concentre son plaidoyer contre le carbone noir, ce superpolluant qui noircit la glace et accélère sa fonte, en appelant à des mesures contraignantes sur les carburants marins.

Même logique dans la campagne Blue Speeds, qui incite gouvernements, armateurs et ports à collaborer pour des changements efficaces et durables. Une réduction de 10 % de la vitesse des navires commerciaux suffirait à abaisser le bruit sous-marin de 40 %, à diviser par deux le risque de collision avec les cétacés, et à réduire les émissions de gaz à effet de serre de 13 %.

Alerter est une chose. Réunir les bonnes personnes, maintenir le dialogue, transformer la prise de conscience en solutions opérationnelles en est une autre. Peu de structures en sont capables. Plus rares encore sont celles qui bénéficient de l'engagement d'un chef d'État : S.A.S. le Prince Albert II, dont la voix est écoutée aux Nations unies, défend ces sujets au plus haut niveau politique, donnant à ce modèle philanthropique une portée que peu de fondations peuvent revendiquer. »

Image : © Lucile Courtial - Portrait : © DR



# 2 FÉDÉRER, DU TERRAIN AUX SOMMETS DE LA GOUVERNANCE

© John Weller.

L'Anthropocène[6] pointe l'ampleur de notre responsabilité dans la transformation fondamentale des systèmes terrestres. Il nous offre également l'occasion de réajuster nos relations à la Terre, nos manières de l'habiter et d'en user. Mais apprendre à agir en ces temps nouveaux ne peut être l'affaire d'acteurs isolés. Fédérer a toujours été le cœur battant de la Fondation : scientifiques, décideurs, entrepreneurs, investisseurs, citoyens et forces vives des territoires, communautés autochtones et populations locales, organisations internationales. Une synergie qui se traduit, depuis deux décennies, à travers la palette de ses initiatives.

[6] L'Anthropocène désigne une nouvelle époque géologique où l'activité humaine est devenue la principale force de transformation de la Terre.

## RASSEMBLER UNE PLURALITÉ DE PARTENAIRES

Cette capacité à fédérer révèle une philosophie horizontale, fondée sur l'inclusivité et l'équité, la Fondation se plaçant constamment à la confluence des compétences, des ressources humaines et financières, des leviers institutionnels et politiques.

Pour favoriser la réimplantation des colonies de phoque moine en Méditerranée, elle impulse, en 2019, la Monk Seal Alliance, coalition de bailleurs soutenant les organisations du pourtour méditerranéen afin de réduire les pressions sur cet hôte historique des grottes marines. Désormais, les plans de gestion de l'espèce, des côtes turques aux rivages albanais et croates, prennent en compte le tourisme, la pêche et la navigation.

Fédérer signifie trouver un espace de convergence, depuis lequel une action commune advient, parfois en dépit d'intérêts divergents. L'épineuse question du partage du territoire et des ressources survient avec le retour de certaines espèces au sein des paysages anthropisés, telles que l'éléphant, qui peut endommager les cultures, ou le loup, qui bouscule les pratiques pastorales. Pour améliorer la cohabitation entre l'homme et les grands prédateurs dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la Fondation a forgé l'initiative Homme-Faune sauvage en 2020, déployée depuis lors en Suisse et en Espagne, et qui mobilise toutes les parties prenantes — gouvernement, monde agricole, associations environnementales, chasseurs — afin d'adapter les usages à une problématique autant environnementale que sociétale.

Redéfinir la place du sauvage, comme nos usages, demande un art de la diplomatie, cher à la Fondation, qui place son action au service d'une vision dépassant les clivages. Dans cet entrelacs, s'élaborent les nouvelles manières de ménager les espaces et les espèces, au-delà des conflits.

La Fondation reconnaît également le pouvoir des imaginaires : lancée en 2023, l'initiative Green Shift met en valeur, à travers l'art et la culture, des récits écologiques positifs capables d'inspirer de nouvelles formes d'engagement.

## FAIRE GRANDIR LES COMPÉTENCES

Le projet de consortium, soutenu par l'initiative Pelagos de la Fondation, illustre ce rôle de rassembleur : lancé en juin 2025, lors de la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan (UNOC-3), il rassemble treize partenaires internationaux (centres de recherche, société civile, institutions publiques, autorités locales) autour d'un même but : rendre le Sanctuaire Pelagos plus efficient. La dynamique collaborative appelle parfois un renforcement ciblé des savoir-faire : BeMed développe ainsi, avec son Collège d'entreprises, les compétences dans la lutte contre la pollution plastique, quand d'autres projets accompagnent les gestionnaires de zones protégées ou les communautés en charge de l'accès à l'eau potable vers plus d'autonomie.

Les communautés autochtones et locales, notamment sur la conservation ou l'accès à l'eau, font l'objet d'une attention particulière au sein de la Fondation. Aucun projet de terrain ne se déploie sans leur inclusion : résilience socio-écologique des mangroves au Bénin, conservation des tortues marines par les communautés côtières de São Tomé, réseau d'aires marines protégées participatif dans trois archipels cambodgiens… L'initiative Forêts et Communautés, quant à elle, fédère des acteurs internationaux autant que locaux : au Cameroun par exemple, on renforce la gestion de la Réserve de biosphère du Dja, d'importance mondiale, tout en améliorant les moyens de subsistance des villages forestiers, dont la communauté autochtone Ba'Aka. Véritables partenaires, les communautés donnent aux projets leur identité, leur ancrage et leur durée.



© Michael Alesi/Palais Princier

*Discours de S.A.S. le Prince Albert II à la 80e Assemblée générale des Nations unies, à New York, le 24 septembre 2025.*

## UN CHEF D'ÉTAT EN PREMIÈRE LIGNE

En outre, la Fondation monégasque est la seule placée sous l'égide d'un chef d'État en exercice, dont l'engagement indéfectible donne un poids accru à chaque projet et hisse chaque ambition au plus haut niveau. Telle la cause de l'Océan, entrée sur la scène internationale à la COP 21, en 2015, avec la déclaration Because the Ocean portée par le Souverain, puis renforcée par des partenariats mondiaux (le Global Fund for Coral Reefs qui mobilise des financements mixtes pour les écosystèmes coralliens dont dépend un quart de la vie marine), ou régionaux (à l'instar de l'action méditerranéenne du MedFund). L'inscription de l'ODD 14 sur la vie aquatique à l'agenda international doit également beaucoup au Prince, à Son Gouvernement et à Sa Fondation.

Ce soutien politique au long cours a aussi appuyé la cause de la haute mer, nourrie par le plaidoyer de la Fondation, jusqu'à l'Accord BBNJ[7] : signé par le Souverain dès le premier jour, ratifié par Monaco avant tout autre État européen, l'accord est entré en vigueur en janvier 2026, ouvrant les deux tiers de l'Océan à la création d'aires marines protégées, clé de l'objectif 30×30. D'autres projets ont connu des avancées notables grâce à ce soutien politique au long cours. L'engagement personnel du Souverain en faveur des pôles a donné à ces territoires une visibilité mondiale, avivée à l'approche de la cinquième Année polaire internationale, prévue en 2032. En 2026, le troisième Symposium polaire a réuni près de 170 scientifiques et grandes figures de l'Arctique et de l'Antarctique autour d'ateliers, pour en imaginer les initiatives phares. Fédérer acteurs et experts des deux pôles inscrit d'emblée leur devenir dans un horizon planétaire, celui-là même visé par la Fondation.

[7] Accord sur la diversité biologique marine des zones situées au-delà de la juridiction nationale (Biodiversity Beyond National Jurisdiction).

*La branche française a été la première branche créée par la Fondation, en 2007. Elle s'est depuis engagée avec conviction en faveur de la protection des écosystèmes méditerranéens, à travers, notamment, le soutien historique à un projet porté par le Parc national de Port-Cros pour la préservation de la biodiversité locale et un partenariat de longue date avec l'initiative BeMed pour lutter contre la pollution plastique en Méditerranée.*

**Thomas Grenon**
Président de la branche française

*Les solutions existent. Et pour qu'elles changent réellement le monde, elles doivent être financées et déployées à grande échelle. C'est la mission que nous nous sommes donnée à Singapour, et plus largement en Asie du Sud-Est, à travers notamment le prestigieux événement Ball in Monaco : mobiliser des fonds pour accélérer les initiatives qui protègent notre planète et soutenir l'engagement de S.A.S le Prince Souverain en faveur d'un avenir plus durable.*

**Jackie Deromedi**
Présidente de la branche asiatique

*Depuis plus de sept ans, le bureau de Pékin s'attache à ancrer et à renforcer l'impact écologique de la Fondation en Chine. Parmi nos principales initiatives figurent le programme de conservation du tigre de Sibérie, le projet de lutte contre les cyanobactéries dans le lac Tai et le programme de bourses d'études de haut niveau en sciences environnementales. Nous œuvrons également à renforcer la gouvernance environnementale et la coopération bilatérale en matière d'environnement entre Monaco et la Chine.*

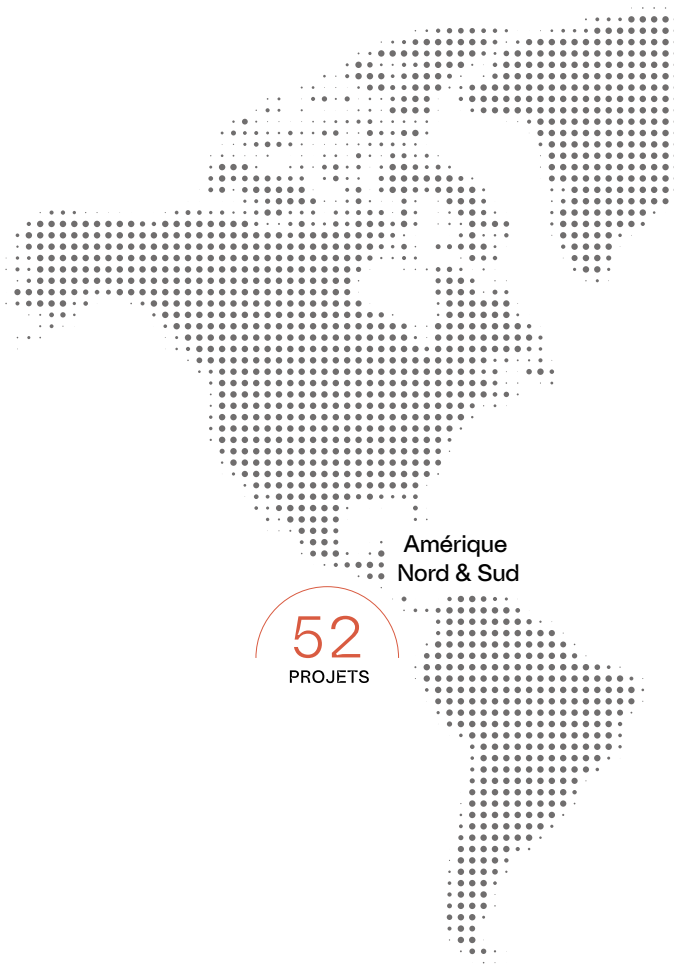
**Robert Shi**
Président de la branche chinoise

*La branche allemande a pour principales missions d'accroître la notoriété de la Fondation, de promouvoir ses objectifs en Allemagne, et de développer la collecte de fonds afin de soutenir durablement ses projets. À cette fin, elle a entre autres organisé, en présence de S.A.S. le Prince Albert II, le Colloque sur le climat à Potsdam en 2019, en coopération avec l'Institut Hasso Plattner, ainsi qu'un déjeuner réunissant des donateurs à Hambourg en 2024.*

**Prof. Dr Alexander Liegl**
Président de la branche allemande

*La branche porte la mission de la Fondation en Espagne à travers le développement de projets à fort impact environnemental, éducatif et social, et la construction de partenariats institutionnels. Notre action se concentre par exemple sur la protection de la posidonie aux Baléares, l'attribution de bourses d'études, le soutien à l'initiative Homme-Faune sauvage ou encore l'organisation de l'exposition annuelle du Prix de Photographie Environnementale de la Fondation.*

**Carol Portabella Settimó**
Présidente de la branche espagnole




*En ma qualité de président de la branche latino-américaine, je suis fier de voir la Fondation Prince Albert II s'implanter au Brésil. Notre partenariat avec l'Université de São Paulo, qui a donné lieu à la création de trois bourses de doctorat en recherche environnementale, en est une parfaite illustration. L'inauguration de cette branche en novembre 2025, en amont du déplacement du Prince à Belém pour la COP30, a marqué le début d'une ère nouvelle pour la coopération scientifique et la collecte de fonds axées sur les initiatives du siège monégasque, notamment l'initiative Forêts et Communautés.*

**Arnoldo Wald Filho**
Président de la branche latino-américaine

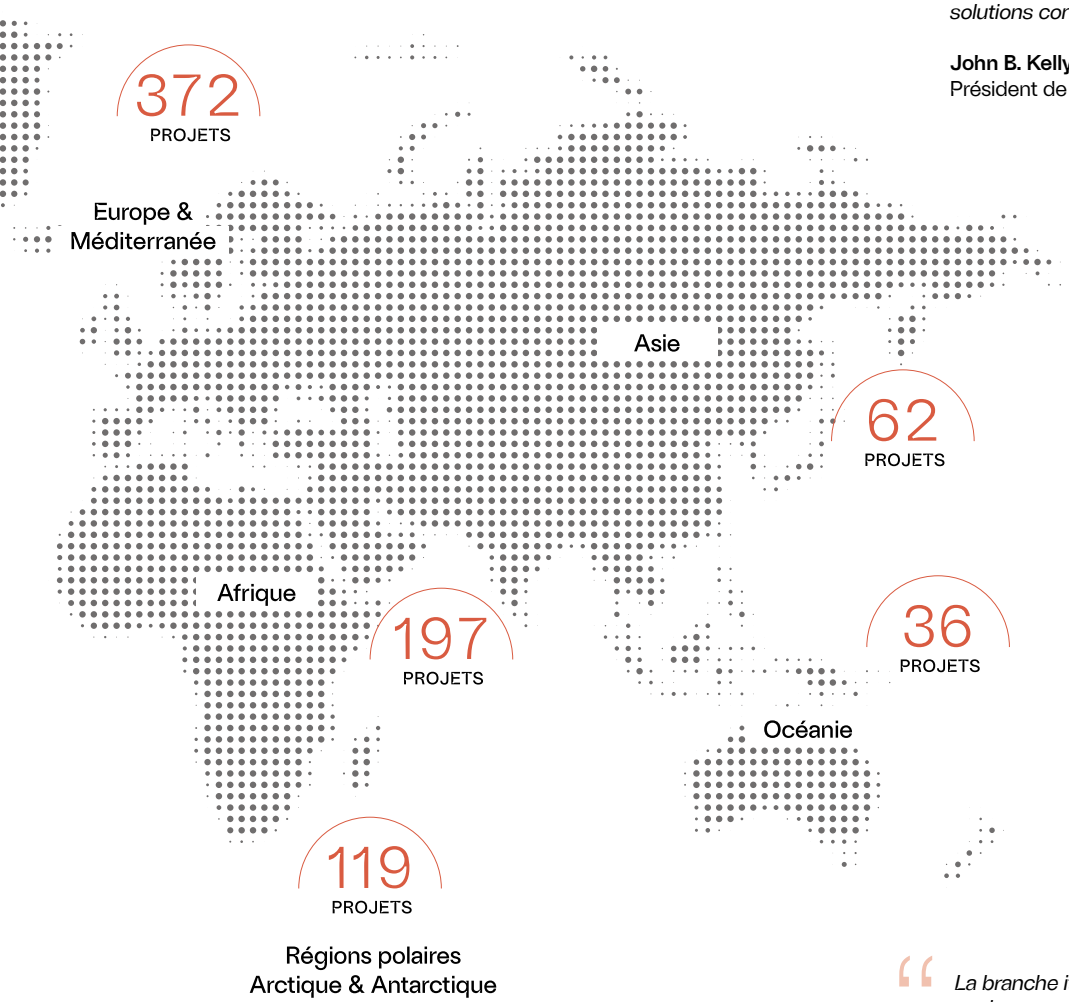
Répartition des projets au 31/12/25

*La branche britannique met l'excellence scientifique du Royaume-Uni au service de la vision de S.A.S. le Prince Albert II : les universités d'Oxford, de Cambridge et d'Édimbourg, ainsi que l'Imperial College comptent parmi nos partenaires clés sur les thèmes de l'Océan, des pôles et de la biodiversité. En 2025, la remise des Prix pour la santé planétaire s'est déroulée pour la première fois à Londres, marquant ce lien privilégié tissé au fil des vingt dernières années.*

**S.E. Evelyne Genta**
Présidente de la branche britannique

*Depuis près de deux décennies, la branche américaine poursuit la mission de la Fondation Prince Albert II de Monaco en nouant des partenariats qui allient science, conservation, innovation et diplomatie. Qu'il s'agisse de protéger plus de quatre millions d'hectares de forêt tropicale au Pérou ou de favoriser les collaborations avec le MIT, la Smithsonian Institution ou l'Organisation des États américains, la branche américaine contribue à renforcer le rôle de premier plan de Monaco face aux enjeux environnementaux mondiaux, tout en inspirant des solutions concrètes pour les générations futures.*

**John B. Kelly III**
Président de la branche américaine




*Guidée par la science, la branche canadienne agit depuis 2008 comme un catalyseur d'initiatives de conservation partout au Canada, avec une attention particulière portée au Nord. À ce jour, elle a soutenu plus d'une douzaine de projets, notamment des initiatives consacrées à la transmission intergénérationnelle des savoirs au sein des communautés inuites, à la recherche sur la santé des baleines dans le golfe du Saint-Laurent, ainsi qu'à la surveillance environnementale dans les régions arctiques et subarctiques.*

**Bita Razeghi-Cattelan**
Présidente de la branche canadienne

*Fervente adepte de la finance bleue durable, la branche suisse identifie et soutient des innovations au service de l'Océan, des glaciers et de la biodiversité. Elle a mobilisé plusieurs millions de francs suisses en faveur des projets de la Fondation et a développé des collaborations stratégiques avec la Fondation Kofi Annan, l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL), la Banque mondiale, le Geneva Water Hub, Swiss Re ainsi que d'autres partenaires à impact.*

**Derek Queisser de Stockalper**
Président de la branche suisse

*La branche italienne promeut une culture environnementale fondée sur le dialogue avec les universités, les organismes de recherche, les institutions et la société civile. L'exposition itinérante issue du Prix de Photographie Environnementale, « Homme-Nature : des équilibres fragiles », qui a sillonné l'Italie, a favorisé de nouveaux partenariats locaux et porté les valeurs de la Fondation au cœur des lieux de savoir et de culture, renforçant ainsi son engagement en faveur de la biodiversité et d'un équilibre plus harmonieux entre l'homme et son environnement.*

**Marco Colasanti**
Président de la branche italienne

## UN RÉSEAU MONDIAL

**185**

partenariats signés avec des organisations locales et internationales

**250**

organisations accompagnées sur le terrain

**8**

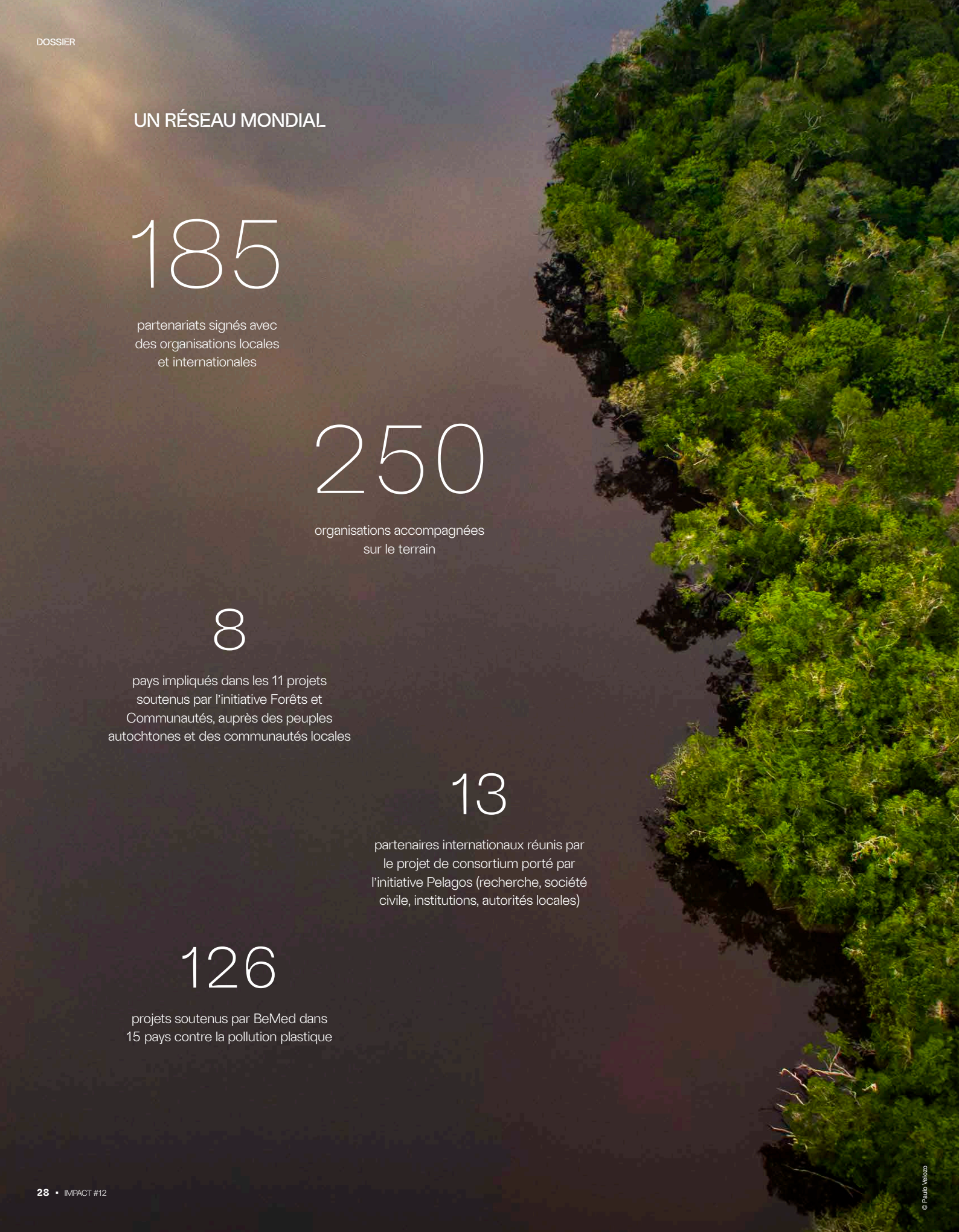
pays impliqués dans les 11 projets soutenus par l'initiative Forêts et Communautés, auprès des peuples autochtones et des communautés locales

**13**

partenaires internationaux réunis par le projet de consortium porté par l'initiative Pelagos (recherche, société civile, institutions, autorités locales)

**126**

projets soutenus par BeMed dans 15 pays contre la pollution plastique



© Paulo Velozo

# RENFORCER LE RÔLE DES COMMUNAUTÉS DANS LA CONSERVATION DES FORÊTS




Les études le confirment : les forêts les mieux préservées sont celles où vivent les peuples autochtones et les communautés locales. C'est sur cette conviction que la Fondation Prince Albert II de Monaco a lancé en 2022 son initiative Forêts et Communautés (FCI), qui accompagne ces communautés dans la protection de leurs forêts partout dans le monde : patrouilles autochtones équipées de technologies de surveillance en Amazonie, formation de gardes forestiers et plans de vie communautaire en Équateur, bioéconomie des cueilleurs de fleurs sauvages au Brésil, guides sentinelles en Papouasie-Nouvelle-Guinée... Comment renforcer ce rôle pour garantir la santé des forêts de demain ?

Réponses de **Tim Flannery**, mammalogiste et paléontologue, fort de quarante-cinq ans de terrain dans les forêts d'Australasie, et doyen des administrateurs siégeant au Conseil d'administration de la Fondation.

*"On ne peut pas protéger la forêt sans les populations autochtones et les communautés locales."*







**Que vous a appris votre expérience du terrain sur la manière dont communautés locales et populations autochtones protègent leurs forêts au quotidien ?**

De l'Australie aux Fidji, en passant par l'est de l'Indonésie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, j'ai travaillé auprès des communautés autochtones de toute la région. Partout, le constat est le même. Là où une personne extérieure ne verrait qu'un mur de verdure, les habitants, eux, connaissent les caractéristiques de chaque arbre ; ils savent ce qu'il produit, à quelle période, et quels animaux y trouvent refuge. Leurs connaissances encyclopédiques leur donnent les moyens d'utiliser la forêt tout à la fois comme leur supermarché, leur fournisseur de matériaux de construction et leur pharmacie. Aussi prennent-ils grand soin de cette ressource. Ce sont les gardiens naturels de ces milieux. Ils s'en occupent depuis des milliers d'années, et ce sont eux, plus que quiconque, qui savent comment s'y prendre.

Mais les communautés évoluent. Je me souviens avoir survolé l'île de Nouvelle-Guinée en 1984 ; pendant l'essentiel du trajet, c'était une canopée forestière ininterrompue qui s'étendait sous mes yeux. Aujourd'hui, des routes forestières la sillonnent en tous sens. La forêt est menacée, et une grande part du savoir traditionnel n'est plus transmise comme elle le devrait, car l'impact du monde extérieur est devenu trop important.

*Deux projets majeurs soutenus grâce au partenariat entre l'Associação Floresta Protegida (AFP) et l'initiative Forêts et Communautés : la Kayapó Forest School, qui forme la nouvelle génération de leaders autochtones en combinant savoirs traditionnels et nouvelles technologies de conservation, et le programme de surveillance territoriale qui protège plus de 2 200 kilomètres de frontières grâce à 1 500 postes de sentinelle Kayapó.*



Photos © Marcos Hlace

### D'après votre expérience, quel rôle les communautés doivent-elles jouer pour qu'un projet de conservation réussisse ?

Puis-je dire que la Fondation du Prince Albert II de Monaco porte sur cet aspect un regard inhabituel, rare même ? Combien d'organisations, pensant connaître la réponse, veulent l'imposer à la communauté ? Or, bien souvent, la communauté ne veut pas de cette réponse : elle a sa propre conception de la situation. Le plus difficile, quand on travaille avec les communautés, c'est de prendre du recul, de mettre de côté ses préjugés, d'écouter attentivement. Et d'apprendre. Tous ceux qui ont passé leur vie dans cette forêt en savent bien plus que nous.

### Que vous inspire la diversité des projets de l'initiative Forêts et Communautés (FCI) ?

Je suis extrêmement fier des résultats obtenus par la Fondation. Bien que FCI soit relativement récente, son impact est déjà considérable — parce qu'au lieu d'imposer notre solution, nous partons des aspirations des communautés elles-mêmes. Les modes de vie des peuples autochtones sont aussi variés que les forêts tropicales ou les défis à relever. C'est pourquoi nos projets présentent, eux aussi, des caractéristiques très diverses.
Celui qui m'a le plus marqué — l'un des tout premiers projets soutenus par la Fondation — concernait les lisières de la forêt tropicale congolaise, ces zones tampons autour du bassin du Congo. Il s'agissait de protéger une zone centrale de la forêt tout en préservant l'une de ces zones tampons — dite aussi « à usage mixte » — où les autochtones cultivent, chassent ou collectent des ressources. Dans ce contexte, l'enjeu consiste à trouver le juste équilibre entre la préservation de la nature et l'utilisation qui en est faite par les populations locales. Si vous y parvenez, ces populations deviendront des gardiens naturels et empêcheront quiconque de piller les ressources. C'était un projet très bien ciblé, à l'image des forêts sentinelles en Papouasie-Nouvelle-Guinée, autre projet remarquable.
Il nous faut intensifier notre action dans son ensemble, en veillant à être à l'écoute. Les populations qui vivent dans ces forêts depuis des milliers d'années ont appris à les préserver. Si nous les chassons, nous risquons de compromettre la santé et la biodiversité de ces territoires.

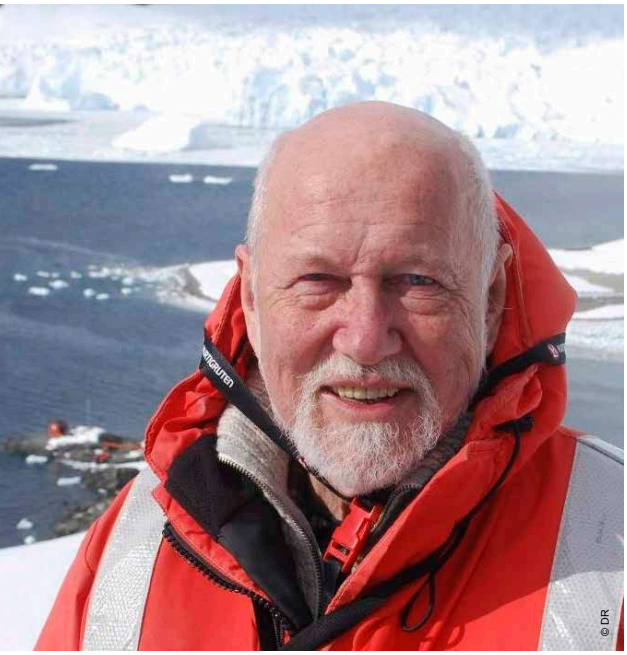
### La Fondation a choisi, via FCI, de soutenir directement les organisations autochtones locales plutôt que de financer de grands programmes internationaux. Quelle est la spécificité de cette approche ?

Pour travailler avec de petites communautés autochtones, la Fondation doit fournir bien plus d'efforts. Toute la difficulté est là : comment entrer en contact avec ces personnes, comment trouver le temps pour les réunions ? Si l'on se contente de financer une grande organisation, c'est cette même organisation qui devrait se charger de tout cela. Or, souvent, ce n'est pas le cas. L'approche de la Fondation est bien plus responsable. J'ai participé aux débats du Conseil d'administration concernant cette initiative, et c'était passionnant.

### Si l'on se projette à plus long terme, quel rôle pensez-vous qu'une fondation comme celle-ci devrait jouer à l'avenir ?

Si je peux être tout à fait franc, nous avons beaucoup de chance que la Fondation soit animée par les convictions du Prince qui correspondent exactement à ce dont le monde a besoin aujourd'hui, que ce soit pour préserver la nature, lutter contre le changement climatique sous toutes ses formes, ou garantir la justice sociale. La Fondation est de taille modeste, certes, mais elle est puissante, motivée, capable d'accomplir de grandes choses. Elle a participé à des victoires majeures en matière de conservation : le phoque moine de Méditerranée, le vautour dans les Alpes du Sud, etc. Ces projets exemplaires me donnent de l'espoir. Un avenir meilleur nous attend, mais nous devrons continuer à travailler très dur pour y parvenir.

# RELIER LES PÔLES : UNE SCIENCE SANS FRONTIÈRES


© DR

Quels changements sont advenus ces dernières années dans les régions polaires ? Une banquise arctique réduite à une fine couche saisonnière là où s'étendait une masse pluriannuelle que seuls des brise-glaces nucléaires pouvaient franchir ; les marges de la calotte antarctique fragilisées par un océan qui se réchauffe et pousse les glaciers vers la mer ; le niveau des mers qui s'élève désormais d'un demi-centimètre par an, avec une contribution antarctique toujours plus grande.

En tant que scientifique et témoin de l'évolution des pôles, **Olav Orheim**, membre du Comité scientifique et technique de la Fondation Prince Albert II de Monaco depuis 2012, revient sur le rôle singulier que Monaco a choisi de jouer sur la scène polaire mondiale, et sur l'initiative que la Fondation y consacre.

*"Monaco a joué un rôle remarquable dans la création de la plus grande aire marine protégée au monde, en mer de Ross."*

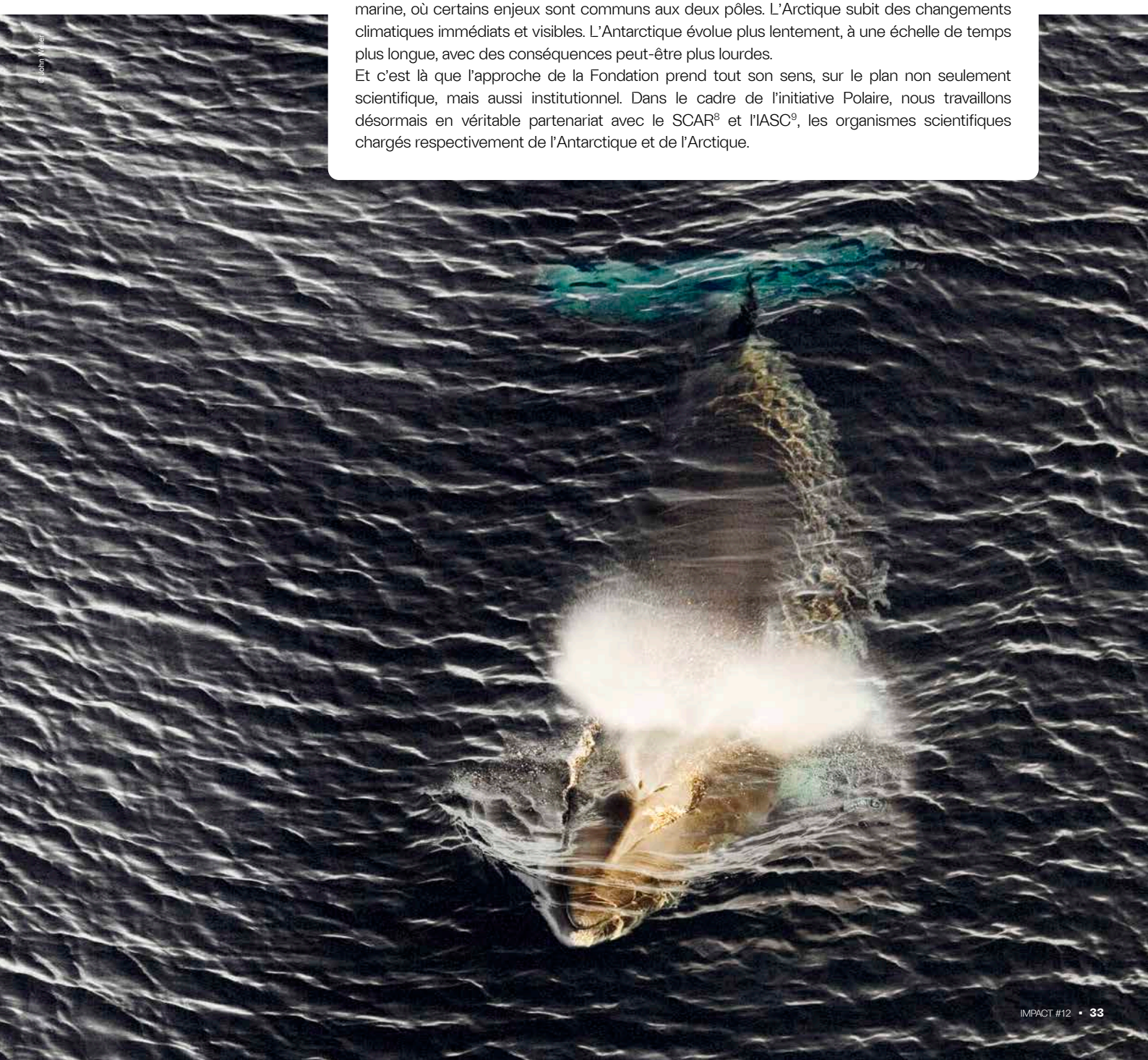
*La campagne de plaidoyer pour la création d'une aire marine protégée en mer de Ross, en Antarctique, a été soutenue par la Fondation dès 2012. Portée par S.A.S. le Prince Souverain, l'aire marine protégée de la région de la mer de Ross a été approuvée par la CCAMLR (Commission pour la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique) en 2016 et est entrée en vigueur en 2017.*

**La Fondation a choisi de considérer les deux pôles comme un seul et même système interconnecté plutôt que comme des sujets d'étude distincts. En quoi ce dialogue entre Arctique et Antarctique est-il indispensable sur le plan scientifique ?**

Dans bien des domaines de la science polaire, les deux pôles présentent de grandes différences : géologie différente, écosystèmes différents. Pour nombre de scientifiques, travailler dans l'une ou l'autre de ces régions est tout à fait normal et légitime. Au début de ma carrière, c'est ce que j'ai fait moi-même, en exerçant presque exclusivement en Antarctique.

Or, en glaciologie, même si les glaciers de l'Antarctique et de l'Arctique sont différents, les questions fondamentales sont communes. Et au-delà de la glaciologie, la « science bi-polaire », qui associe les deux pôles, s'est considérablement développée. L'océanographie physique, et en particulier la circulation océanique profonde, illustre cette évolution, tout comme la biologie marine, où certains enjeux sont communs aux deux pôles. L'Arctique subit des changements climatiques immédiats et visibles. L'Antarctique évolue plus lentement, à une échelle de temps plus longue, avec des conséquences peut-être plus lourdes.

Et c'est là que l'approche de la Fondation prend tout son sens, sur le plan non seulement scientifique, mais aussi institutionnel. Dans le cadre de l'initiative Polaire, nous travaillons désormais en véritable partenariat avec le SCAR[8] et l'IASC[9], les organismes scientifiques chargés respectivement de l'Antarctique et de l'Arctique.



© John Weller

### La protection des régions polaires relève-t-elle aujourd'hui d'un enjeu scientifique ou politique ? Et quels types d'espaces peuvent faire le lien entre les deux ?

En règle générale, la plupart des scientifiques ne font pas de politique. En Antarctique toutefois, la recherche nécessite de maîtriser les moyens de s'y rendre et d'y travailler. La logistique représente un défi considérable, et presque toutes les nations présentes en Antarctique disposent de leur propre institut spécialisé dans le transport et l'hébergement, qui conseille généralement les autorités sur la politique nationale.

Concrètement, Monaco a comblé un vide existant hors des cadres établis. Dans le cadre du Traité sur l'Antarctique, les Parties consultatives s'expriment par l'intermédiaire de délégations nationales, qui comprennent toutes des scientifiques. Au Conseil de l'Arctique, les scientifiques ne figurent pas parmi les décideurs. Lors des symposiums organisés à Monaco, nous réunissons scientifiques et décideurs sans qu'aucune note d'orientation nationale ne restreigne la liberté d'expression de quiconque. C'est un peu comme dans les couloirs des réunions du Traité sur l'Antarctique, où se déroulent les échanges les plus fructueux — sauf qu'ici, c'est la réunion elle-même qui offre un cadre à ces échanges. Ayant présidé pendant cinq ans, aussi bien le Comité pour la protection de l'environnement que les débats politiques et juridiques relatifs au Traité sur l'Antarctique, je peux vous affirmer que le format proposé par Monaco sort du lot.

Lors du dernier Symposium polaire, nous avons pris le temps de nous projeter vers l'avenir : comment renforcer la coopération et comment faire avancer la cinquième Année polaire internationale. Nous avons pris de la hauteur en nous posant les grandes questions, au gré d'un processus ouvert. Le format adopté (temps consacré aux débats, travail en petits groupes, synthèses de groupe) a très bien fonctionné, et de nombreux scientifiques de renom ont fait la même remarque : ce symposium s'inscrivait pleinement dans les dispositifs existants, tout en s'en démarquant.

Lorsque j'ai rédigé mon premier article à destination du grand public en 1981, j'ai fait valoir que nous étions la première génération en mesure d'avoir une incidence sur le climat, et la dernière à pouvoir s'en tirer à bon compte. Une génération plus tard, l'enjeu est bien plus politique que scientifique. Voilà pourquoi des espaces comme Monaco sont importants.

### En vingt ans, la Fondation a soutenu de nombreux projets polaires. Comment évaluez-vous leur impact cumulé ?

Au début, la Fondation agissait dans plusieurs directions. Aujourd'hui, c'est une autre histoire : nous avons une vision globale.

Monaco a joué un rôle remarquable dans la création de la plus grande aire marine protégée au monde, en mer de Ross (1,55 million de kilomètres carrés). Le Prince est en mesure de dialoguer avec d'autres dirigeants, ce qui, parfois, ouvre des portes que la science seule ne peut ouvrir (pour faire participer la Russie et la Chine, par exemple). Il en résulte une forme d'action politico-diplomatique qu'une fondation purement scientifique ne peut offrir.

D'autres projets ont fait date à leur manière : l'expédition Tara Arctic, la cartographie exhaustive de la ligne d'échouage de la calotte antarctique, le projet ORCA consacré aux organismes benthiques de l'Arctique. Sans oublier Ice Memory, projet pour lequel la Fondation aura été un acteur clé. Il y a environ quatre ans, le Prince est d'ailleurs devenu le président d'honneur de la fondation du même nom, à laquelle nous avons apporté un soutien décisif dès le lancement, alors que les besoins se faisaient les plus pressants.

Au-delà des projets individuels, ce qui a changé, c'est le partenariat avec le SCAR et l'IASC. Cette collaboration offre une vision bien plus large des besoins actuels et des perspectives à l'horizon. Notre action y a sensiblement gagné en cohérence. La continuité est également essentielle : soutenir un projet sur plusieurs années permet d'obtenir des résultats qu'un financement ponctuel ne pourra jamais atteindre.

[8] Comité scientifique pour la recherche antarctique (Scientific Committee on Antarctic Research - SCAR)

[9] Comité international des sciences de l'Arctique (International Arctic Science Committee - IASC)



**Denis Allemand,** professeur des universités, membre du Comité scientifique et technique de la Fondation Prince Albert II de Monaco.

# PELAGOS, UNE CAUSE QUI NE POUVAIT AVANCER SEULE

« Le Sanctuaire Pelagos a longtemps incarné un paradoxe : l'un des espaces marins les plus solennellement protégés de Méditerranée, et pourtant l'un des moins dotés de moyens concrets pour assurer sa protection. Signé en 1999 par la France, l'Italie et Monaco, l'Accord Pelagos a désigné 87 500 km$^2$ comme territoire de vie pour les cétacés. Mais un décret ne suffit pas. Les ressources, limitées aux contributions annuelles des trois États, ne permettaient aucune surveillance de terrain. Cette zone risquait de rester purement symbolique.

Ce constat a sans doute poussé le Gouvernement Princier à accueillir, en 2017, le secrétariat permanent de l'Accord à Monaco. Mais une protection efficace exigeait plus qu'une administration centrale. Il fallait associer ONG, scientifiques et organisations internationales à la gestion gouvernementale de cet espace transfrontalier. C'est là qu'intervient l'initiative Pelagos : lancée en 2021 par la Fondation Prince Albert II de Monaco avec le WWF, l'UICN et MedPAN[10], elle marque un changement de méthode. À l'action diplomatique s'ajoute une mobilisation concrète : gestionnaires d'aires marines, chercheurs et société civile collaborent pour préserver les cétacés et leur habitat.

Le Forum Pelagos, créé en 2023 lors de la Monaco Ocean Week, en est l'illustration la plus tangible, réunissant d'emblée plus de quatre-vingts acteurs du territoire. En mars 2024, la deuxième édition a rassemblé plus de cent participants autour de thèmes clés : aires marines protégées, pêche durable, pollution sonore ou tourisme respectueux.

Voir des parties prenantes aux intérêts parfois opposés élaborer des recommandations communes prouve que la protection de l'océan repose d'abord sur l'intelligence collective.

Cette mobilisation à deux niveaux, étatique et associatif, s'explique par un héritage ancien. Dès 1919, le Prince Albert I$^{er}$ fondait la CIESM[11], première instance scientifique réunissant les pays méditerranéens. Rainier III, qui en présida les travaux dès 1956, a prolongé cette vision en créant le Centre Scientifique de Monaco (1960), en signant l'Accord Ramoge (1976) et en soutenant la première réserve sous-marine monégasque, créée sous l'égide d'une ONG, l'Association monégasque pour la protection de la nature.

Les mêmes principes – coopération, science et engagement civil – guident aujourd'hui Pelagos. Cette dynamique a abouti au lancement du Consortium Pelagos à Nice lors de l'UNOC-3 (2025) : treize partenaires, issus de la recherche, des collectivités et du monde associatif, travaillent autour de quatre axes – réglementation, science, mobilisation des acteurs, communication. Une alliance inédite, entre des entités qui n'auraient jamais collaboré spontanément.

Cette coopération produit des avancées scientifiques (campagnes sur le bruit sous-marin, suivi des collisions…) et des données qui, sans elle, n'existeraient pas.

Pourtant, le sanctuaire reste vulnérable : sa protection dépend de la bonne volonté, faute de cadre contraignant. Mais cette approche patiente, acteur par acteur, laisse penser qu'il est encore possible de sauver un tiers de la Méditerranée. »

[10] Réseau des gestionnaires d'aires marines protégées en Méditerranée. [11] Commission internationale pour l'exploration scientifique de la Méditerranée.

Image : © Frédéric Larrey - Portrait : © DR

# 3 INNOVER POUR CHANGER D'ÉCHELLE : TECHNOLOGIE, FINANCE, FORMATION




© Cedou

Quelle innovation à la hauteur des bouleversements du climat, du vivant, de l'eau ? Celle que cultive la Fondation Prince Albert II de Monaco déborde largement la seule prouesse technologique. Enracinée dans une Principauté tournée vers la mer et la science depuis le Prince Albert Ier, son approche engage une façon globale de considérer l'action environnementale et sociétale, d'oser des alliances et d'ouvrir des voies inédites. Innover désigne, pour la Fondation, moins un secteur qu'une ligne de conduite, laquelle se décline en plusieurs volets.

Au cours de la dernière décennie, la Fondation a opéré un tournant décisif : associer la philanthropie, son socle historique, à l'investissement d'impact, pour faire de l'économie et de la finance durables un moteur de la transition écologique. L'enjeu tient en deux mots : changer d'échelle. L'ampleur des défis appelle en effet une large mobilisation de capitaux, et le ralliement de fonds privés, encore insuffisamment investis. Restait à inventer une finance qui ne soit pas hors sol, ancrée dans l'expertise scientifique, attentive à l'impact des solutions sur le long terme, soucieuse de la vitalité économique des voies qu'elle défriche.

## EMBARQUER LES ACTEURS DE L'ÉCONOMIE

L'économie bleue durable et régénérative, si intimement liée à l'identité maritime de la Principauté, offre à cette ambition son premier laboratoire. Longtemps sous-investie, elle s'affirme désormais comme une classe d'actifs à part entière. La Fondation a pris les devants. Dès 2019, l'Ocean Innovators Platform réunit, de Monaco à New York et Abu Dhabi, près de deux cents dirigeants d'entreprises, investisseurs et entrepreneurs autour d'un objectif partagé : accélérer l'innovation au service de l'Océan, du transport maritime décarboné aux pêcheries durables, de l'énergie marine à la réduction des déchets plastiques. En 2025, le Blue Economy and Finance Forum, organisé par le Gouvernement Princier, la Fondation Prince Albert II de Monaco et l'Institut océanographique de Monaco-Fondation Albert Ier, Prince de Monaco, avec le soutien de la France et du Costa Rica, a donné à ce mouvement sa caisse de résonance internationale. Sa deuxième édition, tenue en mai 2026 de nouveau sous la présidence de S.A.S. le Prince Albert II, a rassemblé des représentants de 47 nationalités, dont une majorité d'acteurs privés et près d'un quart d'investisseurs institutionnels, autour d'une conviction désormais étayée par des avancées factuelles : les solutions existent, les capitaux aussi ; reste à conjuguer les deux à la hauteur de l'urgence. En offrant à la finance contemporaine cet espace de convergence, en faisant entrer la préservation et la restauration dans le champ de l'investissable, la Fondation catalyse des engagements concrets.

## DES INSTRUMENTS FINANCIERS PIONNIERS

De ce positionnement singulier sont nés des outils sans équivalent. Cogéré par la Fondation Prince Albert II et Monaco Asset Management, le ReOcean Fund ambitionne de mobiliser cent millions d'euros en faveur d'innovations océaniques durables, dans cinq secteurs alignés sur l'objectif de développement durable n°14 : données océaniques, alimentation bleue, transport maritime écologique, restauration des écosystèmes, solutions à la pollution plastique. L'architecture même du fonds fait figure d'innovation : une gouvernance scientifique conditionne chaque entrée dans le portefeuille, lequel accueille déjà des entreprises pionnières dans l'ADN environnemental, la propulsion vélique et le béton bio-améliorant. Autre dispositif, le Blue Economy Index qui oriente les capitaux vers un portefeuille de sociétés aux scores ESG remarquables. Une même exigence relie ces instruments portés par la Fondation : démontrer, preuves à l'appui, que le bénéfice environnemental et la performance économique se renforcent mutuellement, ouvrant la voie à une économie régénérative.

## SOUTENIR LES GÉNÉRATIONS FUTURES

L'innovation se joue également dans la formation de celles et ceux qui inventeront demain. Depuis 2011, le soutien de la Fondation au Programme de bourses du GIEC a permis à 114 jeunes doctorants issus de 63 pays en développement d'approfondir leurs travaux sur le climat. Lancée en 2023, l'initiative Re.Generation Future Leaders Program accompagne chaque année une dizaine de jeunes acteurs du changement de moins de 35 ans, issus de pays et de secteurs variés (activisme, conservation, science, médias, finance, politique, art, entrepreneuriat ou innovation), formant désormais un large réseau international de membres. S'y ajoutent les Edinburgh Ocean Leaders, portés par l'Université d'Édimbourg, les bourses polaires établies avec les comités scientifiques internationaux SCAR et IASC, qui ouvrent aux jeunes chercheurs les portes des groupes de travail et des grandes conférences, ou encore le partenariat avec MIT Solve, initiative du Massachusetts Institute of Technology : autant de dispositifs qui misent sur les personnes autant que sur les solutions, avec la conviction que les réponses aux défis mondiaux réclament un maillage de talents et d'initiatives.

Si l'Océan concentre aujourd'hui une grande part de ces expérimentations, les méthodes qu'elles éprouvent ont vocation à essaimer : vers les forêts, l'eau douce, les terres cultivées, partout où des solutions attendent leur essor. Elles contribuent aussi à faire évoluer la pensée et la conscience publiques vers de nouvelles représentations du monde que la Fondation s'attache à faire émerger. Celle-ci aborde sa troisième décennie portée par une évidence : l'audace, adossée à la science et à des faisceaux de compétences, esquisse déjà un monde différent.

© Frédéric Larrey

## LA FINANCE BLEUE EN MOUVEMENT



**25 Mds €**

d'investissements répertoriés lors du premier Blue Economy and Finance Forum

**200**

dirigeants réunis par l'Ocean Innovators Platform, 10 éditions depuis 2019

**5**

secteurs clés au sein du ReOcean Fund, tous alignés sur l'ODD 14 (Vie aquatique)

**47**

nationalités réunies lors du Blue Economy and Finance Forum 2026

# VERS UNE ÉCONOMIE ET UNE FINANCE BLEUES, DURABLES ET RÉGÉNÉRATIVES


© DR

Évaluée à 2 500 milliards de dollars par an, l'économie bleue se trouve à un point de bascule. Longtemps cantonnée à la philanthropie, elle entre désormais dans les mandats d'investissement institutionnels. Cependant, l'écart entre les engagements annoncés et les capitaux déployés reste considérable, alors même que l'Océan, qui régule le climat et nourrit des milliards de personnes, incarne la possibilité d'une économie réellement régénératrice.

L'économiste **Paul Polman**, ancien dirigeant d'Unilever, expert reconnu en responsabilité sociale des entreprises, a rejoint le Conseil d'administration de la Fondation Prince Albert II de Monaco, l'une des rares institutions à associer science, plaidoyer et finance. La finance mondiale est-elle enfin prête à investir à la hauteur de l'urgence océanique ?

*"Déployer une bonne idée à grande échelle passe par l'harmonisation des mesures incitatives, la mise en commun des normes, la répartition des risques et une gouvernance suffisamment claire pour inspirer confiance."*




© bound4blue

*Bound4blue, leader mondial des systèmes de propulsion éolienne, a intégré le portefeuille du ReOcean Fund en 2025. En photo, le chimiquier* Bow Olympus *de l'armateur norvégien Odfjell.*

### En quoi l'Océan est-il le symbole par excellence d'une économie régénératrice ?

Cette planète que nous appelons « Terre », nous devrions plutôt l'appeler « Aqua » : l'Océan recouvre plus de 70 % de sa surface et contient 97 % de son eau. Absorbant plus de 90 % de la chaleur excédentaire générée par nos économies depuis la révolution industrielle et près de 30 % de nos émissions de $CO_2$, il nourrit plus de 3 milliards de personnes, est à l'origine de 80 % des précipitations mondiales et assure le transit de 90 % des échanges globaux. Loin d'être un écosystème périphérique, c'est le système circulatoire de l'économie mondiale.
L'Océan, outre son ampleur, constitue pour la philosophie Net Positive un terrain d'expérimentation idéal en raison de la complexité de sa gouvernance : près de 200 juridictions, comprenant des zones économiques exclusives, des eaux internationales et un espace commun en haute mer longtemps dépourvu de cadre juridique contraignant. Aucun gouvernement ne le contrôle seul ; aucune entreprise ne peut le restaurer seule.

### En quoi le ReOcean Fund change-t-il la donne par rapport à la philanthropie traditionnelle ?

La philanthropie comble les lacunes que le marché ignore, finance la recherche et protège les écosystèmes sans espoir de rendement financier. Plutôt que de remplacer la philanthropie par l'investissement, le véritable changement consiste à combiner les deux : les profits d'investissements fructueux peuvent financer des projets « non-rentables » comme la restauration des herbiers marins ou des frayères, ou l'accompagnement des communautés côtières vers un rôle de gardiennes de l'Océan. Grâce aux subventions croisées des segments les plus rentables de l'économie bleue, ces projets ne sont plus tenus d'offrir des rendements de type capital-risque.
Le ReOcean Fund repose sur la logique suivante : rattacher un instrument financier à la Fondation, dont la rigueur scientifique guide la sélection et l'évaluation des projets. Fondé sur un impact mesurable, ce modèle apporte une réponse crédible au greenwashing.

### Le Blue Economy and Finance Forum 2026 a réuni des participants de 47 pays, 60 % provenant du secteur privé et 23 % représentant des investisseurs institutionnels. La finance s'engage-t-elle enfin en faveur de l'économie bleue ?

Face à la complexité de l'Océan, le secteur privé ne peut se contenter de rester simple spectateur. Ce sont les gouvernements qui fixent les règles, mais ce sont les entreprises qui contrôlent les routes maritimes, les systèmes d'aquaculture et les chaînes d'approvisionnement

halieutiques, ainsi que de capitaux toujours plus importants, dont la restauration de l'Océan a besoin pour s'affranchir des seules ressources philanthropiques et changer d'échelle. Ces entreprises disposent des capacités techniques, de la puissance logistique et des réseaux nécessaires pour transformer rapidement les pratiques industrielles et les chaînes de valeur de l'économie bleue. Il leur appartient désormais de mettre ces atouts au service de l'Océan et des écosystèmes marins dont leurs activités dépendent.

Il y a cinq ans, l'économie bleue relevait encore principalement du débat philanthropique ; aujourd'hui, elle entre dans les mandats d'investissement des acteurs institutionnels. Or, chaque institution doit démontrer, preuves à l'appui, que cette évolution a donné lieu à des actions concrètes. Au-delà du volume des capitaux mobilisés, la question est celle de la rapidité de leur déploiement : l'écart entre les annonces faites et les investissements réellement consentis reste important.

L'Accord BBNJ établit le premier cadre juridique sérieux pour protéger la biodiversité au-delà des juridictions nationales. Pour autant, la législation à elle seule ne suffira pas à sauver l'Océan. Données, surveillance, restauration, application de la loi, modèles économiques : les facteurs qui transforment un engagement juridique en une protection concrète nécessitent tous un financement. Nous devons aussi nous pencher sur la question de l'exploitation minière des fonds marins : au nom de la transition énergétique, cette activité pourrait ouvrir la voie à une ruée vers l'exploitation d'un environnement encore méconnu, avec des risques majeurs pour les écosystèmes et le stockage du carbone.

### Quels obstacles empêchent encore l'économie bleue de changer d'échelle ?

Déployer une bonne idée à grande échelle passe par l'harmonisation des mesures incitatives, la mise en commun des normes, la répartition des risques et une gouvernance suffisamment claire pour inspirer confiance. Or, l'économie bleue présente encore des lacunes sur presque tous ces points : cadres réglementaires fragmentés, instruments financiers qui attribuent un risque très élevé aux projets océaniques, et pression concurrentielle insuffisante pour accélérer les changements de comportement.

Le principal obstacle reste le leadership. Le leadership Net Positive pose deux questions dérangeantes : tirez-vous profit de la résolution des problèmes mondiaux, ou de leur aggravation ? Le monde est-il meilleur parce que votre entreprise existe ? Au sein de l'économie bleue, rares sont encore les secteurs capables de répondre par l'affirmative à l'une ou l'autre de ces questions. Cette voie exige d'accepter des coûts avant d'en tirer des bénéfices, et de s'engager avant que les concurrents ne le fassent. Ceux qui le comprendront dicteront les règles du jeu ; les autres passeront la décennie à tenter de rattraper leur retard.

Ce courage nécessite le soutien de gouvernements qui tiennent leurs promesses et donnent aux entreprises responsables la confiance nécessaire pour investir à long terme. C'est cette alliance entre le leadership du secteur privé et une action publique soutenue qui donnera des résultats rapides. L'Océan ne peut pas se permettre des avancées pas à pas ; il a besoin de dirigeants qui s'activent pour ouvrir la voie au changement.

### Quelle est la place de la Fondation dans ce contexte ?

Nombre d'institutions choisissent entre rigueur scientifique et influence politique. Depuis vingt ans, la Fondation rejette cette dichotomie et rassemble scientifiques, décideurs politiques, entrepreneurs et investisseurs pour faire de ce dialogue un levier d'action. Le ReOcean Fund et le Blue Economy and Finance Forum illustrent ce rôle de passerelle entre connaissances, prises de décision publiques et mobilisation de capitaux.

La Fondation tire sa force de son approche de la protection des océans, qu'elle voit non pas comme un frein à la croissance, mais comme une condition préalable à celle-ci. En alliant légitimité scientifique, capacité de plaidoyer et ingénierie financière, elle contribue à faire passer l'économie bleue de la promesse au déploiement à grande échelle. Reste à savoir, pour les vingt prochaines années, si cette dynamique permettra d'amorcer les changements structurels dont l'Océan a besoin.





**Bertrand Piccard,** explorateur, psychiatre, fondateur et président de la Fondation Solar Impulse, membre du Comité scientifique et technique de la Fondation Prince Albert II de Monaco.

# L'OCÉAN, TERRITOIRE DE SOLUTIONS

« Je viens d'une famille d'explorateurs. Mon grand-père Auguste a atteint la stratosphère en ballon. Mon père Jacques a atteint le point le plus profond de l'Océan, au fond de la fosse des Mariannes. Je prépare le premier tour du monde sans escale et sans émissions, à bord d'un avion à hydrogène vert. Cette transmission m'a appris que les limites sont rarement là où on les croit, et que l'exploration ne vaut que si elle ouvre de nouvelles perspectives pour l'humanité.

C'est dans cet esprit que j'ai fondé la Fondation Solar Impulse, pour démontrer que des solutions propres et rentables existent. Elles sont même suffisamment nombreuses pour transformer nos économies ; ce qui manque, c'est surtout la volonté politique de les déployer. Chaque solution est soumise à l'évaluation rigoureuse d'experts indépendants, dans le cadre d'un processus de labellisation certifié par Ernst & Young. À ce jour, plus de 1 600 solutions ont déjà obtenu le label, et nous poursuivons activement cette démarche afin d'identifier et de promouvoir les innovations efficientes.

L'Ocean Innovators Platform de la Fondation Prince Albert II, désormais organisée chaque année dans une grande place financière mondiale comme Monaco, Singapour ou encore Hong Kong, repose sur cette même logique : allier innovation, rigueur et capital au service de l'urgence océanique. La plateforme réunit investisseurs institutionnels, fonds de capital-risque, entrepreneurs et scientifiques autour d'une conviction partagée. Car là où il y a des défis océaniques, il y a des marchés. L'aquaculture durable, la navigation décarbonée, la réduction des déchets plastiques, la surveillance de la biodiversité par l'ADN environnemental… Plus que des pistes théoriques, ce sont là de réelles entreprises, des technologies déployables, des modèles économiques qui tiennent.

Le ReOcean Fund va plus loin encore : il constitue le bras financier de cette ambition, cogéré par la Fondation et Monaco Asset Management, avec une exigence que j'aurais aimé voir plus tôt dans d'autres secteurs. En l'occurrence, un comité d'experts scientifiques dispose d'un droit de veto sur chaque investissement s'il juge l'impact environnemental positif insuffisant. La science conditionne l'entrée dans le fonds, et non l'inverse. Le ReOcean Fund mobilise cent millions d'euros dans cinq secteurs clés avec la rigueur propre à tout investissement de croissance. C'est exactement ce dont l'Océan a besoin : un capital sérieux, guidé par la science.

Ce qui me frappe, dans l'approche de la Fondation Prince Albert II, c'est que ses équipes ont compris depuis longtemps ce que beaucoup découvrent encore : les solutions existent. Toute la question est de savoir si nous avons le courage de les financer, de les réguler, de les déployer à grande échelle. Vingt ans après sa création, la Fondation poursuit ce travail avec constance. »

Image : Pexels - Portrait : © Solar Impulse Foundation - Peter Sandground

# PROMOUVOIR
# LES JEUNES GÉNÉRATIONS


© FPA2

L'idée selon laquelle écologie et justice sont indissociables a longtemps été considérée comme marginale dans le débat mondial. Aujourd'hui, la justice environnementale est devenue la ligne de fracture centrale de la crise climatique. Une évidence pour les jeunes générations qu'il faut pouvoir former et accompagner dans cette voie d'un leadership éclairé et inclusif.

Membre du Conseil d'administration de la Fondation Prince Albert II de Monaco et lauréate de son Prix de l'Eau en 2008, **Sunita Narain** dirige le Centre indien pour la science et l'environnement (CSE), institution de recherche et de plaidoyer parmi les plus respectées du Sud global. Elle est étroitement associée aux programmes de la Fondation en faveur des jeunes chercheurs et acteurs du changement.

***"Les jeunes d'aujourd'hui ne comptent pas laisser en héritage un monde divisé et brisé."***

**Depuis plus de 40 ans, vous portez une vision de l'environnement fondée sur la justice. D'où vous vient cette conviction ?**

Dans notre débat sur l'environnement, la justice reste la pièce manquante, et c'est pour moi une question profondément personnelle. Au début de ma carrière, dans les années 1980, j'ai rencontré les femmes du mouvement Chipko dans l'Himalaya. Moi, j'avais grandi à Delhi, dans une école prestigieuse ; l'environnement, dans mon esprit, se résumait à de beaux arbres. Or, pour ces femmes, la forêt était une question de survie : c'était une source de biomasse pour le fourrage, l'élevage et l'agriculture. Elles disaient : « *Oui, nous savons que nous devons protéger nos arbres, puisque c'est notre maison commune, c'est notre avenir.* ». Cet enseignement ne m'a jamais quittée : comment construire un avenir économique fondé sur la richesse naturelle des populations ? Ces voix, nous les avons oubliées. Nous avons parlé de richesse écologique, mais pas d'appropriation communautaire.

Si je devais adresser un message aux jeunes, ce serait celui-ci : allez à la rencontre des communautés et discutez avec elles. Cherchez à comprendre pourquoi l'environnement leur est si important. C'est en respectant leur savoir que nous pourrons construire un monde plus inclusif.

### Que pensez-vous des jeunes générations ?

Il existe une fracture, mais elle traverse la jeunesse elle-même, et ne se limite pas aux divisions entre les nations. En Inde, les jeunes pauvres ont des aspirations très différentes des jeunes riches, eux-mêmes étroitement connectés au Nord global. Partout en Afrique, en Europe, la jeunesse a aussi un « Sud » : des jeunes qui ont besoin d'emplois, dont l'horizon se limite au minimum vital. Pour combler ce fossé, nous devons faire preuve de plus d'empathie. Il n'y a qu'une seule planète Terre, et ce sont tous ces jeunes qui en hériteront.
Je leur demande de ne pas répéter les erreurs de ma génération. Après Rio 1992, nous n'avons pas tenu nos engagements en matière d'équité et de justice. En quatre décennies, nous avons enrichi les riches et appauvri les pauvres. Aujourd'hui, 70 % de la population mondiale n'a aucune marge de développement. Si on lui refuse cette possibilité, elle cherchera à se développer quand même, au risque de déstabiliser le monde entier.
Mon message est clair : construisons un monde qui soit d'abord inclusif, puis durable. Les jeunes d'aujourd'hui l'ont bien compris. Ils ont le sens de l'engagement politique, au sens non partisan mais sociétal du terme, et ils ne comptent pas laisser en héritage un monde divisé et brisé.

### Depuis 2023, le programme Re.Generation Future Leaders de la Fondation a accompagné 40 leaders de moins de 35 ans, en les intégrant à un réseau international. Qu'est-ce qui fait sa force ?

Re.Generation me tient très à cœur. Je l'accompagne depuis sa création : j'ai contribué à sa conception, participé à la sélection des quatre promotions et suis intervenue auprès des premiers groupes. C'est un programme qui a un formidable pouvoir de transformation.
Ce qui le distingue, c'est qu'il est délibérément conçu pour fonctionner avec des partenaires — des organisations aux quatre coins du monde qui connaissent les candidats et travaillent déjà avec eux. Il ne s'agit pas tant de ratisser large que d'identifier celles et ceux qui, une fois de retour, seront des leaders dans leur pays. À la fin de chaque promotion, je me demande : Où va-t-on à nouveau trouver de bons candidats ? Et ils arrivent, tous dotés d'une expérience de terrain, tous engagés.
Je ne cesse de plaider en faveur d'un nombre accru de candidats originaires du Sud, qui y retourneront ensuite. Nous avons besoin d'acteurs dotés des compétences que Re.Generation transmet : prise de parole en public, maîtrise des réseaux sociaux, et toutes les autres compétences dont un leader a besoin aujourd'hui.
Les anciens membres, toujours plus nombreux — 10, 20, 30, 40 —, finissent par former un groupe puissant. Ce n'est qu'une goutte d'eau dans l'Océan, me direz-vous, mais l'Océan est constitué de toutes ces gouttes.

### La Fondation soutient également le programme de bourses du GIEC, depuis 2011, qui permet à de jeunes doctorants de pays en développement d'étudier la science du climat. En quoi ce type de subvention est-il important ?

Le GIEC souffre principalement d'un manque d'équité. Même s'ils s'améliorent, les rapports restent centrés sur les pays du Nord, car c'est là que se concentre la science. Or, la science ne se résume pas à des chiffres abscons. Plusieurs facteurs la façonnent : la sensibilité politique, les points de vue personnels, les origines géographiques. Nul ne peut prétendre qu'elle soit totalement objective et, par conséquent, détachée de ceux et celles qui la produisent.
En ce sens, cette initiative s'attaque directement au cœur du problème : veiller à ce que les jeunes du Sud puissent intégrer le GIEC, sans doute la seule organisation de ce type qui aide l'humanité à comprendre l'état actuel des connaissances scientifiques. Dans les établissements

d'envergure internationale, les jeunes chercheurs accèdent directement au GIEC grâce à des réseaux universitaires. Dans notre partie du monde, ces passerelles n'existent pas. C'est pourquoi ces bourses d'études viennent changer la donne.

### Comment articuler action individuelle et transformation du système pour ces jeunes leaders de demain ?

Quiconque a le sentiment d'être le seul à pouvoir changer le monde finira par se décourager et abandonner. À tous ceux dans ce cas, je dirais : « *Soyez le changement que vous souhaitez voir dans le monde, mais changez aussi le monde.* » Les deux doivent aller de pair.
Prenons l'exemple de la pollution atmosphérique à Delhi. En tant que citoyenne soucieuse de l'environnement, je devrais prendre le bus. Mais il n'y a pas de bus. Si le système ne permet pas de joindre le geste à la parole, l'engagement individuel à lui seul ne mène nulle part. Gandhi l'avait bien compris : bien qu'il ait mené une vie d'une frugalité extrême, il s'est aussi battu pour l'indépendance. Incarner le changement ne suffisait pas. Il a changé le système.
À l'heure actuelle, alors que le monde évolue à un rythme sans précédent, les jeunes ne doivent pas perdre espoir. Oui, il y a des crises, mais les opportunités existent. Ma génération a perdu bien du temps et du terrain. Pour autant, la possibilité de construire un monde d'abord inclusif, puis durable, elle, n'a pas disparu. Il s'agit désormais de la saisir.

### Quel rôle la philanthropie peut-elle jouer dans la transition écologique ?

La Fondation Prince Albert II de Monaco joue un rôle essentiel, parce qu'elle porte depuis toujours la voix de la raison, de la science, mais aussi de la conscience. C'est cette action combinée qui la distingue. S.A.S. le Prince Albert II est un homme aux engagements profonds, non seulement envers la nature, mais aussi envers l'éthique de la conservation, qui allie communauté, individus et développement au bénéfice du plus grand nombre. Il s'agit avant tout d'une fondation dotée d'une mission — un engagement profond et durable. C'est là l'avenir de la philanthropie dont nous avons besoin : plus qu'un volume de financements, une profondeur d'engagement.



© Axel Bastelli/Palais Princier

*La promotion 2025 du campus de l'initiative Re.Generation Future Leaders Program de la Fondation, aux côtés de S.A.S. le Prince Albert II.*

# DES INITIATIVES NOVATRICES AU SERVICE D'UNE MISSION COMMUNE : FAIRE PROGRESSER LA SANTÉ PLANÉTAIRE

### HÉLÈNE ONOFORO SANAIA
Responsable du département Projets

La Fondation a été créée pour soutenir des projets concrets en faveur de la protection de l'environnement, à l'échelle locale et globale. Convaincus de la nécessité de travailler en collaboration, nous avons mis en place un processus rigoureux de sélection et de suivi des projets conjuguant les efforts des équipes opérationnelles de la Fondation et des instances de gouvernance. Notre action prend tout son sens dans une mer qui respire ou une forêt qui renaît. Elle se nourrit à chaque étape de connaissances scientifiques et se matérialise par des résultats concrets pour les écosystèmes et les vies qui en dépendent. À travers plus de 850 projets soutenus à ce jour, ce sont des femmes et des hommes qui se mobilisent pour créer les conditions d'une vie meilleure et d'un équilibre plus harmonieux avec la nature. Ce sont également de nombreuses victoires encourageantes et autant de sources d'espoir pour l'avenir, de réflexion aussi, pour que notre engagement continue de s'inscrire dans la durée.

### AURIANE PERTUISOT
Coordinatrice de l'initiative Monk Seal Alliance

Le phoque moine est l'une des espèces les plus emblématiques de notre patrimoine commun en Méditerranée. Historiquement abondant dans tout le bassin, il a ensuite été chassé, persécuté, presque exterminé, et n'a dû sa survie qu'aux grottes inaccessibles à l'homme. Il y a vingt ans, sa situation était devenue extrêmement préoccupante.
Reconnaissant le manque de collaboration entre les acteurs sur le sujet, la Fondation s'est mobilisée avec d'autres organisations pour créer un modèle unique d'action de protection concertée, la Monk Seal Alliance (MSA). En rapprochant partenaires, territoires et projets, la MSA coordonne les efforts en faveur de la préservation du phoque moine et de son habitat : elle optimise les financements, soutient des projets de conservation, et accroît la collaboration entre bailleurs de fonds et acteurs de terrain, au niveau local, national et régional. En contribuant à sauver l'un des mammifères marins les plus menacés au monde, elle œuvre pour les générations futures et pour une Méditerranée vivante.



Photo originale © CBD

### ROMAIN RENOUX
**Directeur exécutif de The MedFund**

La Méditerranée est l'un des écosystèmes marins les plus riches mais aussi les plus menacés de la planète. Parmi les outils de conservation les plus efficaces se trouvent les aires marines protégées (AMP) qui constituent de véritables lueurs d'espoir pour la préservation de la biodiversité marine et la vie des communautés côtières qui en dépendent. Or, une simple ligne sur une carte ne suffit pas à protéger correctement. Les bénéfices des AMP ne se concrétisent qu'à travers une efficacité opérationnelle, ce qui exige un financement pérenne et structurel. C'est à partir de cette compréhension fine des enjeux que The MedFund a été créé en 2015 par la Principauté de Monaco, la France et la Tunisie, sous l'impulsion de la Fondation, afin de mettre en place un fonds fiduciaire innovant dédié au financement et au développement des AMP de Méditerranée. Dix ans après, près d'un million d'hectares d'espaces marins et côtiers sont protégés, grâce à 23 AMP soutenues dans 9 pays du sud et de l'est du bassin.

### PHILIPPE MONDIELLI
**Directeur scientifique, à l'origine de la création de l'initiative Pelagos**

Le Sanctuaire Pelagos est né d'une idée généreuse portée par trois États : offrir à la nature un espace de paix, de respect et de protection. Première aire transfrontalière de Méditerranée destinée à la préservation des mammifères marins, le Sanctuaire Pelagos s'étend sur 87 500 km$^2$ entre la France, Monaco et l'Italie, et abrite une biodiversité exceptionnelle. Ce trésor naturel, sous pression, appelle aujourd'hui un effort commun : réguler nos activités afin que la cohabitation entre l'homme et le vivant demeure possible.
L'initiative Pelagos a été créée pour accompagner les États signataires de l'Accord Pelagos dans leur ambition de faire de ce territoire un modèle d'aire marine protégée de grande taille. Elle fédère également acteurs institutionnels, société civile et fondations, pour renforcer l'impact des actions au sein du Sanctuaire. Le récent projet de consortium, lancé avec treize partenaires, est un exemple supplémentaire de sa remarquable capacité à rassembler autour d'une vision commune qui pourrait se résumer ainsi : « *Nous voilà en Pelagos. Je ralentis, je ne fais pas de bruit… Je regarde, j'écoute, et j'admire.* »





### LUCILE COURTIAL
Secrétaire exécutive de BeMed

BeMed a été créée par la Fondation et ses partenaires avec pour objectif d'unir les forces pour la protection de la Méditerranée contre ce qui est devenu un fléau majeur de notre siècle : la pollution plastique. Une fois rejeté dans le milieu naturel, le plastique peut mettre jusqu'à cinq cents ans pour disparaître, menaçant la santé des espèces et des écosystèmes marins, mais aussi la nôtre. Pour répondre à ce défi, notre approche se veut multiple : financement de projets de terrain, coordination d'actions pilotes, et animation d'une communauté de partenaires engagés. Nous soutenons ainsi aujourd'hui un réseau de plus de 110 organisations qui coopèrent, échangent et apprennent les unes des autres. Nous travaillons aussi avec les entreprises pour les accompagner dans leur compréhension des enjeux environnementaux et sanitaires liés au plastique et pour veiller à ce qu'elles mettent en œuvre des solutions à la hauteur du problème. En dix ans, ce sont plus de 130 projets qui ont été soutenus pour lutter contre la pollution plastique en Méditerranée.

### RAPHAËL GHIANDAI
Directeur exécutif de la Fondation

L'Océan renferme un potentiel immense pour lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité. Si les solutions existent déjà, de nombreuses entreprises peinent encore à mobiliser les capitaux nécessaires pour démultiplier leur impact et maximiser leurs bénéfices environnementaux et sociétaux. C'est ce fossé que la Fondation a voulu combler à travers ses initiatives en faveur de l'économie bleue durable, parmi lesquelles le ReOcean Fund et l'Ocean Innovators Platform. L'objectif est de faire le lien entre innovation, philanthropie, finance et action de terrain. En créant ainsi des passerelles, nous contribuons à faire émerger une économie bleue capable de concilier santé de l'Océan et préservation du vivant. Car la protection de l'Océan ne dépend pas seulement de notre capacité à alerter, mais aussi de notre capacité à soutenir et faire grandir les solutions dont il a besoin.



### RACHEL CLAUSING

Responsable du département Initiatives et référente pour OACIS

L'Océan est l'un des grands régulateurs du climat terrestre : il absorbe plus d'un quart du dioxyde de carbone issu des activités humaines. Ce rôle essentiel freine le réchauffement, mais il a un prix. En captant le $CO_2$, l'eau de mer change de composition, s'acidifie et fragilise les équilibres du vivant. Réduire nos émissions demeure une nécessité absolue mais il faut aussi explorer, avec prudence et exigence, les solutions qu'offre l'Océan : les énergies marines renouvelables, la restauration des écosystèmes de « carbone bleu » – mangroves, herbiers, marais salants – ou encore les approches technologiques comme l'augmentation de l'alcalinité. Pour être légitimes, ces réponses doivent reposer sur une science rigoureuse, attentive à la vie marine et à l'intégrité de ses écosystèmes. L'ambition d'OACIS (Ocean Acidification and other ocean Changes – Impacts and Solutions), créée en 2013 par la Fondation et ses partenaires, suit cette voie et vise à comprendre les impacts du changement climatique sur l'Océan et éclairer les solutions capables d'en atténuer les effets.

### SALOMÉ MORMENTYN

Coordinatrice de l'initiative Polaire

Aux pôles, rien n'est silencieux. On y entend la glace craquer et on y décèle les signes d'un monde qui change. Ces régions semblent lointaines, pourtant ce qui s'y joue nous concerne tous. L'évolution de l'Arctique et de l'Antarctique nous alerte sur les dangers qui menacent l'équilibre planétaire : la montée des mers, la fragilité du climat, la vulnérabilité du vivant. Dans un monde où les glaces reculent plus vite que nos décisions n'avancent, le temps est à l'action. Et pour s'assurer d'avancer le plus efficacement possible, la Fondation, forte de sa légitimité sur les questions polaires depuis sa création, a réuni celles et ceux qui savent, décident et vivent ces changements, au Nord comme au Sud. À travers son initiative Polaire, elle inscrit le dialogue et la co-construction entre acteurs des deux pôles – scientifiques, experts et représentants des communautés autochtones – comme des leviers d'action essentiels pour protéger ces espaces fragiles, garants de la santé planétaire.

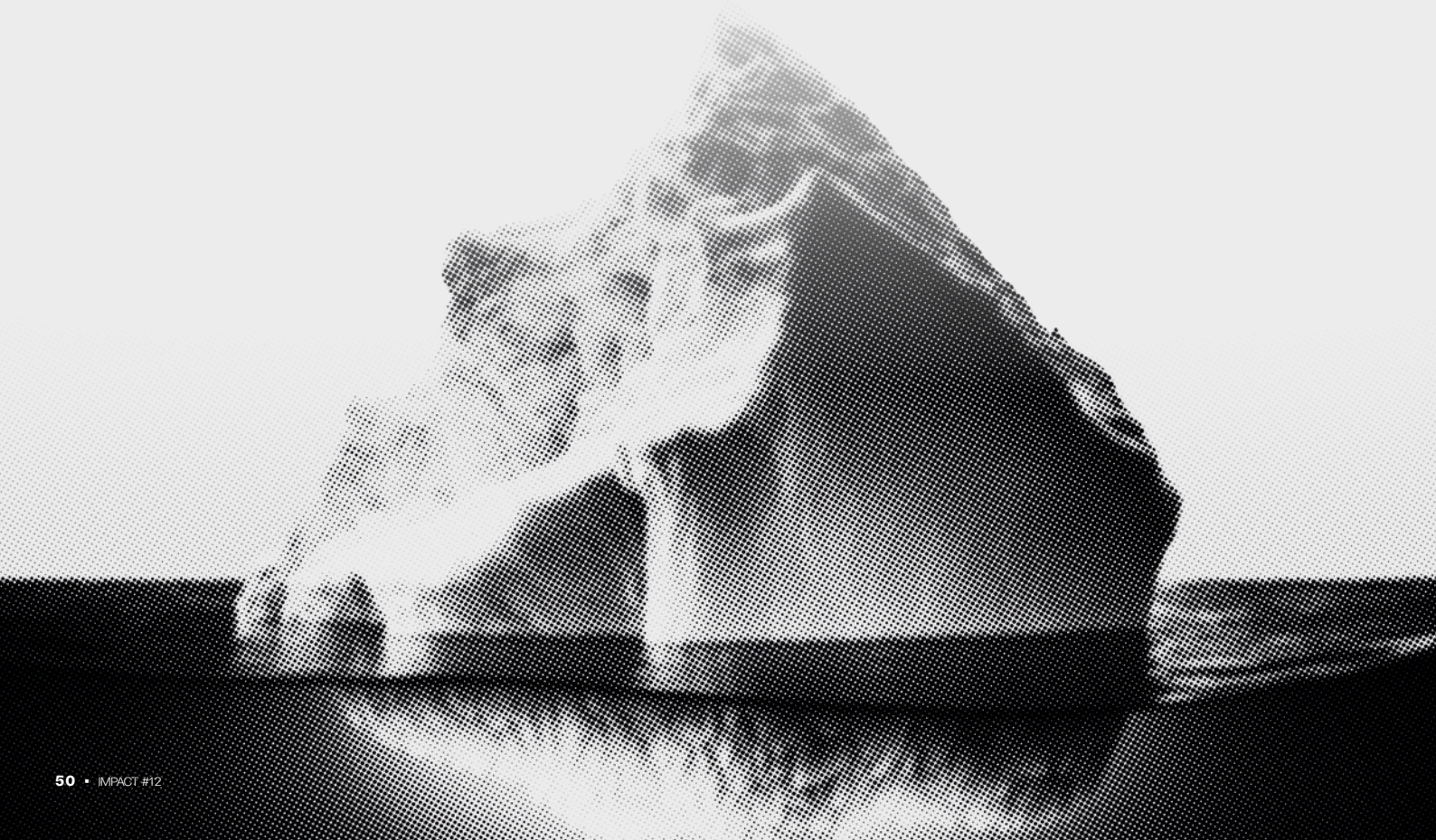


Photo originale © Xh.Xherri/PPNEA



## LÉA GLÂTRE

Coordinatrice de l'initiative DIMFE

Les écosystèmes d'eau douce et les zones humides ont longtemps été perçus comme des paysages lugubres, presque inutiles. Pourtant, ils comptent parmi les milieux les plus précieux de notre planète. Ils filtrent l'eau, atténuent les crues, stockent le carbone, abritent une biodiversité exceptionnelle et soutiennent les moyens de subsistance de millions de personnes. Véritables alliés du climat, ils jouent un rôle essentiel en Méditerranée, une région où le réchauffement progresse plus rapidement que la moyenne mondiale et où l'eau devient déjà une ressource rare. C'est pour cette raison que la Fondation, avec ses partenaires philanthropiques, a décidé d'unir leurs forces pour intervenir spécifiquement sur ces enjeux. Ainsi est née la DIMFE (Donors' Initiative for Mediterranean Freshwater Ecosystems) pour soutenir celles et ceux qui restaurent et protègent les écosystèmes du bassin méditerranéen et leur redonnent la place qu'ils méritent.

## ESTER BORGIOLI

Coordinatrice de l'initiative Homme-Faune sauvage

Nous vivons une époque de rupture et d'éloignement avec le vivant, dans laquelle les espèces disparaissent à un rythme sans précédent. La coexistence avec la faune sauvage et les grands carnivores, pourtant essentiels à l'équilibre des écosystèmes, devient source de tensions et d'incompréhensions. En interrogeant notre capacité à partager les territoires avec les autres espèces, ce sont nos choix collectifs et nos valeurs que nous remettons en question. C'est dans cet esprit que s'inscrit l'initiative Homme-Faune Sauvage qui se distingue par son approche de médiation territoriale. En soutenant des projets de terrain, elle fait le lien entre connaissance scientifique, réalités locales et action collective. Et plutôt que de simplement sanctuariser des espaces, elle vise à trouver des solutions pratiques pour dépasser les conflits entre les activités humaines (élevage, agriculture, sports de nature) et la préservation d'espèces sensibles, notamment les grands prédateurs.



Photo originale © A.Rivelli



Photo originale © Simone Giovine

## JUSTINE FURTADO FERNANDES

Coordinatrice de l'initiative Forêts et Communautés

La lutte contre la déforestation a été identifiée comme un enjeu majeur pour la Fondation, dès sa création. Les écosystèmes forestiers jouent en effet un rôle crucial pour la survie de la biodiversité, la régulation du climat et la protection des ressources en eau. De nombreux projets de terrain ont ainsi été soutenus aux côtés d'organisations actives dans les trois grands bassins forestiers. Mais à travers l'initiative Forêts et Communautés, un nouvel engagement prend forme : écouter et faire entendre les Voix de la Forêt. Car préserver ces écosystèmes ne peut se faire sans, ni au détriment, des peuples et des communautés qui y vivent, les connaissent et les protègent déjà. En plaçant les peuples autochtones et les communautés locales au cœur des solutions et des stratégies de conservation, l'initiative crée les conditions d'une action collective, efficace et durable, respectueuse du territoire dans toute sa profondeur : ses forêts, ses eaux, ses espèces, mais aussi ses habitants, leurs modes de vie, leurs savoirs et leurs cultures.

### THÉO PANIZZI

**Coordinateur de l'initiative Re.Generation Future Leaders Program**

« Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants. » Cette maxime, qui nous rappelle l'étendue de nos responsabilités, est au fondement des actions de la Fondation en faveur des nouvelles générations. Parmi elles, l'initiative Re.Generation Future Leaders Program a été spécifiquement créée pour accompagner de jeunes talents, issus du monde entier, appelés à exercer les plus hautes responsabilités dans le domaine de la protection de l'environnement. Chaque année, une dizaine de personnalités aux expertises et trajectoires variées – scientifiques, activistes, entrepreneurs, athlètes, etc. – bénéficient de formations et de masterclasses sur mesure qui les aident à développer leurs compétences et de nombreuses opportunités de prise de parole sur la scène internationale. En ouvrant les portes de son réseau à toute une communauté de jeunes leaders engagés, la Fondation renforce le pouvoir d'agir des jeunes générations.

### CÉLINE VACQUIER-BEKKARI

**Co-coordinatrice de l'initiative Green Shift**

La mission de sensibilisation a toujours été au cœur des actions de la Fondation. Avec l'initiative Green Shift, cette volonté a été poussée plus avant, avec l'ambition de fédérer les publics autour de récits écologiques positifs et inspirants. Née du constat que les messages scientifiques, pourtant essentiels, ne déclenchent pas toujours le passage à l'action nécessaire, l'initiative s'appuie sur l'art et la culture, et la force des émotions qu'ils véhiculent, pour ouvrir des espaces de réflexion, dessiner de nouvelles voies possibles d'engagement, et stimuler la créativité intellectuelle dont nous avons besoin pour relever les défis de notre temps.
À travers le Prix de Photographie Environnementale, le Green Shift Festival et l'accompagnement des professionnels de la culture et de la mode vers des pratiques plus responsables, l'initiative place l'humain au centre de la transition écologique pour contribuer à bâtir ensemble un monde plus durable et plus juste.



Photo originale © Philippe Fitte/FPA2

# 10 HEURES EN EXPLORATION AUX DANGER ISLANDS

TEXTE - ANDREAS WOLFERS
PHOTOS - ESTHER HORVATH

L'expédition a débuté à Ushuaïa, en Argentine, le 18 novembre 2025. Le voyage a duré en tout trois semaines, avec une seule journée passée à explorer l'île de Brash, dans l'archipel des Danger Islands. À bord, 14 participants : 7 scientifiques, 4 marins et 3 journalistes, dont le reporter Andreas Wolfers et la photographe Esther Horvath.



En 2024, l'archipel des Danger Islands a obtenu le statut de « zone spécialement protégée de l'Antarctique ». Afin de mieux le connaître et mieux le protéger, une première expédition a été lancée fin 2025 à bord du *Malizia Explorer* de Boris Herrmann. Une aventure hors du commun, pendant laquelle les scientifiques n'ont eu que 10 heures pour mener à bien leur mission. Récit d'une course contre la montre...



Ils pensaient toucher au but. Mais là, devant le navire, cet affleurement rocheux qui émerge les laisse sans voix. Où donc au juste vont-ils pouvoir débarquer ? Une haute berge de glace et de neige enserre cet îlot de presque deux kilomètres de long en plein océan Austral. Des falaises gelées s'élèvent à dix mètres.

L'équipe de chercheurs – six hommes et une femme – comptaient être les premiers humains à y poser le pied. Or, l'accès semble bloqué, et les voilà silencieux, sur le pont, à balayer le paysage de leurs jumelles.

Boris Herrmann, skipper professionnel et propriétaire du voilier, lance son drone, qui longe lentement le rivage. Soudain, il l'arrête : un canal en pente douce apparaît à l'écran, tel un entonnoir pointant vers la mer. « Regardez ! ». Et les scientifiques dans le cockpit de s'approcher. Ils découvrent des manchots, une procession infinie de manchots glissant sur le ventre pour plonger dans l'eau ; d'autres, au contraire, en jaillissent comme autant de flèches pour atterrir sur la berge, puis remontent la pente en se dandinant.

L'endroit serait un point d'abordage idéal – sans cette nuée de manchots.

Les sept scientifiques ont parcouru la moitié du globe pour embarquer à bord du *Malizia Explorer*, près du cap Horn. Durant les quatre derniers jours de traversée vers l'Antarctique, tous ou presque ont eu le mal de mer. Une fois à la pointe de la péninsule Antarctique, ils ont enchaîné avec un slalom de 30 heures à travers une banquise dense – là encore avec succès et, maintenant, quelques mètres de paroi rocheuse verglacée vont stopper leur course ?

À l'extrémité orientale de l'île, le drone renvoie sur le moniteur un champ de neige plat, bordé de rochers. Un escalier naturel. « Là, je pense que ça ira », conclut Herrmann.

L'île de Brash fait partie des Danger Islands, archipel de sept îlots aux noms tels que Darwin, Beagle et Heroina. Depuis la découverte de l'Antarctique, seuls quelques bateaux ont fait le voyage. Trop éloigné, sans grand intérêt. Sans compter la traversée de la banquise, trop risquée. Récemment, toutefois, les Danger Islands ont été reconnues à l'international comme nouvelle aire protégée en Antarctique. La gestion de cette zone relève de la responsabilité de l'Allemagne et, sous peu, sans doute aussi de Monaco. Notre équipe de chercheurs doit y faire des relevés : à quoi ressemblent ces îles exactement ? Dans quelles mesures leur écosystème est-il intact ? Surtout : pourquoi l'une des plus grandes colonies de manchots au monde se reproduit-elle ici ? Et quelles sont les conséquences du changement climatique sur sa population ?

Cap donc sur la zone de mouillage. L'équipage commence à empiler dans le cockpit une douzaine de caisses, remplies de drones avec caméra, de batteries et d'instruments de mesure. Viennent s'ajouter : de grands sacs d'urgence, contenant tentes, sacs de couchage, nourriture et téléphones. Tout est prêt pour cette expédition vers l'inconnu.




Boris Herrmann, skippeur professionnel et propriétaire du Malizia Explorer, avec l'équipe de scientifiques.



Tempête autour du Malizia Explorer dans Potter Cove, alors que le voilier est au mouillage.

L'Antarctique est plus grand que l'Europe et l'Australie réunies ; les Danger Islands totalisent cinq kilomètres carrés. Autant dire des miettes dans l'océan polaire, une part infinitésimale du continent glacé.

Aucun autre continent n'est plus aride, plus froid ou plus tempétueux. L'Antarctique est plus désertique que le Sahara, plus élevé que la Suisse, plus ensoleillé que la Californie. Et il demeure pour l'essentiel un territoire inconnu, une *terra incognita*. De fait, la veille, alors que le *Malizia Explorer* longeait à une distance de sécurité une île proche de la péninsule Antarctique, la carte marine numérique montrait le voilier navigant sur la terre ferme : vraisemblablement une erreur cartographique. Et, à plusieurs reprises, les eaux séparant les Danger Islands apparaissaient comme « zone non cartographiée », c'est-à-dire de profondeur inconnue.

À tâtons, voiles repliées, le navire progresse vers l'île de Brash, propulsé par son seul moteur. La température extérieure est de moins quatre degrés. Cette journée estivale s'annonce splendide. Au faîte du mât, un petit drapeau argentin claque au vent : c'est le pavillon de courtoisie qui flottait déjà à Ushuaïa, ville la plus méridionale d'Argentine. En soi, on pourrait le retirer : l'Antarctique n'appartient à aucun pays. Depuis 1961, 54 nations administrent le continent conjointement.

Cette coalition veille à préserver certaines régions de toute influence humaine. Aussi ses membres ont-ils désigné en Antarctique un peu moins de 80 aires protégées, créées pour la plupart afin de sauvegarder des espèces animales spécifiques. En 2024, l'Allemagne et les États-Unis ont fait campagne, avec succès, pour protéger également les Danger Islands : l'archipel abrite, à l'échelle mondiale, la plus grande colonie de manchots Adélie, espèce la plus répandue de ce palmipède marin.

L'île de Brash n'est plus qu'à quelques centaines de mètres. Lucas Lanusse, le capitaine argentin, coupe les moteurs. Dans ce silence soudain, l'île se fait entendre. Son bourdonnement de fond, entre cris rauques et jacassements par millier, flotte sur l'eau. Maintenant, on peut voir les manchots à l'œil nu : une couche de points noirs recouvre le manteau neigeux de l'île, tel un fin maillage qui monte et descend le long des pentes. Rien que sur Brash, on estime leur nombre, au début de la saison de reproduction, à plus de 100 000. Si l'on additionne les sept îles, ce chiffre dépasse 1,5 million d'individus. Mais personne ne connaît le nombre exact, d'où, entre autres raisons, cette mission d'exploration.

L'équipage met le canot à l'eau. « Bonne chance, explorateurs ! », lance Boris Herrmann en aidant les chercheurs à charger le matériel. « On se prendrait presque pour Humboldt.[1] »

Boris, navigateur hauturier le plus célèbre d'Allemagne, n'avait jamais été en Antarctique. Lors de courses à la voile autour du monde, il a en revanche franchi le cap Horn à six reprises. Depuis 2016, il est soutenu dans son aventure par le Yacht Club de Monaco, dont le vice-président – et aussi son ami –, Pierre Casiraghi, a fondé avec lui la Team Malizia la même année. À parcourir la haute mer, il avait remarqué combien l'Océan, « [s]on lieu de travail », changeait d'année en année. L'expérience a fait de lui un militant écologiste qui, depuis des années, mobilise toutes les tribunes à sa disposition pour prôner une meilleure protection des océans. Lui et son épouse Birte ont également fondé le My Ocean Challenge, un programme pédagogique international destiné aux écoles, soutenu depuis 2018 par la Fondation Prince Albert II de Monaco.

Afin de contribuer à l'exploration scientifique des mers lointaines, Boris a récemment fait l'acquisition d'un 27 mètres pour en faire une plateforme de recherche à voile. Il espère tirer parti des avantages d'un voilier par rapport aux grands navires de recherche : flexibilité accrue, fonctionnement quasi sans émissions et navigabilité en eaux peu profondes grâce à un faible tirant d'eau. Chargée de la gestion des Danger Islands, la German Environment Agency n'a pas hésité bien longtemps à affréter le *Malizia Explorer* pour procéder au premier relevé systématique de cette aire protégée.



© Marin Le Roux/RoadHOG/Team Malizia





Travail des biologistes sur le terrain qui installent des GPS sur le dos des manchots Adélie de l'île de Brash afin de vérifier leurs trajets de recherche de nourriture.



Photo du Malizia Explorer prise par drone entre le cap Horn et l'Antarctique.

Alors que le canot approche du rivage, une cinquantaine de manchots, debout au sommet de la falaise glacée, regardent en contre-bas. Ils voient des couleurs qui n'existent pas dans leur monde en noir et blanc : des combinaisons de protection jaunes, des cagoules rouges, des sacs d'urgence orange. Ils voient des créatures plus grandes que tout ce qui se trouve sur cette île rocheuse dépourvue d'arbres. Ils entendent des sons qu'ils n'avaient jamais entendu auparavant. Les manchots observent la scène un moment, sans réaction apparente, puis continuent à se dandiner sur la rive, en quête d'un plongeoir.

Les scientifiques s'entraident pour grimper sur l'île. L'équipe cumule une bonne vingtaine d'années d'expérience en Antarctique, acquise dans des stations de recherche gérées par la Russie, l'Allemagne, l'Argentine ou l'Uruguay. Certaines expéditions les ont menés dans la péninsule Antarctique ; d'autres, dans les hautes montagnes glacées de l'est du continent. Voici nos chercheurs sur le point d'entamer leur première mission commune.

Ils enfilent leurs sacs à dos quand l'une des radios se met à grésiller ; Lanusse à l'appareil. Le capitaine est resté à bord avec Boris Herrmann pour analyser les bulletins météo, carte des vents comprise, mais aussi les nouvelles photos satellites des champs de glace environnants. Si le vent venait à tourner vers l'est, la banquise pourrait encercler l'archipel tel un étau et piéger le voilier.

« Pour l'instant, jusqu'à minuit, nous ne semblons courir aucun danger », explique Lanusse. « Mais vous devez quand même faire vite. Ici, le temps peut changer en un clin d'œil. »

Il est 11 heures du matin. Les chercheurs ont emporté suffisamment de provisions et 80 kilos de matériel. Le plan de leur mission a été élaboré avec un soin extrême. Pourtant, ils craignent que le temps ne leur soit compté.

L'équipe des drones s'élance en premier. Osama Mustafa, colosse aux cheveux noirs et à la barbe hirsute, charge sur son dos une caisse d'un mètre cube. À l'intérieur : le « 20,000-dollar baby », comme le géographe allemand aime à appeler son drone. Pas à pas, avec un collègue, ils gravissent péniblement la côte. Une couche noire recouvre la roche en pente douce : les manchots, à l'infini, se dandinent, se tiennent debout ou s'accroupissent, serrés les uns contre les autres. La période de reproduction a débuté il y a quelques semaines. Chaque couple a formé un nid de cailloux, au centre duquel reposent désormais un ou deux œufs.

Arrivés sur le plateau, les deux hommes laissent tomber leur chargement dans la neige, épuisés. L'équipe d'expédition a prévu une semaine pour explorer l'ensemble de l'archipel. Mais nul ne sait si les conditions de la glace leur permettront d'amerrir ailleurs. Aussi Mustafa compte-t-il bien envoyer son « bébé » au-dessus des flots. Depuis Brash, le drone peut rejoindre n'importe quelle autre île, décoller en toute autonomie et prendre une photo toutes les deux secondes. Les scientifiques souhaitent utiliser ces images pour cartographier précisément l'archipel et y déterminer le nombre exact de manchots.

Au-dessus de l'île, pas un brin de vent. Le soleil brille, la visibilité est excellente. Des conditions de vol idéales. À une dizaine de kilomètres, une immense colline blanc-brun sort de la mer, entre les icebergs : c'est Beagle, la voisine de Brash.

Plusieurs manchots s'avancent vers les deux étrangers et leur équipement. Ils s'arrêtent à quelques mètres, tournant étrangement la tête de gauche à droite et de droite à gauche. Quand rien d'intéressant ne se passe, ils s'en retournent en se dandinant, le dos droit, les ailes déployées. Tout autour du champ de neige où se trouvent les hommes, des dizaines de milliers de manchots couvent leurs œufs ; d'autres glissent sur le ventre en larges colonnes vers la mer pour partir chasser. Ou bien ils musardent, guettant l'occasion de chiper un caillou dans le nid d'un inconnu. Un jacassement incessant plane, accompagné des relents putrides de guano, les fientes de manchot.

Parmi les rares navires ayant atteint ces îles à ce jour figure *Le Commandant Charcot*, début 2024. Ce paquebot avait réuni des chercheurs de renom spécialisés dans les manchots et les dirigeants de grands groupes internationaux des secteurs de l'énergie et de la finance. Organisée par l'Institut océanographique de Monaco, l'expédition, à laquelle participait S.A.S. le Prince Albert II, visait à « favoriser le dialogue entre scientifiques et décideurs économiques ».[2] Une fois sur place, les chefs d'entreprise devaient goûter à la magie de l'Antarctique, mais aussi

[1] Alexander von Humboldt (1769–1859), célèbre naturaliste, géographe et explorateur prussien, considéré comme le père de l'écologie moderne et de la géographie.

[2] Préface de S.A.S. le Prince Albert II dans *Plaidoyer pour l'Antarctique* de l'Institut océanographique de Monaco, Éditions Flammarion, 2024.

constater les menaces qui pèsent sur ce territoire. Le Prince Albert II, dont c'était le deuxième voyage sur le continent glacé, tenait particulièrement à ce projet : « La coordination entre la recherche, le monde économique et l'action politique doit être au cœur de l'engagement de notre génération pour sauver notre bien le plus cher. »
Céline Le Bohec du Centre scientifique de Monaco avait coordonné les travaux des chercheurs à bord. En route vers la mer de Weddell, le navire avait jeté l'ancre au large des Danger Islands pendant deux jours. À l'aide de leurs drones, les scientifiques ont découvert que le nombre de manchots se reproduisant sur ces minuscules îlots rocheux dépasse le 1,5 million estimé. « Grand nombre d'entre eux pourraient être des réfugiés climatiques », commente Céline Le Bohec. De fait, les manchots passent la majeure partie de leur temps dans l'eau et sur la banquise. Or, en Antarctique occidental, la calotte glaciaire fond, et le climat se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. À mesure que la banquise disparaît, les manchots disparaissent eux aussi ; dans l'ouest de la péninsule Antarctique, leur population a considérablement diminué. À l'est de la péninsule cependant, la mer de Weddell – 2 000 kilomètres en son point le plus large – reste recouverte de glace toute l'année. Ainsi, les Danger Islands qui la bordent se trouvent entourées de banquise en hiver et de haute mer en été. Un endroit idéal pour les manchots, puisqu'ils ont besoin de la glace pour se reposer et de la mer pour chasser. Ces sept îles offrent en outre un lieu de reproduction tranquille. Nombre de manchots – ayant potentiellement fui l'ouest – y ont trouvé refuge.
L'Allemagne compte également obtenir la protection des aires d'alimentation situées autour des îles. Mais jusqu'où les manchots nagent-ils donc pour s'alimenter ici durant la saison de reproduction ? C'est aussi ce que l'équipe du *Malizia Explorer* veut comprendre, en fixant sur les manchots de minuscules balises. Simeon Lisovski, 43 ans, chercheur à l'Institut Alfred Wegener pour la recherche polaire et marine, a déjà passé six étés en Antarctique. Quelques instants lui suffisent pour attraper les volatiles et placer la petite boîte entre leurs plumes dorsales. Les traqueurs y resteront fixés trois à quatre mois, jusqu'à la mue annuelle ; les manchots perdront alors leur plumage et, avec lui, la balise.

C'est le début de l'après-midi, et toujours aucun signe de ce vent d'est tant redouté. Avec la mer bleu foncé et les icebergs en toile de fond, le paysage semble paisible, figé dans le temps. Mais si on prend bien le temps d'observer, un léger courant rapproche tout doucement les champs de glace les uns des autres.
Pour l'expédition, le compte à rebours a commencé : les Danger Islands pourraient bien, d'un moment à l'autre, faire honneur à leur appellation.
Son nom justement, l'archipel le doit à une expédition britannique de 1842 dont le navire avait failli s'échouer sur l'une des îles. L'équipage, au milieu des vastes amoncellements de glace, ne les avait pas vues. Le *Malizia Explorer*, lui, dispose d'images satellites, que ses membres ont étudié de près. Ces vingt dernières années, peu de glace s'était formée autour des îles au début de la saison de reproduction. Cette année en revanche, plus que jamais, la banquise de la mer de Weddell s'étend très au nord, au-delà même de l'archipel. Et la voici qui semble s'accumuler entre les îlots.

Le soleil couchant commence à rougeoyer sur les champs de neige de l'île de Brash. Une brise se lève. Sur la côte, d'épais blocs de glace dérivent. Peu après, Boris Herrmann intervient à la radio : « Les gars, on ferait mieux d'arrêter là ! ». Le vent d'est s'est levé plus tôt que prévu et prend rapidement de la vigueur. « Soyez au lieu d'amerrissage dans 30 minutes », poursuit Boris. « On vous ramène à bord. »
Lorsque les scientifiques arrivent, le voilier s'est déjà éloigné de plusieurs centaines de mètres. Des champs de banquise dérivent près du rivage. Le petit canot slalome à travers les étroites brèches entre les champs de glace, qui ne s'ouvrent que brièvement. S'ils ne parviennent pas à embarquer les chercheurs un par un, les derniers devront passer la nuit à terre et utiliser leurs sacs d'urgence contenant les tentes.
Enfin, à 21 h, tout l'équipage est sur le pont. Le *Malizia Explorer* lève immédiatement l'ancre. Lanusse, le capitaine, tient la barre, tandis que Herrmann envoie son drone en éclaireur.



Andreas Wolfers, né en 1958, a travaillé 13 ans comme reporter pour GEO. Il a été rédacteur en chef du magazine *Stern* et a dirigé l'École de journalisme Henri Nannen à Hambourg. Wolfers, qui fait de la voile depuis son enfance, a même traversé l'Atlantique. Il a écrit deux livres sur Boris Herrmann et ses courses autour du monde, tous deux devenus des best-sellers en Allemagne : *Mon premier Vendée Globe* (2021) et *Adventure Ocean Race* (2023).



Esther Horvath est exploratrice National Geographic et photographe pour l'Institut allemand Alfred Wegener au Centre Helmholtz pour la recherche polaire et marine. Depuis 2015, elle se consacre à la photographie en Arctique et en Antarctique, où elle a documenté vingt-huit expéditions scientifiques, ainsi que le travail au quotidien des climatologues. En 2020, elle a notamment reçu le premier prix du World Press Photo Award dans la catégorie Environnement.

Sur l'écran, plus des deux tiers de la surface sont recouverts de banquise. « Préparez-vous à une nuit éprouvante », prévient Lanusse.
Les scientifiques s'installent dans le carré bien chauffé. Ils trient, étiquettent et emballent leurs découvertes : échantillons de sang, d'œufs de manchot, roches, plumes, échantillons d'eau. Les images prises au-dessus des sept îles sont toutes complètes et d'une grande netteté. Et les balises transmettent déjà leurs premières coordonnées. Un manchot a pris une trajectoire similaire à celle du voilier. En ligne droite et à une vitesse nettement supérieure, il file sous les champs de glace vers le nord-ouest.

Cinq mois plus tard, en mai 2026, la plupart des traqueurs se sont tus – les manchots s'en sont débarrassés pendant la mue. Les itinéraires enregistrés sont porteurs de mauvaises nouvelles. Habituellement, en période de reproduction, les palmipèdes reviennent au plus tard au bout de quelques jours pour relayer leurs partenaires au nid. Dans le cas des manchots de Brash, la plupart ont migré des semaines durant, nageant jusqu'à 200 kilomètres sans jamais revenir. Pour éviter de mourir de faim, leurs partenaires auront fini par quitter le nid à leur tour et abandonner les œufs.
La plupart des autres manchots ont probablement connu le même sort. L'été aura été rude pour la colonie, avec peu de petits. La banquise, exceptionnellement, semble avoir bloqué les zones de chasse alentour. Pourtant, selon les scientifiques, les manchots ont déjà intégré cette rudesse dans leur cycle naturel de reproduction. En novembre 2026, ils reviendront tout simplement pour la période de ponte.
L'expédition en Antarctique, qui devait durer une semaine, aura été écourtée, après dix heures seulement passées sur l'île de Brash. Les chercheurs se montrent néanmoins satisfaits. Grâce aux images des drones, ils ont pu, pour la première fois, établir des cartes précises de l'archipel. Ils ont aussi déterminé avec précision la taille de la colonie : à peine moins de 1,7 million de manchots, soit 10 % de plus que lors du dernier recensement scientifiquement validé.

Simeon Lisovski, biologiste à l'Institut Alfred Wegener et Noelle Heid, biologiste chez THINK Jena se préparent à la capture des manchots Adélie.

Le second capitaine Marin-Louis Moreau se tient sur le mât du *Malizia Explorer* pour identifier un passage à travers l'épaisse banquise, près des Danger Islands.





# ET SI LA TRANSITION *ÉCOLOGIQUE* ÉTAIT REBAPTISÉE "TRANSITION *HUMAINE*" ?



# ENTRETIEN AVEC STÉPHANE LA BRANCHE

## Sociologue de la transition, coordinateur scientifique du GIECO (Groupe international d'experts sur les changements de comportement).

Et si la réussite du tournant écologique dépendait davantage de nos comportements et de la manière de mobiliser nos émotions que de nos connaissances sur la crise planétaire ? La transition tarde à s'enclencher. Et l'approche alarmiste et informationnelle, largement fondée sur les sciences du climat, semble insuffisante à lever les freins comportementaux qui entravent le passage à l'action.
Depuis le début des années 2000, le sociologue canadien installé dans le Dauphiné, Stéphane La Branche, travaille à l'intersection entre sociologie et sciences du comportement pour mieux sonder les ressorts humains de la mal nommée « transition écologique », qu'il propose de rebaptiser « transition humaine ». Co-fondateur du GIECO, qui se veut un « GIEC du comportement humain », il vient de coordonner le premier rapport de cet organisme : une revue de littérature internationale réunissant 45 auteurs issus de 20 pays et 14 disciplines se penchant sur la mécanique des sociétés occidentales. L'objectif ? Produire un état de l'art synthétique et accessible de l'apport des sciences comportementales sur la transition. En filigrane, des perspectives d'action inattendues se profilent.

### Qu'avez-vous découvert en coordonnant ce travail collectif au sein du GIECO ?

Ce qui m'a d'abord frappé, c'est que des auteurs issus de disciplines très différentes, qui ne se sont pas consultés, convergent vers les mêmes conclusions. C'est le signe d'une robustesse que je n'attendais pas. Il est apparu que la donnée scientifique, si solide soit-elle, ne conduit pas en elle-même à des changements de comportement. Il y a des leviers plus puissants pour changer les comportements : les émotions, les valeurs, la cognition implicite, les relations sociales... Autrement dit, notre subjectivité : ce que nous ressentons, le sens que nous donnons aux choses, les liens qui nous engagent.

En revanche, les sciences naturelles peuvent orienter le changement. Elles fixent des objectifs, des seuils à ne pas franchir. Mais quand elles commencent à dire aux humains comment changer, elles s'aventurent hors de leur territoire et n'ont tout simplement pas les outils pour comprendre la subjectivité, les émotions, le sens que les gens donnent aux choses... Cela demande des compétences méthodologiques spécifiques — c'est précisément là qu'entrent en jeu les sciences comportementales.

Ensuite, quand on travaille sur la transition, on pense d'abord au climat. Mais le rapport a mis en évidence le lien à la biodiversité et a confirmé que les deux crises n'engagent pas les mêmes ressorts comportementaux. Le climat déclenche de la peur, de l'angoisse, du catastrophisme. La biodiversité, quelque chose de très différent : les gens basculent spontanément en



© EdWrightImages/FPA2

mode systémique. Ils parlent d'interactions entre les roches, les végétaux, les animaux, et ils se situent eux-mêmes dans ce réseau. « Je fais partie de la biodiversité. » Elle bénéficie d'une dimension sensorielle, relationnelle, presque intime, là où le climat reste souvent abstrait et cognitif. Cela a des implications énormes en termes de transition : on ne peut donc pas aborder les deux crises avec les mêmes outils, messages, émotions.

**Vous parlez de « transition humaine » plutôt que de « transition écologique ». Pourquoi ce renversement vous semble-t-il fondamental ?**

Pour cesser de confondre la cause et l'effet. La transition écologique est un résultat, une conséquence. Ce qui doit changer, ce sont nos comportements, nos systèmes de production et de consommation, nos imaginaires. Sauver les abeilles ne se fait pas en ajoutant des ruches mais en modifiant les causes humaines de leur disparition. Or pour comprendre pourquoi ce changement est si difficile, il faut regarder ce qui nous retient — et là, deux grands fantasmes collectifs sont à l'œuvre.

Le fantasme de la surabondance donne l'illusion d'une société de l'immédiateté, toujours plus rapide et inépuisable : l'approche « McDo » des choses — et même plus vite encore, parce qu'aujourd'hui on s'énerve si une page internet met trois secondes à se charger. Je m'observe moi-même le faire ! Ce fantasme est très puissant, notamment chez les jeunes générations formées à l'immédiateté. Et puis il y a, à l'inverse, le fantasme de la catastrophe, qui projette un futur dystopique, avec un imaginaire de barbelés autour de l'Europe, de conflits pour l'eau, l'énergie, les terres rares…

Entre ces deux fantasmes, l'écoanxiété est parfaitement logique car on ne donne pas d'image d'un futur intermédiaire, souhaitable, atteignable. À cela s'ajoute un obstacle que les sciences cognitives ont bien documenté : la charge mentale. Le plus grand frein au changement n'est plus l'inconfort physique — c'est l'inconfort de devoir s'observer soi-même en permanence. Là j'ai trop d'impact carbone, là j'affecte la biodiversité… c'est épuisant.

*"La transition écologique est un résultat, une conséquence. Ce qui doit changer, ce sont nos comportements, nos systèmes de production et de consommation, nos imaginaires."*

**Il y a aussi une résistance fréquente autour de la notion même de comportement, souvent perçue comme accusatrice envers l'individu…**

C'est une réaction quasi réflexe : parler de comportements, c'est mettre tout sur les épaules des individus. L'équation est automatique dans les têtes. Pourtant, il existe des comportements collectifs, organisationnels, structurels. Et, ce que confirme le rapport que nous avons produit, l'individu est toujours inséré dans un contexte : familial, urbain, politique, culturel. Je pense qu'il faut maintenant passer à l'échelle collective dans notre façon de parler de comportement. Insister sur l'individu est une mauvaise méthode — d'autant que beaucoup de gens se sentent déjà prisonniers, avec une marge de manœuvre très faible. Leur dire « c'est à vous de le faire » est non seulement insuffisant, mais contre-productif.

**Concrètement, quel est l'apport des sciences comportementales dans cette transition humaine ?**

D'abord, poser les bonnes questions. Plutôt que de partir du postulat que le climat est une motivation de changement, il faut questionner le postulat lui-même. Prenez l'exemple du vélo. Pourquoi les gens en font-ils ? Parce que c'est agréable l'été, parce que c'est plus rapide que la voiture. Pourquoi n'en font-ils pas ? Parce que c'est trop loin, qu'il pleut, ou qu'ils ont peur des accidents. Le changement climatique n'apparaît jamais, ni dans les motivations, ni dans les freins. Donc si vous faites toute une campagne pour encourager le vélo en utilisant l'argument climatique, vous ne toucherez que les écologistes convaincus — qui roulent déjà à vélo.

Les moteurs de changement varient selon les secteurs. Ce qui pousse à faire du vélo n'est pas ce qui pousse à arrêter de manger de la viande, ni ce qui conduit à rénover son logement. Il faut donc adopter une approche sectorielle. C'est vrai aussi pour les entreprises : les raisons qui amènent une PME à s'engager dans la transition sont souvent surprenantes. Un chef d'entreprise qui se fait accuser par ses propres enfants, à table, de contribuer à la destruction de la planète — c'est décisif. Rien à voir avec le climat en tant que tel ; c'est la relation intime, le regard de ceux qu'on aime, qui fait basculer. Autre levier : de plus en plus de candidats qualifiés posent des questions sur la RSE dès l'entretien. Si la réponse n'est pas sérieuse, ils partent. Les chefs d'entreprise comprennent qu'ils perdent de bons profils s'ils ne sont pas au rendez-vous.



**Vous questionnez la figure de la théorie économique classique, l'*homo economicus*. Comment déconstruire quelque chose d'aussi ancré ?**

Je commence par ne pas attaquer frontalement la notion, ce serait contre-productif. J'entre plutôt par les pratiques : quels sont vos critères d'évaluation ? Avez-vous pensé à la triple comptabilité, à intégrer le bien-être au travail dans une évaluation globale de la performance ? Et puis je montre que la figure du chef d'entreprise qui ne pense qu'au profit est davantage un imaginaire dominant qu'une réalité. Beaucoup de dirigeants ont une vision de leur entreprise comme acteur d'un territoire, engagé au-delà de la rentabilité. Plus récemment, j'observe un autre ressort : des chefs d'entreprise me disent qu'en arrivant au bureau le matin, ce qu'ils veulent, c'est voir leurs collaborateurs sourire. Ils ne conçoivent pas l'être humain comme un citron à presser jusqu'à la dernière goutte.
Ce que je trouve vraiment dangereux, c'est quand la théorie économique classique sort du monde académique pour devenir prescription de politique publique. Là, elle produit des effets incompatibles avec la transition et avec ce qu'est réellement un être humain. S'il n'y avait pas d'effet sur le réel, ce serait un jeu intellectuel. Mais l'effet est très réel...

**Si l'*homo economicus* doit être dépassé, comment nommer la figure qui pourrait le remplacer ?**

Je propose le terme d'*homo socialis*, parce que nous sommes des êtres profondément sociaux. Mais dans le contexte de la transition, peut-être faudrait-il parler d'un *homo ecosocialis* c'est-à-dire un être qui a conscience de vivre dans un monde vivant tout en étant un être de relations humaines. Cette figure n'exclut pas le rapport à l'argent comme facteur de décision : elle le remet simplement à sa juste place, parmi d'autres.

**Les leviers comportementaux, psychologiques et émotionnels sont exploités avec efficacité par le marketing depuis des décennies. Pourquoi les acteurs de la transition ne les ont-ils pas empruntés jusqu'à présent ?**

La réponse est surtout d'ordre idéologique. Beaucoup de militants écologistes sont anticapitalistes et rejettent le marketing comme tel. Pour ma part, je n'ai aucun problème avec ça. J'ai d'ailleurs travaillé avec l'organisation parisienne Entreprises pour l'Environnement, sur une étude des représentations sociales et des imaginaires dans la publicité. Ce qu'on y trouve est éclairant. Un exemple que j'adore : une publicité pour de la bière dans laquelle la caméra passe plus de temps sur la viande d'un barbecue que sur la bière censée être vendue. Il pourrait y avoir des légumes à la place — les concepteurs ne se sont probablement même pas posé la question. C'est de la cognition implicite totale : « Un bon barbecue, c'est quoi ? De la viande. » Ce travail a débouché sur un rapport visant à « décarbonner les imaginaires ». Faut-il le faire avant de changer les pratiques, ou l'inverse ? Les deux sont corrélés : il n'y a pas de causalité linéaire chez les humains. Il faut mener les deux de front.



### Les sciences comportementales peuvent-elles contribuer à construire ces imaginaires de futurs désirables ?

Absolument. On voit de plus en plus de recherches sur les imaginaires de la transition — pas seulement les imaginaires de la catastrophe ou du passé, mais des futurs désirables. Plusieurs armées nationales ont même embauché des écrivains de science-fiction pour participer à leurs réflexions prospectives. En France, les quatre scénarios de l'ADEME présentent des modes de vie décrits, des récits sur la façon dont on vivra. C'est une porte d'entrée vers l'imaginaire collectif, infiniment plus utile qu'une courbe de température. Et quand les sciences comportementales participent à ces exercices, on se retrouve avec des catégorisations de population plus réalistes, avec des gens plus ou moins contents d'être arrivés là. On sort des scénarios « bisounours » où tout le monde fait du yoga le matin. C'est plus honnête, et donc plus utile.

Je suis d'ailleurs contre l'idée qu'il faille chercher le consensus – qui n'a jamais vraiment eu lieu dans l'histoire humaine. Que des milliards de personnes puissent changer d'un bloc me semble utopique. Ce qui se passe lors de tout grand changement social, c'est un renversement : ceux qui résistaient deviennent minoritaires, ceux qui portaient le changement deviennent majoritaires. La recherche du consensus, au lieu d'aider, ferme des portes à des scénarios qui pourraient s'avérer précieux.  Et c'est précisément ce que l'urgence du moment nous interdit.

### Face à ce défi civilisationnel inédit, comment mobiliser la dimension émotionnelle à l'échelle d'une société ?

D'abord en reconnaissant l'être humain comme un être complexe, multidimensionnel, et en sortant définitivement de la pensée de la cause unique. Il y a des priorités, des points d'appui plus importants que d'autres selon les acteurs et les contextes. On peut également mobiliser le principe de plaisir, massivement sous-mobilisé. Deux discours peuvent mener au même résultat écologique, mais l'un d'eux est plus efficace : « Faites du vélo pour le climat ! » / « Faites-vous plaisir, faites du vélo » ou, mieux, dans une société très préoccupée par le corps et l'apparence : « Vous voulez rester en forme ? Faites du vélo ». Quant à la peur, elle peut avoir une certaine utilité dans la mobilisation des comportements mais elle doit absolument être accompagnée de moyens opérationnels concrets. La peur sans solution produit la sidération, le déni, l'apathie. Si on agite le drapeau de la catastrophe sans proposer de chemins praticables, on aggrave la situation.

### Vous pointez l'importance d'une connexion plus intime à la nature, presque d'ordre spirituel. Pourquoi ?

L'imaginaire consumériste est tellement puissant qu'on ne peut pas l'affronter frontalement : on perdrait. Or l'une des approches les plus puissantes, c'est de travailler non pas sur la peur de la perte, mais sur l'amour. Et ce n'est pas un fantasme : dans mes enquêtes en France, entre 20 et 25 % des personnes interrogées se reconnaissent spontanément dans un rapport spirituel à la nature. Cela ne se dit pas toujours à voix haute, par peur du jugement, mais c'est bien réel.

La peur de la perte vient toujours d'un amour préexistant. Si quelque chose nous est indifférent, on n'a pas peur de le perdre. Donc plutôt que de commencer par l'anxiété de l'extinction, pourquoi ne pas commencer par donner envie de protéger ? Des études en psychologie montrent que les personnes qui souhaitent protéger l'environnement à l'âge adulte ont eu une relation intime avec la nature pendant leur enfance — davantage que grâce à n'importe quel enseignement scolaire. Un enfant qui plante un arbre fruitier et qui, dix ans plus tard, revient le voir et mange ses fruits… Cette connexion, aucune leçon de SVT ne peut la donner.

### Dans les organisations qui réussissent leur transition, qu'est-ce qui fait la différence ?

La culture de l'erreur. Nous vivons dans une société qui la punit : à l'école, chaque faute coûte un point. Et pourtant, des modèles économiques qui fonctionnent très bien, comme les pharmaceutiques, opèrent avec un taux d'échec de 90 %. Quatre-vingt-dix médicaments ne verront jamais le marché pour dix qui le verront et sur lesquels on fera une fortune. Si je raconte ça aux gens et que je leur demande si c'est un modèle de succès, ils me regardent bizarrement. Et pourtant…

Dans toutes les collectivités territoriales que j'ai rencontrées qui sont en avance sur leurs voisines, je retrouve systématiquement une culture positive de l'erreur. Elles s'assoient après un échec, analysent ce qui n'a pas fonctionné et pourquoi, invitent des chercheurs pour comprendre. La Compagnie des Alpes, que j'accompagne, remet chaque année un « prix de la meilleure erreur » à une équipe. C'est festif, et derrière, il y a un retour d'apprentissage réel, partagé avec tous. C'est fondamental dans notre époque, parce que la transition implique l'innovation, et l'innovation implique l'échec. L'expérience montre que plus on accepte les erreurs avec des retours d'apprentissage formalisés, moins on en fait à terme. Sur le moyen-long terme, c'est extrêmement payant — dans tous les sens du terme.

### Le GIECO se fixe l'objectif d'être compris au-delà du cercle scientifique. Comment relevez-vous ce défi ?

Pour chaque chapitre du rapport, nous avons produit une synthèse opérationnelle dont la moitié des pages est consacrée à des mesures concrètes, directement applicables. Mais surtout, nous avons fait quelque chose que je n'avais jamais vu ailleurs : après rédaction, nous avons soumis ces résumés à des personnes non scientifiques en leur posant une seule question : est-ce que vous comprenez ou pas ? Si la réponse est non, on réécrit. La science comportementale ne sert à rien si elle reste dans l'entre soi.

En savoir plus sur le GIECO et découvrir le résumé en français du tome 1 du premier rapport, « Le facteur humain dans la transition : émotions, normes et représentations » :

**alliancepourlegieco.org**



# *DIX JEUNES* LEADERS QUI FONT *BOUGER* LES LIGNES



Photos de l'article © Thibault Siman/FPA2

Du 22 au 30 mai 2026, la quatrième édition du campus Re.Generation Future Leaders, organisée par la Fondation Prince Albert II de Monaco, a rassemblé une nouvelle promotion de dix jeunes talents internationaux engagés dans la préservation de l'environnement.

## RENCONTRE AVEC CES PERSONNALITÉS INSPIRANTES QUI CONSTRUISENT LE MONDE DE DEMAIN.



# L'INGÉNIERIE AU SERVICE D'UN AVENIR DURABLE



## Aman KC (Népal)

*Glaciologue. Doctorant spécialisé dans la dynamique des glaciers et les impacts climatiques sur les écosystèmes montagneux vulnérables et les communautés en aval.*

## Joseph Nguthiru (Kenya)

*Jeune Champion de la Terre des Nations unies. Ingénieur en technologies climatiques. Fondateur de HyaPak, qui transforme la jacinthe d'eau, plante invasive, en emballages durables et biodégradables pour lutter contre la pollution plastique.*

**Quel rôle jouent, selon vous, l'innovation et les données dans le progrès scientifique et la mise au point de solutions ?**

**Aman** : Mes travaux de recherche reposent surtout sur l'exploitation de données. Celles que j'utilise proviennent essentiellement de l'innovation. Si l'on regarde les méthodes appliquées autrefois en glaciologie, les chercheurs devaient aller sur le terrain et passer des mois en expédition. La collecte de données leur prenait un temps, des efforts et une énergie considérables. Aujourd'hui, grâce à des innovations comme les satellites et autres technologies de télédétection, nul besoin d'être *in situ* pour recueillir ces informations. Ce sont les satellites qui, en continu, collectent des données ; selon le système, tous les six à seize jours, voire plus souvent.
Ayant désormais accès à une masse gigantesque de *data*, nous pouvons suivre de près l'évolution des glaciers à distance.
L'innovation a véritablement transformé notre perception de la glaciologie en tant que discipline scientifique : nous voici capables de répondre à des questions jusque-là insolubles. Cette abondance de données nous aide à mieux comprendre le recul des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et bien d'autres processus environnementaux.

**Joseph** : La science progresse grâce à l'innovation, et l'innovation progresse grâce à la science. Les deux doivent aller de pair. À mesure de l'émergence d'innovations et de nouvelles technologies, il est de notre devoir de repousser les limites de la science et d'élargir le champ

des possibles pour l'humanité. Nous pouvons recourir pour cela à l'intelligence artificielle ou à des technologies de pointe – par exemple celles utilisées dans l'exploration spatiale –, ou à des alternatives innovantes au plastique – comme nous y travaillons chez HyaPak.

### En quoi est-il important que ces avancées soient partagées avec le plus grand nombre ?

**Joseph** : À l'échelle mondiale, le monde universitaire est confronté, selon moi, à un problème majeur : de nombreuses recherches de qualité finissent en général par être publiées sous forme d'articles qui resteront dans les rayons des bibliothèques universitaires ou quelque part sur Internet, où personne ne les lira jamais. Aussi est-il capital de mieux adapter masters et thèses de doctorat aux besoins de la société et aux enjeux des communautés à travers le monde.
Chez HyaPak, outre la lutte contre la pollution et l'invasion de la jacinthe d'eau, nous apportons aux communautés des avantages économiques (revenus complémentaires, emplois verts), en sollicitant leurs membres pour récolter les jacinthes. De plus, contrairement aux plastiques et microplastiques, cette plante ne présente aucun risque pour la santé humaine. Il est vraiment important de mon point de vue que science et innovation s'attèlent pleinement à résoudre les problèmes humains et à surmonter les défis communautaires.

**Aman** : La participation du public, surtout en science, est d'une importance capitale. Par le passé, les scientifiques n'ont pas toujours su traduire leurs découvertes dans un langage accessible. Aussi une grande partie de la population mesure-t-elle mal ce qui se passe autour d'elle. Bien sûr, nous ne voulons pas d'une communication scientifique qui se résumerait à des titres à sensation ou à des articles alarmistes. Nous souhaitons présenter aux gens la réalité et les conséquences de cette réalité d'une manière compréhensible. Il est important qu'ils soient conscients des aspects tout à la fois positifs et négatifs des avancées scientifiques. Au lieu d'entendre uniquement parler des risques (perte de leur logement, répercussions des changements environnementaux sur leur communauté), ils doivent aussi comprendre ce que font les scientifiques pour améliorer leurs conditions de vie, mettre au point des systèmes d'alerte précoce en cas d'inondations et mieux appréhender les changements environnementaux susceptibles d'affecter les communautés locales ou autochtones.
Les milieux universitaires ont déjà conscience de ces enjeux ; le grand public doit avoir accès aux mêmes connaissances.

### Comment, justement, parvenez-vous à rendre accessibles des connaissances pointues à un public non initié ?

**Joseph** : J'ai appris une chose essentielle : lors de vos prises de parole – même pour pitcher un projet –, vous devez garder à l'esprit que, peut-être, certains membres de l'auditoire ont une connaissance basique du domaine, tandis que d'autres n'ont absolument aucune idée ni de l'intérêt de votre solution ni des enjeux derrière le problème que vous tentez de résoudre. Par conséquent, chaque fois que vous expliquez quelque chose, faites-le comme si vous vous adressiez à un enfant ou à votre grand-mère.

**Aman** : Pour moi, traduire des connaissances pointues consiste à transposer le cadre « données-méthodologie-conclusions » propre à la recherche universitaire. Face à un non-spécialiste, je commence par évoquer les répercussions concrètes pour sa communauté. J'explique par exemple comment les changements à l'œuvre dans les régions glaciaires isolées comme le Groenland vont affecter la sécurité de l'approvisionnement en eau.
Face à des décideurs, l'objectif est de leur fournir des données tangibles, qui leur permettent d'élaborer des politiques durables et pertinentes pour la planète.

# LA MODE, LEVIER DE LA TRANSITION

### Comment concilier esthétique, innovation et durabilité dans le secteur de la mode sans que l'un ne se fasse au détriment de l'autre ?

**Ge** : Pour moi, l'esthétique a une réelle importance, car sans de beaux vêtements, mon entreprise ne tiendrait pas la route. Mais sans durabilité, je ne vois aucun intérêt à exercer ce métier. L'innovation allie design et développement durable. Par exemple, en recourant à l'IA et eu prototypage 3D avec rendu aquarelle, je réduis la pollution de l'eau. Nous continuons à fabriquer de très belles pièces, mais seuls 25 % du processus de teinture génèrent des eaux usées.
Il n'y a pas de solution parfaite selon moi. Mais c'est aussi ce qui rend le défi passionnant : j'apprends de mes pairs et du secteur.

**Thamires** : Ayant suivi des études de stylisme, je pense que la beauté est importante, mais qu'elle doit et peut aller de pair avec innovation et développement durable. Avec notre projet, nous avons voulu nous attaquer à plusieurs grands enjeux environnementaux bien connus, notamment, pour la culture du coton, aux problèmes dus à l'utilisation intensive de pesticides et d'insecticides. Aussi avons-nous supprimé ces intrants pour recourir uniquement à l'eau de mer, à la lumière naturelle et au $CO_2$.
Autre problème majeur dans la mode : la pollution par les microplastiques, due à 75 % (c'est considérable !) à la façon dont nous lavons nos vêtements. C'est aussi la cause d'une grande partie des microplastiques présents dans l'Océan.
Puisque nous avons l'occasion de créer quelque chose de nouveau, pourquoi ne pas inscrire l'innovation et la durabilité parmi nos fondamentaux, dès le départ ? C'est exactement ce que recherchent nos clients et nos marques. Ils veulent un produit durable et performant, qui reste esthétique au quotidien.

### Comment traduire ces enjeux auprès des consommateurs ?

**Ge** : En tant que créatrice, ma priorité est de concevoir des vêtements durables et des modèles plus polyvalents, en phase avec les besoins des consommateurs. Cette conception « fonctionnelle » ou « réfléchie » contribue à économiser beaucoup de ressources.
J'ai par ailleurs toujours aimé rendre mes récits accessibles au plus grand nombre. Dans la mesure du possible, je gère moi-même mes réseaux sociaux pour partager l'histoire derrière mes créations. D'où les quelque 40 000 abonnés que j'ai réussi à rassembler autour de ma marque sur une grande plateforme chinoise.

**Thamires** : Le monde de la mode étant dicté par les tendances, nous endossons une responsabilité énorme dès le départ. Ce que nous choisissons de communiquer aux consommateurs et au grand public importe. Pour les sensibiliser, il est essentiel de leur présenter nos produits et leurs caractéristiques en expliquant ce qui rend notre approche unique. Là réside peut-être notre super-pouvoir : dans la capacité à transformer le secteur de la mode en faisant preuve de transparence, en sensibilisant et en innovant.

## Thamires Pontes (Brésil)

*Fondatrice et CEO de Phycolabs, qui développe des fibres textiles innovantes à base d'algues pour décarboner l'industrie de la mode.*



## Ge Yu (Chine)

*Entrepreneuse de la mode durable. Fondatrice d'Annderstand, au service de l'économie circulaire et du dialogue interculturel.*

### À quoi pourrait ressembler une industrie de la mode idéale dans dix ans ?

**Ge** : À un système circulaire. Si 100 % des vêtements pouvaient être revendus, ce serait fantastique. Je ne pense pas que les gens aient envie de porter les mêmes modèles chaque année ; on finirait par s'en lasser. Et ce n'est pas grave. Mais, dès que vous vous en lassez, pourquoi ne pas recycler vos vieux vêtements ? Par ce cycle circulaire, ils continuent à vivre et vous pouvez vous en acheter d'autres.
J'espère aussi qu'en matière de développement durable, la chaîne d'approvisionnement gagnera en transparence. Pour l'heure, ce n'est pas le cas à 100 %.

**Thamires** : Dix ans, c'est peu, surtout s'agissant de matières et de systèmes commerciaux en place depuis des décennies. Pour autant, aujourd'hui, le développement durable est l'un des enjeux majeurs de l'industrie de la mode. Ce que je souhaite vraiment – et vers quoi je tends –, c'est de créer une chaîne de valeur équitable, de la production de matières premières à l'élimination ou au recyclage des vêtements. Il est important, à mon sens, de développer des matières ayant un impact positif non seulement au moment de la culture, mais aussi tout au long de la production, de la fabrication et à chaque étape de la chaîne de valeur. Je souhaite un monde où la diversité des matières influerait positivement tout à la fois sur les individus, l'industrie et l'environnement.

# VERS UNE ÉCOLOGIE INCLUSIVE



### Garvita Gulhati (Inde)

*Entrepreneuse sociale engagée en faveur du développement durable. Fondatrice de Why Waste?, qui transforme les pratiques de conservation de l'eau à grande échelle et fait le lien entre initiatives locales et capitaux internationaux.*

### Fiorella Herrera (Pérou)

*Étudiante en biologie marine. Militante écologiste. Fondatrice de We Can Be Heroes, qui pilote des projets de conservation et de régénération à grande échelle en Amazonie.*

### Dayana Blanco (Bolivie)

*Leader autochtone spécialiste de la régénération des écosystèmes. Fondatrice de la Uru Uru Team, qui restaure les zones humides d'altitude en combinant savoirs ancestraux et méthodes scientifiques.*

**Comment définissez-vous la justice environnementale ?**

**Fiorella** : La justice environnementale est une question de survie et de dignité. Il s'agit de défendre la vie sous toutes ses formes et de reconnaître que droits de l'homme et droits des écosystèmes sont indissociables. Durant mon parcours – de la découverte d'un dauphin mort sur une plage péruvienne à mon militantisme au service des communautés autochtones et de la biodiversité amazonienne –, j'ai pu constater combien la dégradation de l'environnement est un acte de violence qui frappe toujours les plus vulnérables. Pour moi, la véritable justice environnementale consiste à donner une voix, une visibilité et une protection juridique à ceux qui préservent l'équilibre de notre planète, mais sont systématiquement ignorés.

**Garvita** : Oui, c'est tout à fait ça. Il s'agit de combler ce fossé en veillant à ce que les communautés en première ligne face aux pénuries aient réellement leur mot à dire dans les instances décisionnelles. Cela implique de considérer l'accès à l'eau potable comme un droit et non comme un privilège. Le fardeau de la conservation doit faire l'objet d'une répartition équitable, plutôt que d'être délaissé, discrètement, sur les épaules des populations les moins à même de l'assumer.

**Dayana** : Avec la Uru Uru Team, nous avons constaté combien la pollution peut menacer non seulement un écosystème, mais aussi la culture, l'identité et le mode de vie d'une communauté. Loin de se résumer à réparer les dommages causés à l'environnement, la justice environnementale consiste à restaurer la dignité, à reconnaître les savoirs ancestraux et à veiller à ce que les communautés contribuent activement à l'élaboration de solutions. Lorsque nous restaurons un lac, nous redonnons également de l'espoir, nous créons des opportunités et renouons les liens entre nature et êtres humains.

### À votre avis, que devons-nous apprendre pour mieux nous connecter les uns aux autres ?

**Fiorella** : L'écologie nous enseigne que rien n'existe isolément ; la destruction d'une tourbière en Amazonie affecte le régulateur climatique de la planète tout entière, de même que la surexploitation industrielle de nos mers anéantit les moyens de subsistance des populations côtières. Nous devons apprendre à créer des ponts entre la rigueur scientifique et la sagesse ancestrale des peuples autochtones, en reconnaissant l'importance des deux face à la crise climatique.

**Garvita** : Qu'il s'agisse d'une enfant cherchant d'où vient l'eau qu'elle boit ou d'un décideur politique debout au milieu du lit d'une rivière asséchée, nous devons rapprocher les gens des systèmes naturels dont ils dépendent. C'est en allant sur le terrain que l'on prend conscience des défis à relever. Bien plus qu'un concept intellectuel, l'interdépendance est une expérience qui se vit.

**Dayana** : Plantes, animaux, êtres humains et écosystèmes sont tous liés. Travailler avec ma communauté m'a appris que les solutions naissent à la conjonction des points de vue, lorsque l'on prend en compte et qu'on implique tous les membres de la communauté. Aînés et enfants autochtones, enseignants et scientifiques : chacun détient une pièce du puzzle. Personne n'a toutes les réponses, et il est plus efficace de collaborer que d'agir individuellement. Nous devons en avoir bien conscience.

### Vous travaillez toutes en étroite collaboration avec les communautés. Qu'est-ce qui incite leurs membres à se rassembler autour d'un objectif commun ?

**Fiorella** : Ces dix dernières années, en pilotant We Can Be Heroes sur la côte, dans les hautes terres et dans la jungle péruvienne, j'ai appris qu'un objectif commun ne s'impose jamais ; il se construit à partir de la base. Qu'il s'agisse de protéger 25 000 hectares de forêt amazonienne contre l'exploitation forestière illégale ou de faire respecter la législation environnementale locale, ce qui unit véritablement les communautés, c'est l'espoir commun de retrouver leur dignité et d'assurer un avenir à leurs enfants. Par ailleurs, en ma qualité de jeune femme – confrontée au sexisme et régulièrement sous-estimée –, je sais qu'un objectif commun devient inébranlable dès lors que nous transformons les obstacles en force collective.

**Garvita** : Je crois au pouvoir des récits partagés. En lançant Why Waste?, plutôt que de chiffrer les litres gaspillés, j'ai demandé aux gens : Quand avez-vous fait le plein d'eau pour la dernière fois ? Savez-vous ce que c'est que de ne pas y avoir accès ? Quand quelque chose vous touche personnellement, vous cessez d'être simple spectateur pour agir véritablement. Entre écoliers en Inde et partenaires répartis sur différents continents, la communauté avec laquelle j'ai travaillé s'est unie parce que ses membres partageaient le même sentiment de perte et nourrissaient le même espoir. Maintenant quand quelqu'un remplit son verre d'eau à moitié au restaurant, il sait pourquoi il le fait : sa vision de la ressource a changé.

**Dayana** : D'expérience, les gens se regroupent lorsqu'ils ont le sentiment d'appartenir à quelque chose qui les dépasse. Ce qui les rassemble, plus qu'un problème, c'est une vision porteuse d'espoir. Au sein d'une communauté, les membres ayant compris que le changement est possible vont s'impliquer dans la recherche de solutions, tisser des liens, partager rêves et expériences, et agir ensemble. Ils nouent des relations de confiance et les consolident. Un changement durable passe par le sentiment de chacun d'être respecté et valorisé.

# UN STORYTELLING QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

**En quoi votre parcours personnel a-t-il influencé votre engagement actuel ?**

**Flora** : J'ai grandi avec une fascination profonde pour l'Océan, l'eau et le vivant, et très tôt est née l'envie de contribuer à leur préservation. Je suis ingénieure agronome chargée de projets environnementaux, mais mon parcours de sportive de haut niveau a ajouté une autre dimension à cet engagement. J'y ai découvert la capacité du sport à rassembler, à inspirer et à faire évoluer les comportements. J'ai compris que les athlètes ne sont pas seulement des compétiteurs ; lorsqu'ils sont accompagnés pour porter des causes qui les touchent, ils peuvent aussi devenir des ambassadeurs du changement.

**Amber** : Au début de mon doctorat, j'ai constaté que bon nombre des structures traditionnelles de conservation marine ne répondaient pas au mieux aux besoins des communautés avec lesquelles nous collaborions. Aujourd'hui, dans mon travail, je m'efforce donc vraiment d'élargir mon horizon et de repenser la production du savoir. Mon objectif est de veiller à ce que les communautés côtières participent activement à l'élaboration de ces connaissances, voient les solutions se réaliser et profitent des bienfaits qui en découlent.

**Grace** : Avant de m'intéresser aux régions polaires sous l'angle de la politique ou de la science, je les ai abordées de façon très personnelle : en y passant beaucoup de temps. Et c'est, je pense, ce qui caractérise mon travail aujourd'hui. C'est ce sentiment d'appartenance, de « chez-soi » presque, qui me lie si profondément à ces régions et me fait les aimer autant. De ce fait, je peux désormais adopter des points de vue plus politiques ou scientifiques et les appliquer à des domaines qui me tiennent vraiment à cœur.

**Vous travaillez toutes les récits de différentes manières : par le sport, la communication, la culture. Qu'est-ce qui confère à un récit un véritable pouvoir de transformation ?**

**Flora** : Je sens qu'un récit peut être puissant lorsqu'il entre en résonnance avec l'expérience vécue des personnes et ouvre de nouvelles perspectives. Les faits sont indispensables, mais ce sont souvent aussi les histoires qui nous mettent en mouvement. J'ai voulu expérimenter cette idée à travers la création de la Roca Cup, un festival autour du wingfoil conçu comme un laboratoire d'innovation sociale et environnementale. Nous pensions organiser une seule édition, mais l'enthousiasme suscité a dépassé toutes nos attentes. C'est peut-être cela, la force d'un récit transformateur : lorsqu'il ne se contente plus d'être raconté, mais qu'il devient une expérience à vivre.

**Amber** : Je m'efforce d'intégrer récits et histoires locales tant dans mon travail scientifique que de communication. Ce qui rend une histoire véritablement transformatrice, à mon sens, c'est sa capacité à créer des liens entre des personnes n'ayant peut-être rien d'évident en commun et n'étant pas forcément confrontées aux mêmes difficultés. Quand on aide les gens à comprendre ce que vivent les autres et à tisser des liens plus profonds, même si leurs chemins ne se croisent peut-être jamais dans la réalité, l'impact peut être incroyablement fort.

**Grace** : Je suis d'accord ! Une histoire transformatrice va au-delà des données brutes ou de la réflexion analytique. Elle suscite une émotion et procure un fort sentiment d'appartenance. Je travaille dans des régions extrêmement reculées, que la plupart n'auront jamais l'occasion de visiter. Il est donc essentiel, pour raconter ces lieux, de donner aux gens l'impression d'expérimenter ces environnements, même à distance.

### Flora Artzner (France)

*Championne du monde de wingfoil. Experte en biodiversité. Fondatrice d'Ecowave. Coordinatrice d'Athletes for Science. Organisatrice de la Roca Cup, qui allie sport et protection de l'environnement.*

### Grace Cordsen (Etats-Unis)

*Exploratrice, chercheuse et storyteller, qui étudie en Arctique et en Antarctique l'impact de l'activité humaine, le changement climatique et la préservation de l'environnement.*



### Amber Carter (Royaume-Uni)

*Chercheuse en sciences socio-écologiques marines, qui exerce à la croisée entre science, politique et communication pour soutenir les actions communautaires de conservation des océans.*

**Quelle est la responsabilité des communicants dans la construction des imaginaires des jeunes générations ?**

**Flora** : L'influence des personnalités publiques, comme les sportifs, n'a jamais été aussi forte. Ils contribuent chaque jour à façonner ce qui est perçu comme désirable, possible ou inspirant. Et cela s'accompagne d'une responsabilité immense car nous traversons une crise climatique et une crise de la biodiversité majeures. Il faut montrer que l'action est possible et, pour se projeter dans le temps long, nous avons aussi besoin d'espoir, de courage et, si possible, de joie. C'est le sens de l'initiative Athletes for Science qui réunit scientifiques et sportifs autour de sujets qui leur tiennent à cœur pour enrichir l'engagement de ces derniers.

**Amber** : Les communicants influent en effet considérablement sur la compréhension publique des enjeux auxquels nous sommes confrontés, notamment les questions environnementales. Ils façonnent fortement la manière dont les gens perçoivent ces défis et y font face. J'aimerais beaucoup les voir plus nombreux à jouer un rôle actif pour aider les jeunes générations à comprendre les problématiques environnementales. On peut très bien y parvenir d'une manière attrayante, voire ludique. Et une fois ces discussions inscrites dans la culture quotidienne, les individus ne considèrent plus ces défis comme des problèmes abstraits, déconnectés de leur vie. Ils deviennent plus enclins à passer à l'action et à chercher, collectivement, des solutions.

**Grace** : L'action en faveur du climat est avant tout tournée vers l'avenir. Bien sûr, il s'agit de problèmes actuels, mais, au final, seul importe ce qui aura une incidence demain. Il s'agit de nous demander comment nous préparer – nous, nos communautés, notre environnement – non seulement à survivre, mais aussi à prospérer dans les années à venir.
Dans le cadre de mes fonctions, lorsque je m'adresse à des jeunes, j'aime réfléchir à la façon dont préserver cette imagination, cette curiosité, cette joie, cette passion et cette étincelle créative, tout en veillant à ce que chacun reste ancré dans les faits et les preuves.

# RACONTER LA *BEAUTÉ, L'URGENCE* ET *L'ESPOIR*



Le Prix de Photographie Environnementale de la Fondation Prince Albert II de Monaco récompense chaque année depuis 2021 des photographes engagés à protéger le monde vivant, ses espèces et ses écosystèmes.
À travers sa nouvelle édition, la photographie de conservation et le photojournalisme environnemental s'affirment une fois de plus comme de puissants leviers de sensibilisation.

Qu'il s'agisse de mettre en lumière la beauté de notre planète – au cœur des forêts, des régions polaires et des fascinants mondes marins –, ou de documenter les impacts de l'activité humaine, tantôt destructrice, tantôt régénératrice, le Prix de Photographie Environnementale poursuit son ambition de promouvoir auprès du plus grand nombre des histoires « porteuses de sens ». Car, comme l'explique Sergio Pitamitz, photographe animalier et de conservation, collaborateur National Geographic, et président du concours, le Prix ne vise pas seulement à sélectionner des images « visuellement saisissantes », celles-ci doivent avant tout être « capables d'informer, de susciter l'engagement et de sensibiliser aux défis urgents auxquels notre planète est confrontée ».

PLUS D'INFOS

fpa2photoaward.org

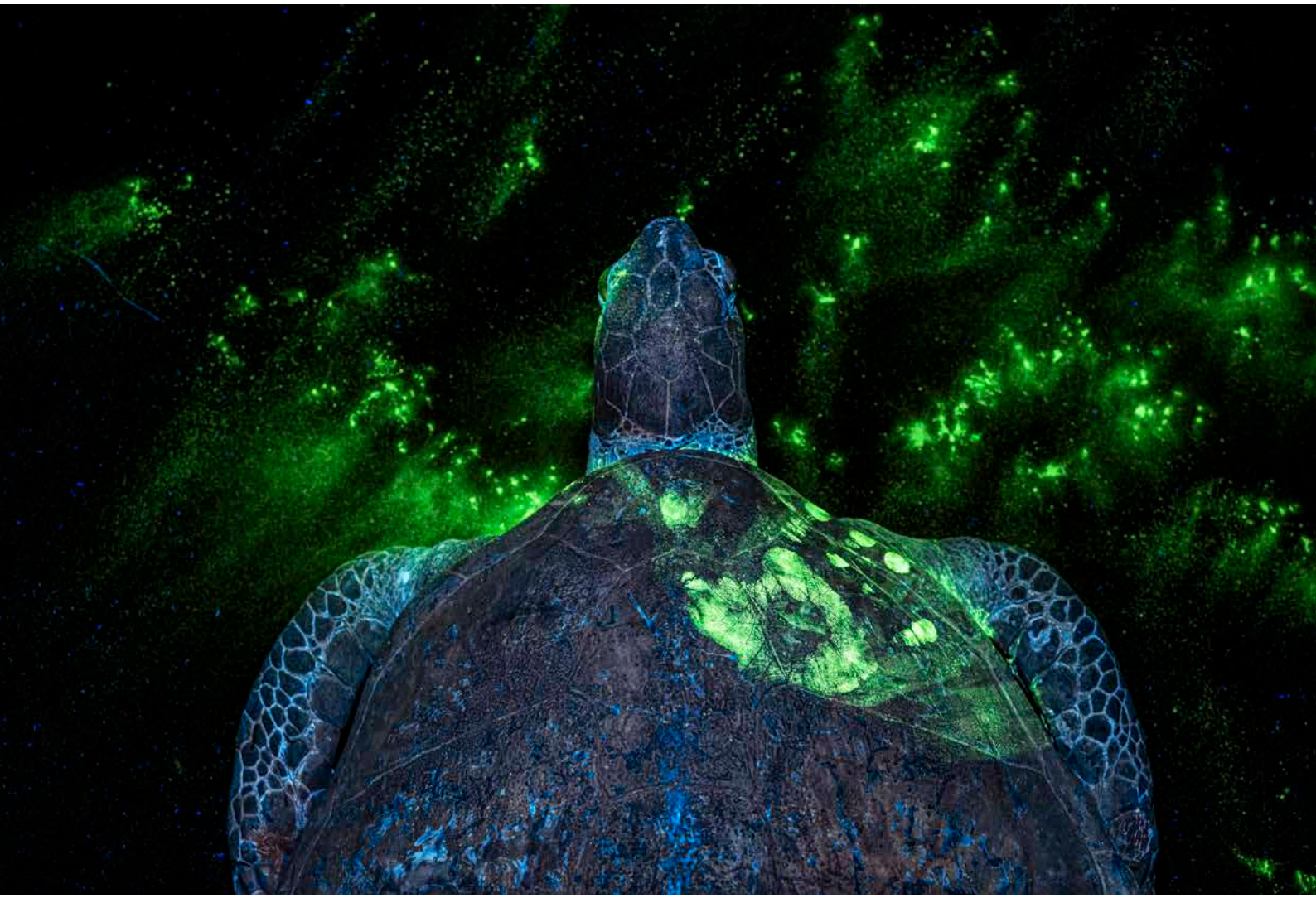
Une devise partagée par le jury de haut niveau constitué pour l'édition 2026 : Jasper Doest, président du jury, photographe spécialisé dans les sujets de conservation et de vie sauvage (Pays-Bas), Angel Fitor, photographe d'histoire naturelle et photojournaliste spécialiste des écosystèmes aquatiques (Espagne), Tom Gilks, directeur général et responsable de contenu pour la Nature Picture Library (Royaume-Uni), Sharon Guynup, journaliste, autrice, photographe et exploratrice National Geographic (États-Unis), Florian Ledoux, cinéaste et photographe spécialiste de l'Arctique (France), Steve Winter, photojournaliste spécialiste des grands félins et réalisateur de documentaires (États-Unis) et Christian Ziegler, photojournaliste et documentariste en sciences et histoire naturelle (Allemagne).

Ces personnalités de renom, engagées en faveur de la défense de la nature, ont eu la lourde tâche de sélectionner parmi près de 8 000 images, les trente-six photographies de l'édition 2026. Sept d'entre elles – présentées dans les pages qui suivent – ont été récompensées et la distinction suprême, le Prix du Photographe Environnemental 2026, a été décernée à la photographe Britta Jaschinski pour son image *Handprint on Sea Turtle* qui « vise à mettre en lumière la fragilité des espèces, ainsi que le rôle essentiel de la science dans la protection de notre extraordinaire faune sauvage ». Selon ses termes, « bien que les traces de présence humaine puissent être troublantes, cette photographie témoigne avant tout d'un progrès : l'innovation qui donne une voix à la vie sauvage, transformant la preuve en un puissant outil de sensibilisation et de responsabilisation ».

Après avoir été exposées à Monaco du 28 mai au 30 juillet 2026, les images de l'édition 2026 du Prix de Photographie Environnementale poursuivent leur voyage au gré d'itinérances internationales, continuant de faire vivre leurs récits et résonner leurs messages. Depuis la création du Prix en 2021, ce sont plus de deux cents images qui ont pu rayonner à travers le monde ; une collection exceptionnelle qui sera bientôt enrichie par une nouvelle sélection en 2027, pour laquelle le concours est d'ores et déjà ouvert, jusqu'au 1er novembre prochain.

*"L'environnement et la faune sauvage ne peuvent pas appeler à l'aide. Le Prix de Photographie Environnementale leur donne une voix. "*

Sergio Pitamitz,
président du concours



**Britta Jaschinski**
*Handprint on Sea Turtle*
Science médico-légale contre trafic d'espèces sauvages, Royaume-Uni, 2025

## PHOTOGRAPHE ENVIRONNEMENTAL 2026
## LAURÉAT DE CATÉGORIE « ACTEURS DU CHANGEMENT »

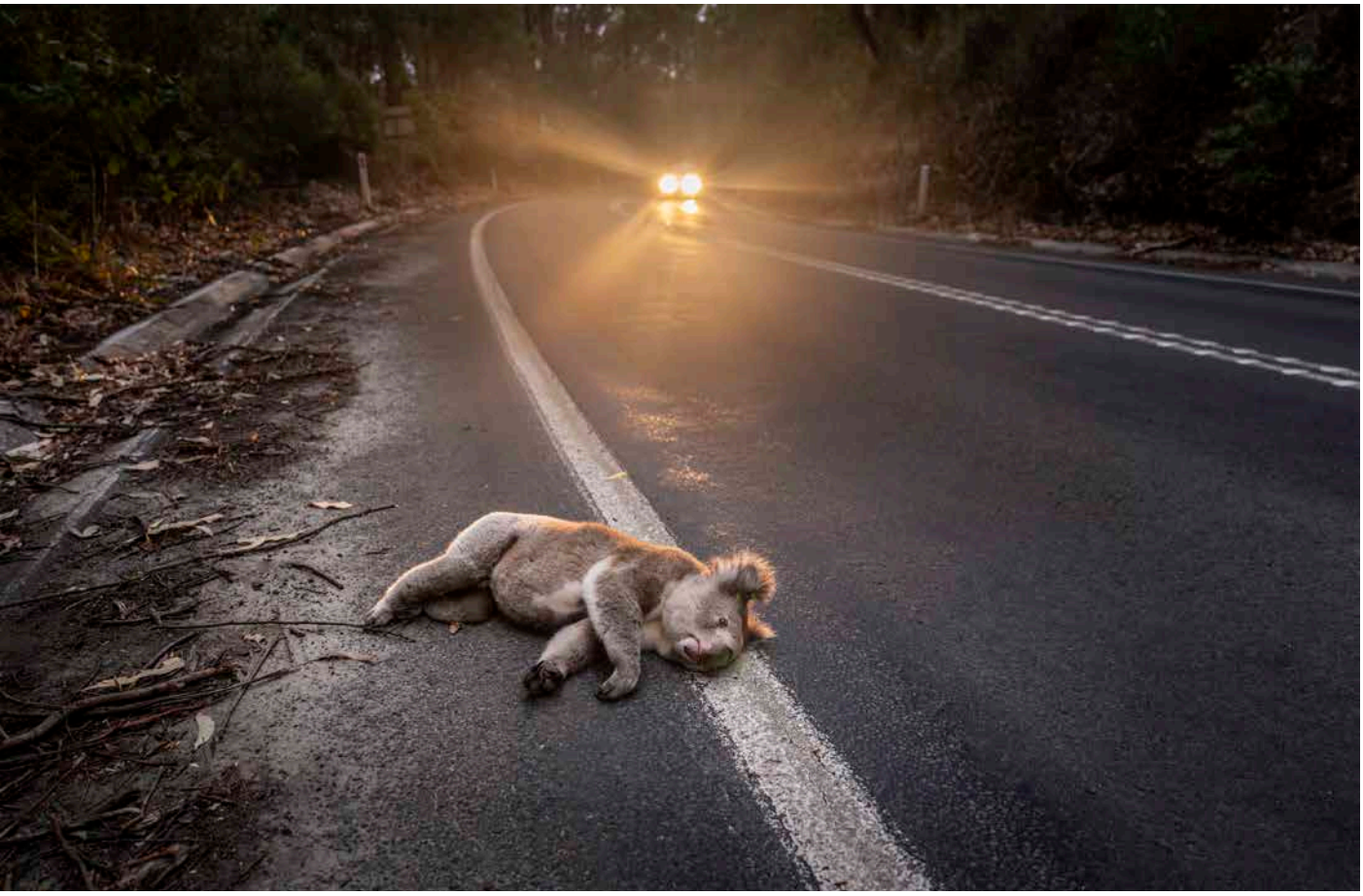
Tout crime laisse une trace. Accompagner la police scientifique spécialisée dans les animaux sauvages, c'est traquer les contrebandiers dans l'objectif de perturber, voire démanteler les chaînes de commerce illicite de cette faune. À première vue, il semble s'agir ici d'une simple photographie sous-marine d'une tortue verte (*Chelonia mydas*). Mais voyez-vous l'empreinte de main ? Cette scène illustre une méthode utilisée pour collecter des preuves médico-légales et aider à arrêter braconniers et trafiquants d'animaux. Un colorant fluorescent spécial, photographié ici sous une lumière ultraviolette, révèle les traces de doigts, de sang et autres liquides biologiques, mais aussi de poudre à canon et plus encore. Le Dr Alexandra Thomas et Louise Gibson, respectivement médecin légiste et experte médico-légale au ZSL Wildlife Forensic Lab (Londres), mettent au point diverses méthodes pour assister ainsi les forces de l'ordre. Six des sept espèces de tortue de mer dans le monde sont menacées d'extinction (classées comme vulnérables, en danger ou en danger critique) pour cause de persécution humaine, destruction d'habitat ou pollution marine.

## LAURÉAT DE CATÉGORIE « HUMANITÉ CONTRE NATURE »

La pêche aux ailerons de requin et leur commerce représentent l'une des principales menaces qui pèsent sur la biodiversité marine et l'équilibre des écosystèmes océaniques. Au Brésil, les autorités de contrôle ont révélé un système de fraude récurrent, impliquant des cargaisons contenant régulièrement des espèces protégées et en danger critique d'extinction. En 2023, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (IBAMA) a réalisé la plus grande saisie d'ailerons jamais enregistrée sur le territoire – 28,7 tonnes, soit au moins 10 000 requins décimés, dont des espèces menacées. Une fois les formalités réglées, la loi exige que ces ailerons, matériaux biologiques, soient incinérés. Cette photographie documente l'incinération effectuée à São Paulo en 2025, sous la supervision de l'IBAMA. L'acte symbolise à la fois l'application de la loi sur l'environnement, et le besoin urgent d'une action publique capable de rompre la logique d'un commerce qui transforme un prédateur ultime – essentiel à la santé des océans – en un amas de déchets envoyés aux flammes. Décision historique, l'IBAMA a annoncé jeudi 26 mars 2026 l'interdiction, à l'échelle nationale, de l'exportation d'ailerons de requins. Le Brésil a également interdit l'importation de tout requin classé comme espèce menacée sur sa liste officielle.

**Fernando Faciole**
*Born for the Ocean, Fated to the Flames*
Incinération d'une saisie d'ailerons de requins, Brésil, 2025





**Doug Gimesy**
*Koalas are Dying for You to Slow Down*
Koala renversé par une voiture, Australie, 2025

**PRIX DU PUBLIC**
**MENTION D'HONNEUR CATÉGORIE « HUMANITÉ CONTRE NATURE »**

Que ce soit pour se nourrir, rejoindre leurs congénères ou se trouver un abri, les koalas (*Phascolarctos cinereus*) traversent fréquemment les routes. Malheureusement, les traumatismes routiers constituent une menace majeure pour cette espèce australienne emblématique. L'intensité du trafic, les limitations de vitesse trop élevées – surtout entre le crépuscule et l'aube – et les conduites irresponsables y contribuent largement. Mais les collisions ne sont pas seulement un problème de conservation : elles portent gravement atteinte au bien-être animal, entraînant des blessures invalidantes telles que des fractures de la mâchoire, des membres ou de la colonne vertébrale. Si certains koalas peuvent être retrouvés, secourus et soignés, beaucoup rampent dans la brousse pour une lente et douloureuse agonie, ou vivent handicapés dans d'atroces souffrances. Ralentir permettrait d'éviter toutes ces morts, ces souffrances et ces douleurs.



**Arnaud Farré**
*Spirits of the Falls*
Chutes d'Iguazú,
Argentine et Brésil, 2024

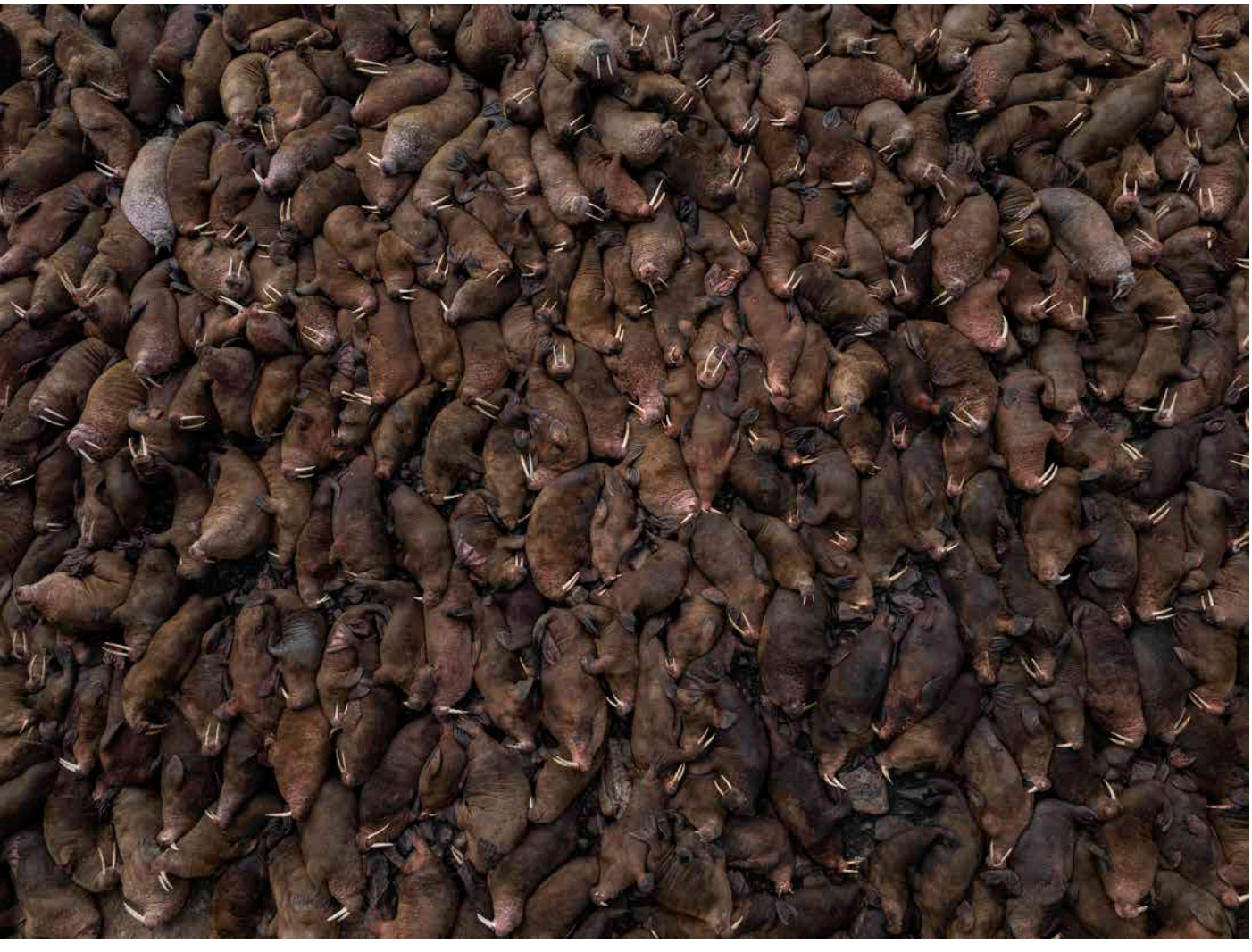
## LAURÉAT DE CATÉGORIE « FORÊTS »

Les chutes d'Iguazú (qui signifie en indigène « grande eau ») ont la particularité d'être situées sur deux pays, l'Argentine et le Brésil. Elles composent un ensemble de 275 cascades en enfilade sur pas moins de trois kilomètres de long et sont protégées par un parc national dans chacun des deux pays. Celui d'Iguazú (Argentine) a été créé en 1934, sur 67 000 hectares, pour protéger l'un des plus beaux sites naturels du pays et l'un des plus visités. Il a été classé patrimoine naturel de l'humanité par l'Unesco en 1984. Le site héberge plus de 450 espèces d'oiseaux, dont des Toucans toco (*Ramphastos toco*), une espèce emblématique de la forêt subtropicale. Ces oiseaux, les plus grands de leur famille, sont reconnaissables à leur long bec orange vif. Ils se nourrissent de fruits et peuplent les cimes de la canopée.

## LAURÉAT DE CATÉGORIE « RÉGIONS POLAIRES »

Les morses du Pacifique (*Odobenus rosmarus divergens*) sont les plus grands morses de la planète : les mâles peuvent atteindre quatre mètres de long et peser jusqu'à 1,5 tonne. Cette photographie montre un de leurs rassemblements, ou « haulout » en anglais, sur l'île Ratmanov, juste à la frontière entre la Russie et les États-Unis. Les morses, surtout des mâles, occupent tout le littoral sud de l'île. Ils se mêlent aux femelles uniquement à la période de reproduction. Ces animaux peuvent être aussi immobiles sur la terre ferme qu'ils sont rapides et agiles dans l'eau. Comprendre leur utilisation du littoral aide à garantir la sécurité des interactions entre faune sauvage et êtres humains.

**Vadim Makhorov**
*The Gathering*
Morses du Pacifique,
Russie, 2025



## LAURÉAT DE CATÉGORIE « OCÉAN »

Au large de l'océan Pacifique oriental, un puffin fouquet (*Ardenna pacifica*) plonge dans un banc de poissons lanternes grand comme un terrain de football, peinant à cibler une proie. Les poissons se déplacent en bloc, leur mode de défense fonctionnant à la perfection. L'oiseau refait surface le bec vide, puis opère un demitour et plonge une nouvelle fois. Incroyablement bien adaptés à la vie en mer, les puffins dépendent de la bonne santé des stocks de poisson. Cette rencontre saisit un moment rarement observé de l'abondance en pleine mer – ce fut aussi l'un des jours les plus extraordinaires de ma carrière de photographe sous-marin. Considérés comme les vertébrés les plus nombreux sur Terre, les poissons-lanternes représentent 65 % de la biomasse des poissons d'eaux profondes. Ils constituent un lien essentiel dans le réseau trophique océanique, nourrissant des prédateurs tels que les oiseaux marins, les dauphins, les thons et les raies mantas. Entré en vigueur début 2026, l'accord sur la haute mer (BBNJ) est le premier cadre juridique visant à protéger des scènes comme celle-ci à travers la moitié de la planète qui se situe au-delà des eaux territoriales.

**Henley Spiers**
*Shearwater's Dilemma*
Puffin fouquet dans un banc de poissons-lanternes, Costa Rica, 2023





**Arnaud Farré**
*Up is Down*
Baleine à bosse et son petit,
La Réunion, 2023

## PRIX DES LYCÉENS
## RUNNER-UP CATÉGORIE « OCÉAN »

De nombreuses baleines à bosse (*Megaptera novaeangliae*) fréquentent l'ouest de la Réunion, notamment la baie de Saint-Paul, de juin à octobre pour se reproduire et mettre bas. La baie est bordée au sud par le Cap La Houssaye, point de départ de la Réserve naturelle marine qui compte 35 km$^2$ de récifs protégés. La zone est idéale pour l'observation des cétacés. Le survol en drone est interdit dans la réserve maritime sans autorisation préalable, mais cette mère et son baleineau ont été repérés à seulement 200 mètres de la plage en dehors de la réserve. Juste avant le coucher du soleil, la mère plonge, suivie par son petit. Seules leurs nageoires caudales restent apparentes alors que le duo commence à s'enfoncer dans les profondeurs, laissant pour seule trace un cercle appelé « lentille ». Une perspective graphique et originale qui illustre la communion de ces mammifères marins avec l'Océan.

# SUR LE TERRAIN AVEC BRITTA JASCHINSKI



Photographe Environnementale 2026, Britta Jaschinski est une photographe animalière primée, réputée pour ses reportages d'enquêtes sur les crimes contre la nature et la faune sauvage. Son travail, mené avec les autorités et organisations de protection de l'environnement, paraît régulièrement dans les revues internationales les plus prestigieuses comme *National Geographic, Time Magazine, GEO* et bien d'autres encore. Franc-parler brut, esthétique documentaire sans concession, elle incarne à elle seule l'urgence de la vérité. Son objectif ? mobiliser décideurs et citoyens en faveur d'un avenir plus respectueux du monde vivant, dont nous ne sommes pas dissociables et dont nous dépendons.

© Cat Garcia/Vanity Fair



© B.Jaschinski

# TOUT CRIME LAISSE DES TRACES

Par Britta Jaschinski

**LA CRIMINALITÉ LIÉE AUX ESPÈCES SAUVAGES EST DEVENUE UNE OPÉRATION D'ENVERGURE MONDIALE – RAPIDE, COMPLEXE ET EXTRÊMEMENT LUCRATIVE**

Ivoire d'éléphant, cornes de rhinocéros, écailles de pangolin, pattes de tigre : le commerce illégal de la faune sauvage est le fait de réseaux criminels transnationaux, qui agissent en toute discrétion au sein de filières associant braconniers, intermédiaires, fonctionnaires corrompus et consommateurs.

Malgré l'intensification des efforts internationaux pour l'enrayer, les poursuites qui aboutissent à une condamnation restent rares. Les forces de l'ordre sont confrontées à des défis majeurs : ressources limitées, obstacles juridictionnels et, sans doute en premier lieu, l'absence de preuves tangibles.

Or, la criminalistique de nouvelle génération pourrait changer la donne. Dans le combat visant à protéger les espèces menacées, conservationnistes et experts de la police scientifique se tournent vers des techniques d'enquête depuis longtemps associées aux crimes ou délits commis contre les personnes, tels que les homicides, les agressions sexuelles et la criminalité organisée. Les mêmes outils utilisés pour résoudre meurtres et enquêtes pour viol sont désormais mobilisés face aux crimes contre la faune sauvage.

*En appliquant une poudre magnétique, Mark Moseley, enquêteur médico-légal à la Metropolitan Police de Londres, a détecté des empreintes digitales humaines sur une défense d'éléphant confisquée à l'aéroport d'Heathrow, Royaume-Uni.*

## LE PRINCIPE EST SIMPLE : CHAQUE CONTACT LAISSE UNE TRACE

Et c'est à partir de ces traces – empreintes digitales, ADN, éclats de projectiles et résidus biochimiques – que les enquêteurs montent leurs dossiers.
La criminalistique appliquée à la faune sauvage consiste à collecter des preuves directement sur les animaux (ossements, carapace, fourrure) et sur les dispositifs utilisés pour les chasser ou les déplacer (pièges, véhicules, armes), puis à les analyser. Plus que des objets de contrebande, ivoire et cornes de rhinocéros deviennent alors des scènes de crime. Une simple empreinte digitale sur une défense peut suffire à faire le lien entre un braconnier et un vaste réseau. Un fragment d'ADN dans un flacon de « vin médicinal » peut révéler la présence d'une espèce en danger.
Pour autant, la collecte de ces indices n'a rien d'aisé. Bon nombre de matériaux d'origine animale présentent des surfaces irrégulières (ivoire poreux, écailles incurvées, fourrure et plumes), ce qui rend le prélèvement d'empreintes digitales extrêmement délicat. En milieu chaud ou humide, ces traces se dégradent rapidement. Et les poudres classiques de la police scientifique échouent souvent à révéler des empreintes exploitables.
Tout a changé cependant avec la découverte majeure réalisée, à Londres, par un criminaliste de la Metropolitan Police et des chercheurs du King's College. Ensemble, ils ont analysé des poudres médico-légales connues, mais non encore testées. Résultat : une poudre magnétique pour empreintes digitales, capable de révéler des traces sur des produits issus de la faune sauvage – ivoire compris – jusqu'à 28 jours, voire plus, après contact.
Plus de 200 kits de prélèvement basés sur cette technologie ont été distribués aux polices des frontières de 40 pays d'Afrique et d'Asie. Les résultats ont été immédiats. Au Kenya, les indices relevés à l'aide d'un seul kit ont donné lieu à quinze arrestations, dont cinq agents de police, et à la saisie de onze défenses d'éléphant. Pour la première fois, bien plus que la preuve d'un crime, l'ivoire a permis de prouver *qui a commis ce crime*.
Une variante blanche de cette poudre sert désormais à relever les empreintes sur les cornes de rhinocéros, les écailles de pangolin et les carapaces de tortue. Peu coûteuses et faciles à utiliser sur le terrain, ces poudres peuvent être employées dans des endroits où un test ADN n'est pas praticable.

## L'ADN, POUR AUTANT, RESTE LA RÉFÉRENCE ABSOLUE POUR IDENTIFIER LES ESPÈCES SAUVAGES

Dans les laboratoires de criminalistique, le matériel génétique issu de tissus, de sang ou de poils d'animaux peut servir à identifier les espèces, à déterminer leur origine géographique, à établir si l'animal vivait à l'état sauvage ou en captivité, et même à faire le rapprochement entre des parties spécifiques, comme des défenses et une carcasse.
Il est même possible de détecter l'ADN d'un tigre dans une préparation médicinale traditionnelle en recourant à une PCR quantitative multiplex – un test rapide capable d'identifier en une fois plusieurs espèces de félins. Cette technologie est essentielle pour mener à bien les poursuites judiciaires dans les affaires où les produits provenant de la faune sauvage ont été fortement transformés ou dissimulés.
Globalement, selon la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), on dénombre seulement une douzaine de laboratoires spécialisés dans dix pays. Ces laboratoires s'efforcent non seulement de résoudre des affaires isolées, mais aussi de constituer des bases mondiales de données génétiques et médico-légales susceptibles d'aider à retracer les itinéraires de trafic et à identifier les récidivistes.
Sur le terrain, les appareils portables destinés à la criminalistique facilitent le recours à ces techniques. Les outils d'imagerie multispectrale, adaptés des enquêtes menées sur les scènes de crime, détectent empreintes digitales et traces de liquides organiques et repèrent des indices sur des surfaces difficiles à examiner, de type écailles et carapaces. Ces dispositifs portatifs font appel aux ultraviolets, aux infrarouges et au spectre visible pour révéler ce qui, autrement, resterait invisible.

Des chercheurs du London's Institute of Zoology étudient actuellement des dispositifs spécialement conçus pour les environnements isolés et aux ressources limitées. Le principal obstacle, toutefois, n'est pas toujours d'ordre technologique – bien souvent, les crimes contre la faune sauvage ne sont tout simplement pas traités comme des crimes tout courts.
Il arrive que les agents de police n'identifient pas un site de braconnage comme une scène de crime. Ils ne savent pas forcément comment préserver les preuves médico-légales ni comment faire intervenir un expert. D'où la perte d'éléments de preuve essentiels – et des affaires qui s'effondrent avant même leur ouverture. C'est pourquoi il devient tout aussi important de sensibiliser que d'innover.

## LA CRIMINALISTIQUE APPLIQUÉE À LA FAUNE SAUVAGE NE CONSISTE PAS À ATTRAPER LES CRIMINELS – MAIS À LES DISSUADER

Les organisations criminelles jugent souvent le trafic d'espèces sauvages peu risqué et très rentable. Les taux de condamnation sont faibles ; les sanctions, souvent légères ; et la probabilité d'être pris, minime. Mais, à mesure que la criminalistique se perfectionne, cette équation pourrait changer. Si braconniers et trafiquants savent qu'une empreinte digitale sur une défense ou un ADN dans une bouteille de vin peuvent prouver leur lien avec une espèce protégée, le risque perçu s'accroît.
Les preuves médico-légales introduisent la notion de responsabilité dans un espace qui en a longtemps été dépourvu. Ainsi ces éléments contribuent-ils au changement de statut des crimes contre la faune sauvage – qui, de préoccupation environnementale, deviennent des infractions pénales graves.
L'avenir de la criminalistique appliquée à la faune sauvage ne dépend pas uniquement de meilleurs outils ou de résultats de laboratoire plus rapides. Il s'agit d'intégrer ces outils à des systèmes de répression, de former les agents à en reconnaître l'utilité, et à créer une culture où les scènes de crime impliquant la faune sauvage sont traitées avec le sérieux qu'elles méritent.
Derrière chaque défense, écaille ou griffe d'origine illégale se trouve un animal qui devrait être encore en vie. Et, désormais, les traces invisibles peuvent contribuer à ce que quelqu'un soit tenu pour responsable.




*Lion Paws turned into Bottle Openers,* Photographie de Britta Jaschinski illustrant une saisie d'un trophée de chasse au Royaume-Uni, issue du Prix de Photographie Environnementale 2026 (mention d'honneur, catégorie Humanité contre nature).

# ECOncrete, *construire* la RÉSILIENCE *côtière de demain*

Alors que se tenait à Monaco en mai dernier la deuxième édition du Blue Economy and Finance Forum, une conviction s'est imposée avec une force renouvelée : l'économie bleue n'est plus un horizon théorique, mais un champ d'action concret où se joue une part essentielle de la transition écologique et économique.
Faisant le lien entre science, innovation et industrie, l'exemple d'ECOncrete illustre comment concilier au mieux croissance économique et régénération des écosystèmes.



© ECOncrete/Jeff Stein

*Port de San Diego, 14 mois après installation, 2022*

Tandis que l'Océan subit simultanément les effets du changement climatique, de l'érosion de la biodiversité, de pollutions multiples et de l'intensification du trafic maritime, la question n'est plus seulement de mieux protéger les écosystèmes marins, mais de repenser en profondeur notre rapport au littoral.

Au cœur de cette question, les infrastructures côtières occupent une place décisive. Si les digues, quais, enrochements artificiels, murs de protection sont des ouvrages indispensables à l'adaptation des territoires face à la montée du niveau de la mer et aux événements climatiques extrêmes, ils sont majoritairement conçus sans une prise en compte suffisante de leur impact écologique. Dans les zones côtières urbanisées, les infrastructures « grises » à base de béton traditionnel – le matériau dominant pour ces constructions – remplacent une part croissante des habitats naturels des espèces marines, alors même que ces derniers jouent un rôle essentiel pour la protection de la biodiversité, la lutte contre l'érosion, le maintien de la qualité de l'eau ou encore le stockage du carbone bleu. Or, l'enjeu devient central : quelles solutions promouvoir pour protéger les populations et les activités économiques sans aggraver la dégradation des écosystèmes marins ?

C'est précisément à l'intersection de ces défis que s'inscrit l'investissement du ReOcean Fund dans ECOncrete. Lancé par la Fondation Prince Albert II de Monaco et Monaco Asset Management, ce fonds de *private equity* dédié à l'objectif de développement durable (ODD) n°14, « Vie aquatique », vise à soutenir des entreprises capables d'accélérer la transition vers une économie bleue durable, en conciliant innovation, passage à l'échelle et impact mesurable. Faire entrer ECOncrete dans son portfolio répond ainsi à une verticale stratégique essentielle, parmi les cinq portées par le fonds : celle des infrastructures marines durables et de la restauration de la biodiversité.

La promesse d'ECOncrete est à la fois simple et profondément transformatrice : repenser le béton non plus comme une surface inerte imposée au vivant, mais comme un support capable d'accueillir et régénérer la biodiversité marine. Grâce à une technologie brevetée, l'entreprise développe des solutions qui conservent les performances structurelles attendues des infrastructures côtières tout en améliorant leur biocompatibilité. Autrement dit, il ne s'agit pas d'opposer protection du littoral et protection de la nature, mais de faire évoluer l'ingénierie côtière vers des ouvrages conçus pour travailler avec les écosystèmes plutôt que contre eux.



*Détail de la texture béton ECOncrete*

© ECOncrete




© Jonathan Lewis Underwater Photography

*Installation des modules ECOncrete dans le port de Fontvieille à Monaco, en 2019*

Cette démarche trouve une résonance particulière en Principauté, lieu d'engagement en faveur de l'économie bleue, mais aussi un territoire d'expérimentation concrète, où les solutions soutenues peuvent être déployées, observées et valorisées. Ainsi en témoigne Céline Caron-Dagioni, Conseiller de Gouvernement - Ministre de l'Équipement, de l'Environnement et de l'Urbanisme : « Préserver la biodiversité ne consiste plus seulement à protéger les espaces naturels existants. Dans un territoire aussi densément urbanisé que Monaco, nous devons également redonner une place au vivant au cœur même de nos aménagements, sur terre comme en mer. C'est tout le sens de la démarche « Renaturer la Ville », récemment engagée par le Gouvernement.

Cette approche est déjà à l'œuvre sur notre littoral. Dès 2019, cinq modules « Tide Pools » développés par ECOncrete ont été intégrés aux enrochements du port de Fontvieille, avec un objectif précis : conserver la fonction protectrice de l'ouvrage tout en améliorant sa valeur écologique. Six campagnes de suivi, menées pendant près de six ans et comparant les modules à des zones témoins voisines, ont permis d'en mesurer concrètement les effets. Elles montrent une diversité biologique durablement supérieure sur les zones équipées et une stabilisation progressive des communautés marines.

L'innovation environnementale doit suivre une logique exigeante : expérimenter, mesurer, puis intégrer aux projets les solutions qui ont démontré leur efficacité. Les enseignements de Fontvieille nous ont ainsi conduits à retenir des modules développés par ECOncrete pour la réfection des digues du Larvotto. Cette démarche illustre très concrètement notre volonté de mieux concilier les nécessités de l'aménagement du territoire avec la restauration de la biodiversité. »

# INTERVIEW AVEC IDO SELLA



© The Flamingo Society

## Co-fondateur et CEO d'ECOncrete

### Quelle est l'ambition de votre entreprise ?

Chez ECOncrete, nous proposons pour la construction maritime une technologie qui incite les chaînes d'approvisionnement locales à mettre sur le marché des solutions en béton respectueuses de l'environnement. Depuis 2012, nous opérons partout dans le monde, du Canada à la Nouvelle-Zélande. Les quelque 50 projets d'infrastructure que nous avons mis en place – et que nous suivons – à l'international s'appuient tous sur nos recherches de pointe, consacrées de longue date aux moyens d'accroître biodiversité et services écosystémiques dans le cadre d'ouvrages en béton.

### Les infrastructures maritimes sont souvent perçues comme une menace pour la biodiversité. Comment en faire une partie de la solution ?

Les infrastructures maritimes ne se substitueront jamais aux habitats naturels. Nous pouvons en revanche les mettre à profit pour en faire une source de services écosystémiques. Ainsi, à l'échelle mondiale, si l'on observe bien nos littoraux, la plupart sont entièrement artificialisés, et 70 % des infrastructures côtières sont en béton. Nous devons y voir un système capable d'offrir des fonctionnalités supplémentaires à celles lui étant intrinsèques. Les infrastructures en béton associées à la construction maritime mobilisent notre attention en raison de leur impact environnemental. De fait, en traitant et en gérant bien le béton – et nous l'avons prouvé –, il est possible d'accroître sensiblement la biodiversité et d'autres services écosystémiques, tout en respectant les normes sectorielles et en garantissant le bon fonctionnement et l'exploitation de l'infrastructure.



*Détail de la texture béton ECOncrete*


© ECOncrete

*Port de Fontvieille à Monaco, 12 mois après installation, 2020*

### Quels changements observez-vous lorsque la nature est prise en compte dès la conception des infrastructures côtières ?

Pour tenir compte de la biodiversité et des espèces en présence, nous ne modifions les infrastructures maritimes que très légèrement en réalité. En premier lieu, nous nous intéressons au support, c'est-à-dire au béton lui-même. Le béton marin est un mélange chimique associant non seulement ciment et granulats, mais aussi, d'autres additifs, en nombre, qui empêchent les espèces de s'y développer. Plusieurs raisons expliquent l'impact négatif souvent prêté à ces structures sur le milieu marin : faible biodiversité, prédominance d'espèces envahissantes, mauvaise qualité de l'eau, etc. Grâce à la technologie ECOncrete, nous modifions la composition chimique du béton avec de multiples adjuvants : en les ajoutant en infimes quantités au béton local, nous procédons à l'extraction contrôlée de composés qui nuisent à la capacité du béton à accueillir des organismes. Ce faisant, nous augmentons considérablement le nombre d'espèces locales capables de s'y implanter et réduisons la prédominance des espèces envahissantes. L'autre intervention à laquelle nous procédons (et cette technologie s'applique à tout type d'ouvrage en béton) consiste à modifier subtilement la morphologie de la surface en créant les niches nécessaires à ces organismes au début de leur développement. Et ce, sans compromettre les performances structurelles, la longévité, ni les chaînes d'approvisionnement locales.


© ECOncrete

### Que faudrait-il pour que les infrastructures respectueuses de la nature deviennent la norme ?

Je suis fermement convaincu que les infrastructures respectueuses de la nature s'imposent d'ores et déjà comme la nouvelle norme, surtout en Europe, aux États-Unis et dans les régions les plus avant-gardistes qui mesurent l'importance de préserver le patrimoine naturel. Mais c'est un lent processus, moins en raison du coût que de la manière dont sont perçues la valeur de l'Océan et la dynamique économique du système lui-même. À mesure que nous prenons conscience (plus lentement que prévu) de la valeur financière de cet atout colossal, il devient capital de privilégier un mode de construction qui ne nuit pas aux services écosystémiques, mais, au contraire, les soutient activement.

FONDATION
PRINCE ALBERT II
DE MONACO



*Ans d'action pour la Planète*

Allemagne • Amérique latine • Canada • Chine • Espagne • États-Unis • France • Italie • Royaume-Uni • Singapour • Suisse



# Faire progresser la santé planétaire

## Océan • Climat • Biodiversité

**AGIR ENSEMBLE POUR**

Préserver les espèces menacées

Protéger les écosystèmes d'eau douce

Soutenir l'économie bleue durable

Promouvoir les jeunes générations

**www.fpa2.org**

Depuis 2006, la Fondation Prince Albert II de Monaco s'engage à faire progresser la santé de notre planète en mettant en œuvre des solutions concrètes pour préserver les écosystèmes fragilisés et encourager un modèle de société plus équitable et durable. Dans cet esprit, le magazine IMPACT propose des récits inspirants et accessibles pour mieux comprendre les défis d'aujourd'hui et repenser demain. www.fpa2.org

FONDATION
PRINCE ALBERT II
DE MONACO